

Au pays de mon enfance!

page 11



La fièvre s'empare de Montréal!

page E 1



Au fond d'une vallée discrète!

page D 1



la presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE



LA MÉTÉO : GÉNÉRALEMENT ENSOLEILLÉ.
MINIMUM : 9°, MAXIMUM : 26°.
DEMAIN : BEAU ET CHAUD. DÉTAILS PAGE A 2

LES PROFESSIONNELS DE LA VISION
GREICHE ET SCAFF
OPTOMETRISTES
30 SUCCURSALES 336-5330

MONTRÉAL, SAMEDI 21 JUIN 1986, 102^e ANNÉE, N° 238, 216 PAGES, 14 CAHIERS •

1 \$

illes de La Madeleine 1-50

ENFIN L'ÉTÉ!



À midi trente minutes 58 secondes aujourd'hui, l'été sera fidèle au rendez-vous, et le soleil aussi. Le maximum prévu est de 26° C, juste ce qu'il faut pour inciter la population à se rendre à l'Aquaparc de La Ronde. Devançant la belle saison, l'ex-premier ministre, M. Pierre Trudeau, s'est mêlé aux amateurs des joies de la glissade. A-t-il été à la hauteur des exploits de ses fils Justin, ici sur ses épaules, et Michel?

photo Armand Trotter, LA PRESSE

LES INFIRMIÈRES EN GRÈVE ILLÉGALE Le Conseil ordonne le retour au travail

Le Conseil des services essentiels a ordonné hier soir le retour immédiat au travail des 12 500 membres de la Fédération des syndicats professionnels des infirmières et infirmiers du Québec (FSPIIQ), en grève illégale de 24 heures dans 200 institutions de santé à travers le Québec.

PAUL ROY

Les dirigeantes de la FSPIIQ ont étudié le document une partie de la soirée pour finalement décider de s'y conformer, vers 21 h 45. Le mot d'ordre de retour au travail a aussitôt été acheminé dans les régions et la présidente de la FSPIIQ, Mme Hélène Pelletier, s'attendait à ce qu'il soit respecté « dans l'ensemble ». Elle n'a pas écarté cependant la possibilité que quelques syndicats décident de poursuivre la grève jusqu'à 8 h ce matin, tel que prévu à l'origine.

voir TRAVAIL en A 2



Les piquets de grève devant l'hôpital Jean-Talon, à Montréal

Cinq attentats perpétrés contre l'Internationale socialiste à Lima

LIMA (d'après Reuter, AFP et AP) — En l'espace de quelques heures, le congrès de l'Internationale socialiste qui s'est ouvert hier à Lima, a été la cible de cinq attentats, le dernier, manqué, ayant entraîné la mort d'une femme qui avait tenté de tirer au mortier sur le siège du congrès.

La police a attribué ces attentats à l'organisation maoïste de guérilla *Sentier lumineux*, estimant qu'il s'agissait d'une riposte à la sanglante répression,

jeudi, de la mutinerie des détenus de ce groupe qui a fait selon de bonnes sources près de 300 morts.

Commentant la répression qui a suivi les mutineries, le président péruvien Alan García a déclaré que le gouvernement avait dû faire « prévaloir son autorité ».

« Un principe fondamental, l'autorité, a été sauvegardé. Ce n'est pas la force brutale d'une dictature ni d'une tyrannie,

c'est l'autorité et la force morale du peuple », a-t-il conclu.

Il a de plus annoncé la formation d'une commission d'enquête sur ces tragiques événements. Il a précisé que six vice-présidents de l'Internationale socialiste avaient été invités à y participer.

La femme tuée dans l'explosion de son petit mortier se trouvait, selon des sources policières, à 300 mètres seulement du Centre de conférence Cril-

lon, qui abrite le congrès, pourtant protégé par un imposant dispositif militaire et policier. a été distinctement entendue par les participants à la réunion, dans le centre transformé en véritable bunker.

La femme a été projetée par l'explosion à travers les vitres d'une fenêtre du 7^e étage. L'explosion s'est produite trois minutes seulement avant l'arrivée du président péruvien, Alan

voir ATTENTATS en A 2

SOMMAIRE

- Ann. classées..... D 8 à D 15, G 1 à G 7, H 4, H 9 à H 11
- Arts et Spectacles... E 1 à E 24
- Horaires..... E 18
- Bandes dessinées... I 13, I 14
- Bricolage..... L 2
- Bridge..... K 6
- Carrières et prof.:... J 1 à J 8, K 1 à K 5
- Décès, naissances, etc. H 13
- Economie..... H 1 à H 8
- Êtes-vous observateur? D 13
- FEUILLETON
- Red Fox..... L 8
- « Génies en herbe »..... I 13
- Habitat..... L 1 à L 7
- Horscoppe..... L 8
- Jardinage..... L 4
- Le monde..... A 18
- Loteries — résultats... A 4, C 7
- Maisons d'ens.:... A 20
- Mots croisés..... D 15, L 8
- « Mot mystère »..... D 11
- Quoi faire..... F 4
- Restaurants..... F 6 à F 8
- Sciences..... D 7
- Sports..... C 1 à C 7
- Télévision..... F 5
- Timbres..... K 6
- Vacances-Voyage..... I 1 à I 12
- Vivre aujourd'hui..... D 1 à D 6
- Demain l'an 2 000..... D 5
- Les animaux..... D 4

ROBERT BOURASSA EN ENTREVUE À LA PRESSE

« L'État n'est pas une business »

QUÉBEC — Quoi que disent ses ministres, MM. Paul Gobeil ou Pierre Macdonald, le chef du gouvernement croit fermement que « l'État n'est pas une business ».

GILBERT BRUNET
de notre bureau de Québec

À plusieurs reprises au cours d'une entrevue de trois heures qu'il a accordée cette semaine aux correspondants de LA PRESSE à l'Assemblée nationale (voir autres textes en page A 14), M. Robert Bourassa l'a répété: il faut réévaluer la taille de l'État, en considérant notamment la taille « nettement moindre » des États voisins qui nous font concurrence chaque jour.

Alors, si l'État n'est pas une « business », pourquoi avoir confié à des présidents de grandes entreprises

— le « Comité des sages » ou le « Club des millionnaires », selon le point de vue politique — le soin de réévaluer cette taille de l'État?

M. Bourassa répond que les Pierre Lortie (président de Provigo), Michel Bélanger (président de la Banque Nationale) et Claude Castonguay (président de La Laurentienne) sont « les leaders de l'activité gouvernementale des années 70 et les leaders de l'activité québécoise privée d'aujourd'hui ».

Pas encore publiées — « probablement qu'elles le seront, on va voir ça » —, leurs recommandations font l'objet d'une étude approfondie de la part du conseil des ministres depuis déjà quelques semaines.

« Ces recommandations vont loin, dit tout au plus M. Bourassa, ce qui

est parfaitement explicable en fonction de leur nouvelle expérience. »

Ajoutant que le rapport de ce comité, présidé par M. Gobeil (aussi issu du milieu des affaires) lui est « très précieux », le premier ministre précise toutefois: « Comme chef du gouvernement, je suis obligé de tenir compte, dans la décision finale, de facteurs autres que l'avis d'experts, basé sur l'efficacité avec un grand E. »

Et c'est ici que M. Bourassa tranche: ces experts proposent « un rythme d'action qui est le leur, hommes d'affaires, mais l'État n'est pas une business ».

Car un gouvernement, ajoute-t-il, doit tenir compte de « différents autres aspects de la réalité: so-

ciaux, culturels ou purement politiques ».

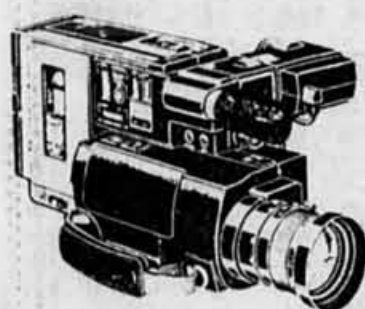
Ce qu'a toujours fait, du moins sous sa gouverne, le Parti libéral du Québec, qui « n'est pas et n'a jamais été un lieu d'étroitesse idéologique ».

M. Bourassa en veut pour exemple la constitution de son gouvernement: « Mme Lavoie-Roux et MM. Ryan et Marx ne proviennent pas du monde des affaires. » Ne servent-ils pas de « caution » pour tous les autres? « Non, ils administrent les deux tiers du budget. »

Et si, depuis six mois qu'ils siègent au conseil des ministres, M. Bourassa n'a relevé « aucun affrontement idéologique, c'est parce que ce sont tous des libéraux, c'est-à-dire des

voir ÉTAT en A 2

LA SUITE DE NOS INFORMATIONS, PAGE A 14



DES SOUVENIRS PLEIN LA TÊTE!

AVEC LA CAMÉRA VIDÉO VHS! TOUT EN UN!

ZOOM AUTOMATIQUE-AUTOFOCUS

A PRIX JAMAIS VU!

ÉTAIT 299\$

999\$

MAINTENANT

ZENITH 300

VM-6100

DE RABAIS

Grand Choix... petits prix!
Dumoulin

8390 ST-HUBERT (SUD DE MÉTROPOLITAIN) 388-4636/1122

5916 BÉLANGER (MÉTROPOLITAIN, SORTIE LACORDAIRE-SUD) 256-7571

AUJOURD'HUI...

CHRONIQUE

LYSIANE GAGNON: Bien des enfants, pourtant normalement intelligents, élevés dans des familles instruites et équilibrées, ne savent pas lire. Pourquoi? Quelles sont donc les causes du marasme de l'éducation chez nous?

page B 3

SAMEDI PLUS

ANDRÉ NOËL: Après la bataille indépendantiste, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal vient de se trouver un nouveau cheval de bataille: la protection de la langue.

page B 1

MARIANE FAVREAU: Le Sommet économique de Montréal, qui vient de prendre fin, marque le début d'un nouveau style d'administration: celui de la porte ouverte. Un grand pas en avant pour la démocratie montréalaise.

page B 3

JEAN-PIERRE BONHOMME: La célèbre statue de la Liberté a cent ans. Et il semble bien qu'elle ait atteint son objectif: projeter l'image de la liberté dans le cadre des lois.

page B 4

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE: Felipe Gonzalez, avocat au charme irrésistible que l'Espagne entière appelle par son prénom, devrait connaître un nouveau triomphe électoral demain soir. Presque un couronnement.

page B 5

JEAN-FRANÇOIS LISÉE: Le plus conservateur des neuf juges de la Cour suprême des États-Unis, William Rehnquist, accède au prestigieux poste de juge en chef. Une victoire pour le président Reagan.

page B 7

DU VIN

JACQUES BENOIT: La SAQ a mis en vente dans ses Maisons des vins, hier, le millésime 82 du plus célèbre vin rouge d'Italie, le Sassicaia.

page F 7

LE BRIDGE

ANDRÉ TRUELLE: Le bridge montréalais a perdu un de ses plus fervents apôtres. Georges Legendre n'était pas seulement un joueur enthousiaste, il était aussi un excellent professeur.

page K 6

HABITAT

ROBERT DUBOIS: N'achetez jamais une maison sans l'avoir inspectée. Et si vous ne voulez ou ne pouvez le faire vous-même, recourez aux services d'un expert.

page L 1

LE JARDINAGE

FLORIAN BERNARD: La petite violette odorante, originaire d'Europe, s'est facilement acclimatée au Québec et orne maintenant de nombreux sous-bois et jardins domestiques.

page L 4

Votre pelouse aujourd'hui

Le coût d'un bon service d'aqueduc? Il en coûte 750\$ par résidence par année pour y acheminer une eau potable de qualité et en évacuer les eaux usées.

L'année dernière, il y a eu une perte de 125 millions de dollars d'eau potable, perte due à des fuites, des abus de consommation, etc. Votre contribution à l'économie de l'eau est importante!

ADRESSES	ADRESSES		ADRESSES		ADRESSES	
	P	I	P	I	P	I
Action Vale	1	1	Mirabel	NR	X	
Bellefleur	NR	X	Mont-St-Hilaire	NR	X	
Bromont	1	X	Ottoburn Park	NR	X	
Cowansville	X	1	Pierrefonds	X	1	
Deux-Montagnes	X	X	Pierre-Calumet	X	1	
D-des-Ormeaux	X	1	Roxboro	X	1	
Farnham	1	1	Sorel	X	1	
Granby	X	1	St-Basile-le-Grand	NR	X	
Grand-lac	1	X	St-Eustache	X	X	
Île Perrot	X	1	St-Jean-Baptiste	NR	X	
Joliette	NR	NR	St-Louis-de-Terrebonne	X	X	
Kirkland	X	1	St-Mathias	X	NR	
Lachenaie	NR	NR	St-Adele	NR	NR	
La Plaine	NR	NR	Ste-Anne-de-Bellevue	X	X	
La Prairie	NR	X	Ste-Catherine	X	NR	
Laval	NR	NR	Ste-Genève	X	1	
Le Gardeur	NR	X	Ste-Marthe-sur-le-lac	1	1	
L'Île-Bizard	X	1	Ste-Madeleine	NR	X	
Mascouche	NR	NR	Terrebonne	X	X	
McMasterville	NR	X	Vaudreuil	X	X	
			Verdun	NR	NR	

LEGENDE: X — Interdit par le règlement municipal
NR — Arrosage non recommandé car humidité suffisante dans le sol
1 — Arrosage de 1h recommandé
2 — Arrosage de 2h recommandé
* — Côté sud de la Yamaska.

La Quotidienne à trois chiffres Tirage d'hier **406** à quatre chiffres **0307**

LA MÉTÉO

Samedi 21 juin 1986
AUJOURD'HUI: Min.: 9° Max.: 26°
GÉNÉRALEMENT ENSOLEILLÉ
BEAU ET CHAUD

DEMAIN: BEAU ET DOUX.

Québec	Aujourd'hui		États-Unis	Aujourd'hui	
	Min.	Max.		Min.	Max.
Abitibi	5	25	Ens. pos. nu.		
Outaouais	9	26	Gen. ensoleil.		
Laurentides	4	24	Gen. ensoleil.		
Cantons de l'Est	4	25	Gen. ensoleil.		
Mauricie	4	25	Gen. ensoleil.		
Québec	4	25	Gen. ensoleil.		
Lac-Saint-Jean	0	24	Gen. ensoleil.		
Kamouraska	0	20	Ens. pos. nu.		
Côte-de-la-Paix	0	20	Ens. pos. nu.		
Bas-St-Laurent	0	20	Ens. pos. nu.		
Saguenay	0	20	Ens. pos. nu.		

les capitales	Aujourd'hui		les capitales	Aujourd'hui	
	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	13	26	Madrid	18	33
Athènes	21	31	Moscou	17	27
Acapulco	26	34	Mexico	13	25
Berlin	19	28	Oslo	13	18
Bruxelles	10	28	Paris	20	30
Buenos Aires	11	15	Rome	14	25
Copenhague	13	15	Séoul	16	27
Geneve	17	27	Stockholm	15	24
Hong Kong	28	31	Tokyo	21	27
Le Caire	22	35	Trinidad	23	29
Lisbonne	12	23	Vienne	23	29
Londres	13	19		19	30



La présidente de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Mme Nicole Boudreau, a présenté sa médaille au Dr Camille Laurin. Elle a salué le courage dont le lauréat a fait preuve, au moment de l'adoption de la Loi 101, mais aussi en assumant sa paternité depuis.

photo Robert Mailloux, LA PRESSE

CAMILLE LAURIN HONORÉ PAR LA SSJB Loi 101: « L'attitude libérale réveillera les Québécois »

■ L'attitude actuelle du gouvernement libéral envers la Loi 101 aura un effet positif, croit le Dr Camille Laurin, père de cette législation: elle réveillera les Québécois actuellement endormis par un sentiment de fausse sécurité.

GILLES ST-JEAN

C'est du moins ce que l'ex-ministre péquiste a déclaré hier au cours d'un entretien, quelques minutes avant de recevoir la Médaille Chomedey-de Maisonneuve, attribuée par la Société Saint-Jean-Baptiste à une personnalité montréalaise qui s'est particulièrement fait connaître dans la promotion de l'identité québécoise.

« La Loi 101 est l'affaire d'un

peuple, pas d'un parti politique. Déjà, plusieurs artistes ont exprimé leur mécontentement face aux atteintes du gouvernement à la loi », a note l'ex-ministre, faisant allusion à la pétition des 101 créateurs en faveur de l'intégrité de la loi.

« Les artistes expriment toujours la voix profonde du peuple. C'est pourquoi je suis persuadé que le gouvernement n'ira pas contre la volonté du peuple », a ajouté le Dr Laurin.

L'ex-ministre dans le cabinet Lévesque s'est également opposé à la libéralisation de la langue d'affichage, affirmant que l'affichage est « le miroir du peuple, un symbole d'estime et de respect de soi ».

« Plus les enjeux véritables de ce qui se passe apparaîtront,

plus les réactions seront virulentes », a prophétisé le Dr Laurin.

Le psychiatre est revenu à la pratique de la médecine. Il est maintenant directeur du département de psychiatrie à l'hôpital Sacré-Coeur de Cartierville et président de la Commission de santé mentale de Montréal.

Mauvais calcul

Pour sa part, M. Jacques-Yvan Morin, ex-ministre de l'Éducation dans le cabinet Lévesque, pense que les libéraux font un mauvais calcul en pensant modifier « les règles fondamentales de la loi ».

En ce qui a trait à l'amnistie des élèves inscrits illégalement à l'école anglaise, M. Morin, qui est revenu à l'enseignement universitaire, croit que l'attitude de Québec dans cette affaire « per-

met à l'illégalité de faire tache d'huile ».

« On aurait dû amnistier ceux qui fréquentaient déjà l'école anglaise illégalement, en échange d'une promesse formelle des commissions scolaires anglophones de ne pas recommencer. Mais c'est manquer à la justice envers ceux qui ont respecté la loi que d'étendre le droit aux frères et sœurs des illégaux ainsi qu'à leurs descendants », croit M. Morin.

Plusieurs autres ex-ministres péquistes ont assisté à la cérémonie, dont MM. Robert Dean et Pierre de Bellefeuille. Une pléthore de personnalités du milieu nationaliste était de la fête, qui coïncidait avec la traditionnelle soirée consulaire de la SSJB à l'occasion de la Fête nationale du Québec.

TRAVAIL

SUITE DE LA PAGE A 1

Plusieurs « grévistes » étaient déjà au travail quand le président du Conseil, Me Bernard Bastien, a émis son ordonnance, vers 17h30. En effet, des « services essentiels » étaient assurés, bien qu'inégalement, dans la presque totalité des hôpitaux, centres d'accueil et centres locaux de services communautaires (CLSC) touchés.

L'ordonnance du Conseil a été déposée en Cour supérieure, ce qui lui donne le poids d'un ordre de cour. En refusant de s'y soumettre, les syndicats et leurs membres sont passibles d'outrage au tribunal et peuvent se voir imposer de lourdes amendes. Les syndicats fautifs peuvent notamment être condamnés à déboursier jusqu'à \$50 000, et leurs dirigeants peuvent encourir des peines de prison.

Le CSE va d'ailleurs évaluer la nature et l'ampleur des préjudices causés aux clientèles desservies par les institutions dont les syndicats ont débrayé hier. Et il déterminera, s'il y a lieu, des « modes de réparation »: contributions à des fonds d'aide aux malades, heures de travail non rémunérées, etc.

ATTENTATS

SUITE DE LA PAGE A 1

Garcia, qui ouvrait le congrès. La police a déclaré que les jambes de la femme avaient été pratiquement arrachées par l'explosion du mortier. Le toit de l'immeuble de sept étages a été détruit.

Quatre charges ont explosé dans ce même quartier. Une voiture piégée a sauté dans un autre quartier de la capitale. À l'aube, un cinéma a entièrement été brûlé à 200 m du Centre Crillon, et les policiers ont évoqué l'hypothèse d'un incendie criminel. Enfin, deux avions ont dû regagner l'aéroport à la suite de fausses alertes à la bombe.

Les autorités avaient exprimé avant le congrès leur crainte d'attentat, dans ce pays où les violences politiques avaient fait plus d'un demi-millier de morts avant ces mutineries.

ÉTAT

SUITE DE LA PAGE A 1

gens pragmatiques, tous prêts à faire leur part pour que le Québec arrête d'emprunter pour payer ses dépenses courantes ».

Régulièrement, le conseil des ministres, comme il l'a longuement fait cette semaine, « sur-

La région la plus sévèrement touchée a été celle de la Mauricie, au dire d'un porte-parole de l'Association des hôpitaux. Ainsi, au Centre hospitalier Cook, pas une seule infirmière syndiquée ne s'était présentée au travail à 11h hier matin.

Au Centre hospitalier Sainte-Croix, à Drummondville, les « services essentiels » n'ont été assurés que par 24 p. cent des syndiqués. Selon un porte-parole de l'Association des hôpitaux, aucune région du Québec n'aurait été épargnée.

La FSPIIQ regroupe environ 18 000 infirmières et infirmiers, soit près de la moitié des effectifs à travers la province. Elle est cependant sous-représentée dans la région de Montréal où seuls deux hôpitaux, les centres hospitaliers Jean-Talon et Marie-Enfant, ont été affectés par des débrayages hier.

À Montréal, la très grande majorité des infirmières sont membres de la Fédération québécoise des infirmières et infirmiers, et de la Fédération des infirmières et infirmiers unis (United Nurses Federation), qui comptent environ 22 000 membres. Ces deux fédérations ont choisi de ne pas débrayer hier, mais elles appuyaient le geste de la FSPIIQ.

Les premiers ministres d'Israël, M. Shimon Perès, de Suède, M. Ingvar Carlsson, d'Italie, M. Bettino Craxi, et de Norvège, Mme Gro Harlem Brundtland, ont préféré annuler leur venue en raison des événements.

Le chef du Nouveau Parti démocratique du Canada, M. Ed Broadbent, se trouvait parmi les délégués du congrès, mais il n'y a aucune indication selon laquelle les délégués auraient été assez proches de l'explosion pour être blessés.

Judi, des centaines de guérilleros maoïstes avaient trouvé la mort dans des batailles rangées contre l'armée qui s'efforçait de reprendre le contrôle de deux prisons de Lima.

Selon un communiqué militaire publié jeudi soir, 124 maquisards de Sentier Luminieux (Sendero Luminoso) sont morts à la prison de Lurigan-

Dans la région de Montréal, le Centre hospitalier Jean-Talon est l'institution la plus importante à avoir été affectée par le débrayage. Les « services essentiels » y ont néanmoins été assurés à 60 p. cent et, de l'avis du directeur des services hospitaliers, M. Michel Bourassa, la situation y était « sérieuse mais sous contrôle ».

« Cela ne compromettait pas la santé de nos patients », a-t-il déclaré à LA PRESSE en fin de matinée hier. La direction de l'hôpital avait pris la précaution de fermer la plupart des cliniques externes et détourné les ambulances vers les urgences des autres hôpitaux.

« Ici, l'urgence est toujours très acheminée, a expliqué le Dr Pierre Depocas, directeur des services professionnels. Mais jusqu'ici, tout se passe bien. Ils (les syndiqués) nous ont dit hier (jeudi) que ce serait un débrayage civilisé et ce semble être le cas. »

Toutefois, selon le vice-président de l'Association des hôpitaux du Québec, M. Jacques Nadeau, le geste illégal posé par le syndicat a causé des préjudices sérieux aux usagers du réseau de santé et provoqué un climat d'anxiété dans toute la population.

« Nous sommes conscients qu'il existe des problèmes re-

liés aux conditions de travail des infirmières, mais ce n'est qu'à la table des négociations que se régleront ces problèmes », a signalé M. Nadeau.

À la FSPIIQ, Mme Danielle Couture a déclaré que le débrayage a été motivé par le refus de négocier du gouvernement du Québec. C'est du moins ainsi qu'on interprétait, du côté syndical, la nomination d'un médiateur par le premier ministre Robert Bourassa jeudi.

« Les aspects financiers, qui sont l'enjeu de cette négociation, échappent au médiateur, a précisé Mme Hélène Pelletier, présidente de la FSPIIQ. La médiation devient donc une façon pour le gouvernement d'éviter de négocier, de reporter l'échéance à l'automne. »

Les infirmières québécoises sont parmi les moins bien payées au pays. Mais le premier ministre Robert Bourassa affirme qu'il ne peut leur offrir plus que les 3,5 p. cent offerts à tous les autres employés du secteur public.

Au Québec, les infirmières gagnent entre \$21 000 et \$28 850 alors qu'en Ontario, le salaire moyen se situe à \$30 000. Au début de la négociation, les syndiquées réclamaient une augmentation de 10 p. cent de la masse salariale.

qui les avaient dissimulés sous leurs vêtements.

Elle a ajouté que 30 guérilleros détenus à El Fronton s'étaient rendus, mais on ignore le sort des autres détenus du Sentier dont le nombre était évalué à 150 ou 200.

Les autorités pénitentiaires ont déclaré que certains des otages pris au début des émeutes mercredi avaient été blessés mais que tous avaient survécu.

Les avocats des familles des détenus ont déclaré que les détenus du Sentier à Lurigancho avaient été tués jusqu'au dernier. « Le président Alan Garcia a donné carte blanche aux forces armées pour tuer », a déclaré Me Marta Hurtay.

Le gouvernement péruvien a accusé la guérilla maoïste d'avoir délibérément déclenché ces émeutes au moment où s'ouvrait à Lima le congrès de l'Internationale socialiste.

À nos lecteurs

■ Nos lecteurs remarqueront que le cahier sur l'industrie du médicament, inséré dans notre édition d'aujourd'hui, porte la date du 26 avril. C'est à la demande expresse des membres du comité sur la Loi des brevets de l'Association canadienne de l'industrie du médicament que sa parution a été remise à aujourd'hui.

ce n'est pas remettre en question l'essentiel des programmes sociaux existants.»

Ce qui a changé, selon lui, c'est qu'en 1986 « le maintien de notre prospérité tient à notre position de concurrence internationale au plan économique ». Si on n'y prend garde, le Québec perdra, estime-t-il, sa prospérité collective.

veille l'évolution des revenus et des dépenses, pour ne pas avoir de surprise en fin d'année», précise le premier ministre, à l'adresse de ses prédécesseurs péquistes au gouvernement.

M. Bourassa se défend bien d'avoir « viré à droite » depuis son retour à la politique active: « Dire qu'on ne peut plus multiplier les programmes sociaux,

LOI 101

Doré refuse de signer la pétition de la SSJB-M

■ L'aspirant à la mairie et président du Rassemblement des citoyens de Montréal, Jean Doré, refuse de signer la pétition pour appuyer la loi 101 sur l'usage exclusif de la langue française.

ANDRÉ PÉPIN

« C'est là une mesure législative qui doit être débattue à l'Assemblée nationale », affirme le chef du RCM, qui vient de refuser son appui à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, qui cherchait à obtenir 101 signatures prestigieuses, à \$101 chacu-

ne, pour protester contre toute atteinte à cette loi.

La pétition montre des signatures très connues: Bernard Landry, Félix Leclerc, Pierre Marc Johnson, Dominique Michel, Gilles Pelletier, Marcel Léger, Gerald Larose, Lise Payette, Camille Laurin, Fabienne Thibault etc...

« On va cesser de me charrier sur cette question. Je représente un parti politique municipal, non un parti politique provincial », a affirmé M. Doré, au cours d'une rencontre avec LA PRESSE.

Le chef du RCM se dit cependant d'avis que le caractère fran-

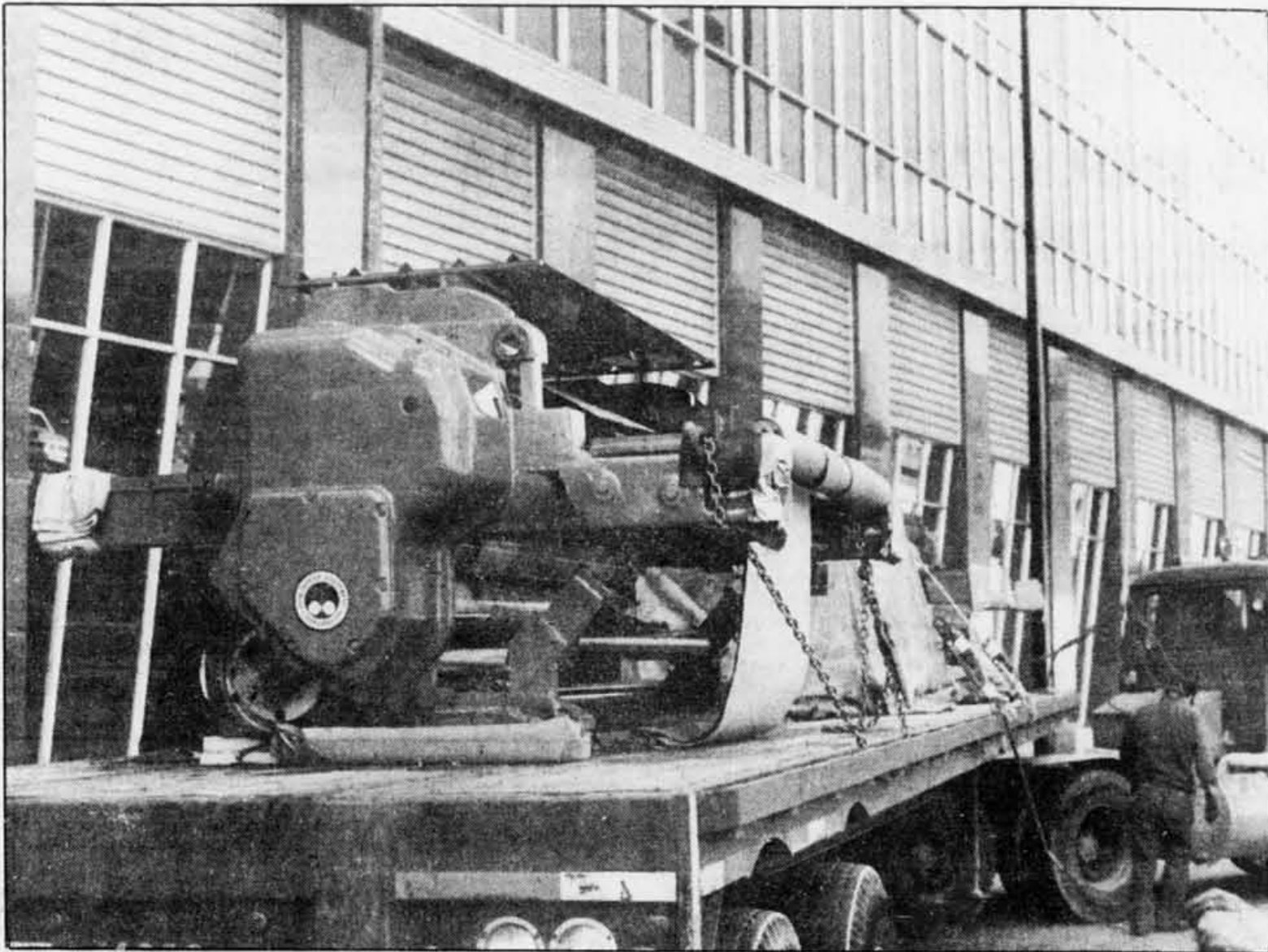
cophone de Montréal constitue un réel attrait touristique qu'il faut protéger. « C'est unique en Amérique du Nord. Mais je ne vois pas pourquoi, dans certains quartiers où les minorités sont bien installées, les petits commerçants ne pourraient pas afficher dans leur langue ».

Doré affirme que cette position du RCM est connue depuis 1983, alors que les dirigeants ont présenté un mémoire en commission parlementaire. « Il est injuste de nous identifier à des formations politiques ou des groupes de revendication. Des médias anglophones me reprochent de pencher constamment

du côté des Francophones, alors qu'en fait, je souhaite que le caractère multiculturel de Montréal soit respecté », a poursuivi M. Doré.

En insistant pour dire que le gouvernement provincial est seul maître de cette loi, M. Doré a souhaité que le maire Drapeau, depuis toujours très discret à ce sujet, se prononce lui aussi.

« Il sera toujours temps, si de réels abus sont commis, de nous lever comme représentant municipaux », a dit M. Doré en admettant qu'il avait décliné l'invitation de la SSJB-M.



Pour un journal haut en couleur

En début de semaine, LA PRESSE était le théâtre d'un grand remue-ménage. Le journal a fait l'acquisition de huit nouveaux cylindres pour l'impression des pages couleurs, chacun pesant près de 8 000 livres. On a introduit les énormes appareils par une fenêtre de l'édifice, rue Saint-Antoine, en utilisant une grue

hydraulique. Ces nouveaux cylindres seront en usage dès la fin de l'été, et permettront de raffiner la qualité de l'impression en produisant de nouvelles teintes. On sera également en mesure d'augmenter le nombre de pages couleur à l'intérieur même du quotidien.

photo Jean Goupil, LA PRESSE

VOLS DE VÉLOS

L'informatique à la rescousse

■ Les vols de vélos sont une véritable plaie estivale. Et même quand on retrouve les bicyclettes volées, il est souvent

difficile de les remettre à leurs propriétaires. À Terrebonne, depuis l'an dernier, c'est à l'informatique que l'on a décidé de confier le problème.

JOSÉE BOILEAU

En 1985, la campagne de prévention qui a entouré la mise sur pied du nouveau service a réduit de 50 p. cent les vols par rapport à l'année précédente, et

deux fois plus de vélos furent remis à leur propriétaire.

L'agent Pierre Poisson, lui-même grand amateur de vélo, a mis au point un système de classement informatisé basé sur les numéros de série que l'on retrouve maintenant sur toutes les bicyclettes.

Le système informatique permet d'enregistrer les données de base (la marque du vélo, sa couleur, l'identification du propriétaire, etc.). Il est ensuite facile,

grâce au numéro de série, d'identifier le propriétaire d'une bicyclette retrouvée. La preuve écrite d'enregistrement, que les propriétaires de vélos égarés trouvent facilement, n'est plus requise. Et le nouveau système déroute également les voleurs qui ne peuvent plus se contenter d'arracher une licence pour passer incognito.

Cet été, sept villes du Québec imiteront le procédé du corps policier de Terrebonne.

Vidéotron augmente ses tarifs de 5,8 p. cent

■ Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a autorisé hier le câblediffuseur Vidéotron à augmenter ses tarifs. De \$12,91, le tarif mensuel passera à \$13,66, avant les taxes et la location du convertisseur. Il s'agit d'une augmentation de 5,8 p. cent. Le taux actuel d'inflation est de 4,1 p. cent.

L'augmentation entre en vi-

gueur immédiatement chez Vidéotron à Montréal et à Québec.

Les nouveaux tarifs signifient que les abonnés au service de base paieront dorénavant \$16,08 par mois. Car, au tarif autorisé s'ajoutent une taxe fédérale de 8 p. cent et une taxe provinciale de 9 p. cent.

Le CRTC a également autorisé une augmentation pour les frais d'installation du câble. D'un

maximum de \$20, le tarif peut maintenant coûter un maximum de \$40, soit une augmentation de 100 p. cent.

Les tarifs de Cable TV, l'autre gros câblediffuseur de Montréal sont actuellement de \$10,98 par mois, avant les taxes et le convertisseur. Cette entreprise a toutefois elle aussi demandé au CRTC l'autorisation de majorer ses prix.

EN BREF

Était-ce un vol?...

■ Une mésaventure entre associés a provoqué un branle-bas de combat chez les policiers du district 25, hier à Montréal, alors que tout portait à croire qu'un magasin d'articles de bureau avait été l'objet d'un vol. Il semble en fait qu'un associé, ayant décidé de se retirer du commerce, ait loué un camion et se soit présenté au magasin situé rue Viger, en pleine nuit, afin de reprendre ses « billes »; celles-ci consistaient en ordinateurs, micro-proces-

seurs, imprimantes et meubles de bureau, d'une valeur de \$300 000. L'autre partenaire, qui s'est présenté au magasin à 8 h hier matin, a donné l'alerte. Son associé a été arrêté en fin d'avant-midi. Selon des sources policières, aucune plainte de nature criminelle ne sera portée. Chose certaine, l'affaire rebondira devant les tribunaux d'instance civile...

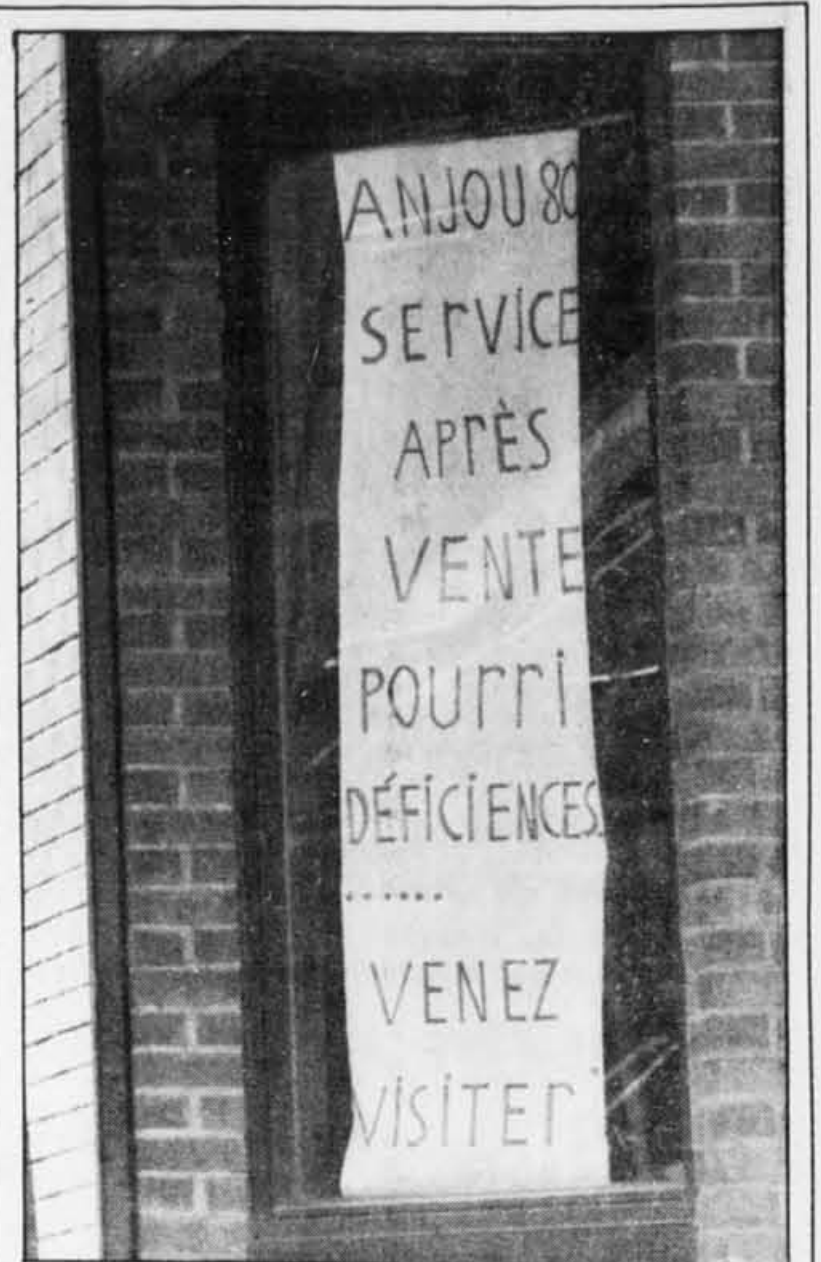
Accident mortel

■ Un homme âgé de 43 ans est mort vers 1 h 30 hier, dans une collision survenue à l'angle des rues Hampton et Sherbrooke, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce. La victime a été identifiée comme Audram

Manroup, de Montréal. Un autre homme qui prenait place dans la voiture a été blessé et conduit à l'Hôpital général de Montréal.

Pas de téléphone

■ Quelque 1 300 abonnés montréalais de Bell Canada pourraient être privés de service tout le week-end, à cause d'un bris de câbles souterrains dans le secteur Berri-de-Castelneau; des équipes du Bell sont à pied d'oeuvre. Par ailleurs, le service interurbain a été interrompu hier dans la région de Beauharnois en raison d'un bris; les abonnés de Valleyfield en sont les plus touchés.



Les résidents de la rue Émile-Legault ont décidé de mettre en évidence leur mécontentement. Ils obtiendront bientôt satisfaction, assurent les autorités.

photos Robert MAILLOUX, LA PRESSE

ANJOU 80

Des acheteurs mécontents

■ Les résidents de la rue Émile-Legault, à Anjou, n'auront bientôt plus besoin d'afficher leurs frustrations à leurs fenêtres. D'ici quelques jours, les maisons qu'ils ont achetées de la corporation Anjou 80 en janvier dernier seront enfin terminées.

JOSÉE BOILEAU

« Habitée en janvier, notre maison n'est pas terminée », « Anjou 80, service après vente pourri... Venez visiter » pouvaient lire encore hier sur les affiches. Une exaspération bien compréhensible selon M. Robert Roy, chef des opérations de la corporation Anjou 80, et M. Jean-Pierre Hébert, conseiller municipal du quartier.

Chacun reconnaît que les délais ont été poussés à l'extrême. Les acheteurs avaient accepté d'occuper leurs nouvelles maisons en janvier, en sachant que certains travaux de finition devaient encore être effectués: céramique à poser, retouches de peinture, tuyaux qui coulent, etc. À l'extérieur, il fallait encore s'occuper des trottoirs, de l'éclairage, du gazon.

Suite à une certaine négligence des responsables du chantier (remplacés depuis), de dire le conseiller municipal Hébert, des retards se sont accumulés et on a décidé de terminer en priorité les maisons

encore en construction avant de s'attaquer aux travaux secondaires. La grève dans l'industrie de la construction n'aurait pas aidé à améliorer la situation, évoquent également MM. Roy et Hébert.

Jean-Pierre Hébert a rencontré les plaignants. Il a pu ainsi présenter mercredi un compte-rendu très étoffé de la situation à la corporation. Il fut donc décidé de s'occuper de façon prioritaire des trente résidences concernées. On prévoit que tout sera rentré dans l'ordre d'ici les vacances de la construction. « Nous allons régler le problème, qu'on nous fasse confiance », a conclu Robert Roy.



Achetez par téléphone vos certificats de dépôt garanti

Ce service est gratuit peu importe où vous habitez

10%

5 ans, intérêts payés annuellement

Chez nous, vous vous associez à la force économique Desjardins

Informez-vous des conditions Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec

Fiducie du Québec

Anjou (514) 355-2050 1-800-361-5808 Chicoutimi (418) 549-5746 1-800-463-9657
Laval (514) 668-5223 1-800-361-3803 Longueuil (514) 679-2810 1-800-361-5058
Montréal (514) 286-3225 1-800-361-2680 Québec (418) 647-4742 1-800-463-5026
Sainte-Foy (418) 653-6811 1-800-463-4792 Sherbrooke (819) 566-5667 1-800-567-6920

Desjardins



Quelques-uns des kiosques d'artisanat aménagés dans une cour du 166, rue Saint-Amable, dans le Vieux-Montréal, que la Ville de Montréal veut fermer.

photo Bernard Brault, LA PRESSE

SOUS PRÉTEXTE DE CONCURRENCE DÉLOYALE

La Ville s'apprête à poursuivre des artisans du Vieux-Montréal

La Ville de Montréal a déclaré la guerre aux artisans qui vendent illégalement leurs produits dans le Vieux-Montréal. Elle leur ordonne de fermer boutique et brandit le spectre de la poursuite judiciaire contre ceux qui défieront le règlement municipal interdisant les commerces temporaires à ciel ouvert.

RAYMOND GERVAIS

Depuis la fin d'avril, une douzaine de kiosques sont apparus dans une cour, au 166, rue Saint-Amable. Autant d'artisans y offrent leur production: bijoux en argent, cuir, porcelaine, chandeliers, céramiques, plexiglass, bois, vêtements, etc. Ces diffé-

rents objets se vendent de \$2,50 à \$125.

Aussi jolis et propres qu'ils puissent être, ces commerces temporaires à toits de toile vont à l'encontre d'un règlement municipal et ne peuvent être tolérés, a déclaré hier à LA PRESSE M. Pierre Lorange, vice-président du comité exécutif.

Il faut empêcher, a-t-il précisé, la prolifération de commerces temporaires qui, en quelque sorte, privent les commerces établis d'un revenu auquel ils ont droit.

« Dans le cas qui nous intéresse, il en coûtera \$8 millions à l'intervention de la Ville, a dit M. Lorange, mais le caractère temporaire de ces kiosques qu'on monte au printemps et

qu'on enlève à l'automne. Si on accorde la permission à des artisans de s'installer dans le Vieux-Montréal, on devra aussi permettre tout autre genre de commerce temporaire qui pourrait s'installer sur un terrain privé. »

Si le propriétaire de la cour de la rue Saint-Amable veut louer des espaces à des commerçants, il doit le faire selon les règlements municipaux et recouvrir son emplacement selon les normes de construction de la Ville», a déclaré le vice-président du comité exécutif.

C'est le règlement municipal 5568, portant sur la tarification, qui interdit ce type d'établissement.

Pour Isabelle Guinois, fabricante de vêtements, il faut absolument trouver un moyen d'em-

pêcher la fermeture de ces kiosques. « C'est mon premier commerce et j'y ai investi beaucoup de sous et de temps », a déclaré la jeune fille.

Pour Bruna Miotto, qui dessine et fabrique des bijoux en argent, la cour du 166 Saint-Amable est un attrait touristique important et contraste avantageusement avec certains magasins où on dit vendre de « l'artisanat québécois » qui, en fait, est fabriqué à l'étranger.

Claude Abel, un des artisans, qui est en même temps le gérant de la « cour », a l'intention de contester, avec le propriétaire Michael Larson, le règlement municipal devant les tribunaux.

Le Service des permis de la Ville de Montréal s'apprête à faire comparaître les contrevenants en justice.

Le secrétaire à l'Énergie des USA juge que les pluies acides sont un « ennui insignifiant »

WASHINGTON (Reuter) — Les pluies acides relevées aux États-Unis et au Canada constituent un ennui insignifiant et il n'y a aucune nécessité d'intervenir immédiatement pour les réduire.

Tel est le jugement qu'a exprimé vendredi le secrétaire américain à l'Énergie, M. John Herrington, qui témoignait devant le comité du commerce de la Chambre des représentants. Cette dernière étudie actuellement un bill qui obligerait les industries et les services publics des États-Unis à réduire d'un

fort pourcentage leurs émissions d'azote et de soufre d'ici 1997.

« Les répercussions nuisibles connues sont mineures et, à mon avis, nous les contrôlons bien. D'après les renseignements actuellement à notre disposition, rien n'indique qu'il y a urgence à court terme », a déclaré M. Herrington.

Si la loi est adoptée, a-t-il précisé, il en coûtera \$8 milliards US aux entreprises privées et publiques au cours des dix prochaines années, une dépense qui ne sera peut-être pas nécessaire si l'on crée de nouvelles façons

d'utiliser proprement le charbon.

Cette position a provoqué la colère du démocrate du Minnesota, M. Gerry Sikorski qui a accusé les chefs d'entreprise et l'administration Reagan de vouloir ignorer le problème des pluies acides.

Il a affirmé que toutes les preuves scientifiques de l'existence du problème et de son aggravation étaient là et qu'il fallait effectuer de plus amples recherches avant de décider comment tenter de résoudre le problème.

Nouvelle arme dans la lutte contre les affections liées au diabète

WASHINGTON (AP) — Des chercheurs de l'université Rockefeller ont découvert un produit chimique qui, selon des expérimentations sur l'ani-

mal, pourrait prévenir les affections vasculaires secondaires au diabète (affections entraînant notamment des cécités ou des problèmes renaux).

Ce nouveau produit, l'aminoguanidine (groupe des hydrazines), pourrait également contribuer à réduire les conséquences de l'artériosclérose chez les non-diabétiques.

Dans un rapport publié dans The Journal Science, les chercheurs estiment que le produit ouvre « des possibilités cliniques passionnantes », mais avertissement que son application à l'homme nécessitera probablement plusieurs années encore de travaux. Certaines hydrazines sont toxiques, mais les premières expérimentations de l'aminoguanidine montreraient que ce produit est bien toléré par les animaux. Les chercheurs comptent demander d'ici un an l'autorisation d'essayer le médicament sur l'homme.

Le Dr Michael Brownlee, chef de l'équipe scientifique, a précisé que le médicament expérimental empêche les sucres du sang de piéger les protéines et les autres corps qui déposent des plaques sur les parois des vaisseaux sanguins. « Nous sommes optimistes, car ce médicament prototype empêche, sur l'animal, un processus fondamental dont nous pensons qu'il est la cause de la maladie vasculaire diabétique, laquelle joue un rôle majeur dans la mortalité prématurée des personnes atteintes du diabète », a-t-il dit.

Le Dr Brownlee et ses collègues, les Dr Anthony Cerami, Peter Ulrich et Hedlene Vlascara, doivent exposer leur découverte la semaine prochaine devant une réunion de l'Association américaine du diabète.

Population presque stagnante au Canada

OTTAWA (PC) — La baisse de l'immigration a remplacé la pilule comme facteur de ralentissement de la croissance de la population canadienne, depuis le début de la décennie.

C'est l'explication qu'a fournie Statistique Canada, hier, en faisant savoir que la population n'a augmenté que de 0,9 p. cent entre le 1^{er} avril 1985 et le 1^{er} avril 1986.

Les calculs préliminaires, en effet, établissent la population à 25 551 200 au 1^{er} avril dernier, soit 252 000 de plus qu'un an auparavant.

« Cette hausse de 0,9 p. cent, souligne l'agence gouvernementale, est la plus faible des cinq dernières décennies. »

Statistique Canada rappelle que, dans les années 50, la moyenne d'augmentation de la population par année a été de 2,7 p. cent. Le taux de croissance a baissé à 1,8 p. cent dans les années 60 et à 1,2 p. cent dans les années 70. Le taux est de 1 p. cent pour les cinq premières années de la décennie actuelle.

Si les baisses des décennies 60 et 70 sont attribuables aux

moyens contraceptifs, qui ont fait baisser le taux de natalité, la diminution des années 80 a été causée par la faiblesse de l'immigration.

« Il y a eu un changement significatif dans les facteurs du ralentissement de la croissance de la population », a noté Statistique Canada.

« Au cours des cinq premières années de 80, le ralentissement a été principalement causé par une réduction de l'immigration. »

« Dans les années précédentes, particulièrement dans les années 60, le facteur principal a été la baisse prononcée du taux des naissances. »

Le taux de naissances a baissé continuellement au cours des décennies, passant de 27,1 pour 1 000 en 1950, à 26,8 en 1960, à 17,5 en 1970 et à 15,5 en 1980. Des calculs préliminaires le fixent à 15 pour 1 000 en 1985, inchangé par rapport aux deux années précédentes.

FAILLITE DE LA BANCO AMBROSIANO L'Italie met la main sur le dernier témoin

ROME (AFP) — De la faillite de la Banco Ambrosiano à l'attentat de Bologne (85 morts en août 1980) et à la loge secrète P2, le retour en Italie de l'homme d'affaires et ex-espion amateur Francesco Pazienza, extradité des États-Unis, fait renaître l'espoir de voir plus clair dans les nombreux scandales auxquels il aurait été mêlé.

Après la mort du président du Banco Ambrosiano Roberto Calvi, retrouvé pendu sous un pont de Londres en 1982, la mort — naturelle — de l'ancien chef des services de renseignement, le général Giuseppe Santovito, l'empoisonnement au cyanure tout récent — un suicide, selon les enquêteurs — du banquier sicilien Michele Sindona, et la fuite du chef de la loge P2 Licio Gelli, Francesco Pazienza reste le seul grand nom accessible du monde secret où se côtoient politiciens et agents secrets, financiers et parrains de la Mafia.

Les mystères qu'il est supposé connaître font-ils courir un danger à Pazienza en Italie? Il a l'air de le penser, puisqu'il a dit dans une interview téléphonique, avant de quitter sa prison américaine, qu'il ne boirait certainement pas de café italien (Sindona est mort après avoir bu du café au cyanure dans sa cellule de prison).

Y a-t-il un calcul, voire un arrangement, derrière son extradition, à laquelle il s'était opposé après son arrestation le 5 mars 1985 et qu'il a acceptée par la suite? Pour plusieurs quotidiens, l'homme compte sur les lenteurs de la justice italienne et sur la loi qui limite la durée de la détention provisoire pour retrouver rapidement la liberté.

En principe, il ne peut être poursuivi que pour sa participation à la faillite frauduleuse de la banque de Roberto Calvi, dossier qui a motivé son extradition. Séduit par Pazienza, Calvi

avait accordé sans se soucier de garanties un emprunt de 6 milliards de lire à un projet immobilier du promoteur véreux Flavio Carboni. L'argent n'a jamais servi à payer un seul sac de ciment, mais Pazienza a empoché une commission de 10 p. cent. Pazienza serait disposé à collaborer avec la justice dans de nombreuses autres affaires.

Né en 1946 près de Tarente (sud de l'Italie), Pazienza a fait de brillantes études de médecine, mais n'a jamais exercé. Parlant couramment cinq langues, il s'installe en 1971 à Paris. Entré au service d'un financier saoudien, conseiller de plusieurs grandes sociétés, il emporte des marchés en Iran, noue des contacts avec les milieux d'affaires américains et fait connaissance du général Alexander Haig, avant que celui-ci devienne secrétaire d'État.

Pazienza aurait trempé à l'époque dans des trafics louches et selon des rumeurs non confirmées, son retour en Italie en 1980 s'expliquerait par un conflit avec le Milieu français à propos d'une cargaison de drogue...

À son retour, il fait connaissance du général Santovito et suit désormais une double carrière. Homme d'affaires véreux, il fonde de nombreuses sociétés fictives dans les paradis fiscaux et s'intéresse aux adjudications truquées. Espion-amateur au service du SISMI (renseignement militaire), il prétendra avoir créé un service de diplomatie parallèle, le Super-Sismi.

Les turpitudes de Pazienza font désormais boule de neige, il serait intervenu pour lancer la piste bulgare dans l'attentat contre le pape et aurait trempé dans les manœuvres des services secrets, manipulés par la loge P2 de Licio Gelli, pour brouiller les pistes après l'attentat de Bologne.

ÉCOLE D'INFORMATIQUE MARSAN 1600, Berri (Palais du Commerce) Suite 3116, Montréal H2L 4E4 (Métro Berri-de Montigny)

POUR UNE CARRIÈRE EN INFORMATIQUE

PROGRAMMEUR/ANALYSTE (12 mois) NIVEAU COLLEGIAT
PROGRAMMEUR (8 mois) PRÊTS DU GOUVERNEMENT

Prochaine session: 28 juil.
Prospectus gratuit: 842-8643

École de photographie MARSAN INC. 1600, Berri (Palais du Commerce) Suite 3116, Montréal H2L 4E4 (Métro Berri-de Montigny)

DEVENEZ PHOTOGRAPHE

AMATEUR OU PROFESSIONNEL

Cours de jour et de soir. Niveau collégial
Temps partiel et temps complet. Prêts du gouvernement

Les prochaines sessions: JOUR ET SOIR: 2 SEPTEMBRE — Prospectus gratuit: 842-8643

Résultats

Provincial Tirage du 20-06-86

NUMEROS LOTS

3330186	500 000\$	6/6	1	328 018,005	Mise-tôt
330186	50 000\$	5/6+	9	6 479,305	12 13 33 35
30186	1 000\$	5/6	164	444,405	GAGNANTS LOT
0186	100\$	4/6	6121	44,005	170 294,105
186	25\$	Ventes totales: 1 622 766,005			
86	10\$	Prochain gros lot 200 000,00\$ approx			

La Mini Tirage du 20-06-86

SAMEDI	898	7285	869325	50 000 \$
LUNDI	458	0910	69325	5 000 \$
MARDI	984	0482	9325	250 \$
MERCREDI	911	6269	325	25 \$
JEUDI	805	8893	86932	1 000 \$
VENDREDI	406	0307	8693	100 \$
			869	10 \$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

ENGAN DE SUCCESSIONS ET CONSIGNATIONS
23, 24, 25, 26 JUIN (VISITES 20, 21, 22 JUIN)

RARE VIOLON ANTIQUE DE QUALITÉ CIRCA 1825 À 1850

1927 CHEVROLET DÉCAPOTABLE

PRESQUE 2000 AUTRES LOTS DANS CET ENCAN.

CHEZ ENCANS EMPIRE
5500, PARÉ, MONTRÉAL, 737-6586, 737-5393
VOIR L'ANNONCE SUR PAGE 5

Les franchisés de la SAQ intentent 35 poursuites contre leur employeur

C'est la guérilla judiciaire entre le gouvernement et ceux qui ont manifesté le désir de se porter acquéreurs de succursales de la Société des alcools du Québec. Ces franchisés ont

PIERRE BELLEMARE

déposé hier, devant la Cour supérieure du Québec, pas moins de 35 poursuites en dommages au montant de plusieurs millions de dollars.

Me Pierre Marois, l'ex-ministre péquiste qui défend la cause de plus de la moitié des 105 franchisés de la vaste région de Montréal, a déclaré au cours

d'une conférence de presse qu'il demandera aux tribunaux d'ordonner au gouvernement et à la SAQ de livrer les succursales en question. Les acheteurs devaient les acquérir l'automne dernier. Il demandera en outre le remboursement de tout dommage ou toute perte causé à ses clients par le changement de politique du gouvernement.

On sait que la privatisation de certaines succursales de la SAQ a été mise en branle par l'ex-ministre péquiste Robert Biron. C'est maintenant le gouvernement libéral de Robert Bourassa qui est aux prises avec problème.

Ces franchisés, employés de la

SAQ et hommes d'affaires, se disent frustrés. Me Marois déclare qu'ils ont dépensé des sommes importantes sans pouvoir exploiter les succursales que le gouvernement et la SAQ leur avaient adjugées pour une période de dix ans avec possibilité de renouvellement pour cinq ans.

« Il va de soi que le gouvernement et ses mandataires doivent disposer et disposer de tous les pouvoirs requis pour gouverner, a dit Me Marois. Mais ils ne peuvent impunément violer la règle de droit qui impose l'obligation d'agir équitablement et en justice.

« Et s'ils la violent (cette règle), ils doivent, comme n'importe qui, en assumer les conséquences et compenser tous les dommages causés », affirme en

core l'ancien ministre du cabinet Lévesque.

Si on a mis un certain temps avant de réagir du côté des franchisés, c'est que Me Marois tenait absolument à étudier la cause sous tous ses angles. Il a d'ailleurs eu recours à l'expertise de six professionnels, notamment pour évaluer les dommages.

« Certains franchisés ont décidé de régler à rabais avec la SAQ, a-t-il signalé; ils ont reçu entre \$5 000 et \$12 000. Quant à nous, nous irons jusqu'au bout pour que justice soit rendue. »

L'avocat s'attend que le gouvernement et la SAQ aient recours à des mesures dilatoires devant les tribunaux pour décourager les franchisés à qui des règlements hors-cours ont été offerts.



Le père Dale Crampton

photolaser CP

Un prêtre devra répondre à neuf accusations d'attentat à la pudeur

OTTAWA (PC) — Le prêtre catholique de 50 ans, sur qui pèsent neuf accusations d'attentat à la pudeur auprès de cinq jeunes enfants de chœur, s'est présenté pour la première fois en cour provinciale, hier.

Le père Dale Crampton, qui suit des traitements dans un centre de réhabilitation de personnes aux prises avec l'alcool, doit revenir en cour le 14 août prochain. Les accusations portées contre lui n'ont cependant pas été lues en cour.

Le père Crampton s'est lui-même livré samedi à la police de Nepean, en banlieue d'Ottawa, après que plusieurs garçons et leurs parents eurent déposé des plaintes contre lui.

Le juge Robert Hutton a décidé d'ajourner le procès du prêtre afin de donner à son avocat, Me Micheal Neville, le temps de prendre connaissance des preuves de la Couronne contre son client.

Les accusations sont reliées à des incidents impliquant cinq garçons, tous des enfants de chœur, âgés entre 10 et 14 ans. Les incidents se seraient déroulés à la résidence du prêtre, à son chalet dans le canton de West Carleton et dans les églises où il était assigné.

Le père Crampton était le prêtre de la paroisse de St-Maurice, à Nepean, depuis neuf ans.

Six des neuf accusations impliquent des actes qui se seraient déroulés entre 1978 et 1980, alors qu'une autre fait référence à des actes commis entre 1970 et 1973. Les deux autres accusations concernent des pratiques plus récentes impliquant un jeune garçon de St-Maurice.

Le père Crampton, tout en demeurant prêtre, n'a pas reçu de tâches officielles depuis son départ, en février, pour le centre de réhabilitation au lac Orion dans le Michigan.

Les fumeuses risquent plus de contracter un cancer du col de l'utérus

CHICAGO (AFP) — Les femmes qui fument soit beaucoup, soit des cigarettes sans filtres, ont bien plus de chances de contracter un cancer du col de l'utérus que celles qui ne fument pas, selon une étude publiée dans le Journal of the American Medical Association, hier.

Cette étude, réalisée par Mme Louise Brinton, épidémiologiste à l'Institut national du cancer à Bethesda, près de Washington, a porté sur 1 277

femmes dans la période comprise entre avril 1982 et janvier 1984 dans les villes de Chicago, Denver, Miami, Philadelphie et Birmingham, Alabama. Parmi elles, 480 ont contracté un cancer du col de l'utérus.

Les femmes qui fument des cigarettes sans filtres, ou plus de deux paquets par jour, ou encore depuis 40 ans et plus, courent deux fois plus de risques de contracter cette forme de cancer mortel, que les non-fumeuses, affirme l'étude.

Le diplôme du secondaire ne mesure pas bien les connaissances de l'étudiant

Le diplôme d'études secondaires n'est pas une mesure fiable des connaissances acquises par un étudiant, selon un avis publié cette semaine par le Conseil supérieur de l'éducation.

ANDRÉ PRATTE

Les membres de l'organisme consultatif affirment qu'au secondaire, les notes ne signifient pas grand-chose: « Parce qu'on ne sait pas bien à quoi elle se rapportent et parce que l'on sait qu'on les a traitées, les notes actuellement décernées laissent aussi perplexe que le ferait un chiffre indiquant la tension artérielle que le patient devrait lui-même interpréter sans critère de référence. »

Résultat: l'étudiant entrant au collage n'a pas les connaissances suffisantes pour franchir cette

étape, et est forcé d'abandonner après quelques mois. Ainsi, sur 10 étudiants admis au collage, quatre abandonnent au cours de la première année.

Le Conseil dénonce aussi le fait que les diplômés d'études secondaires (D.E.S.) avec options en sciences et en mathématiques sont perçus comme plus forts. Les élèves sont ainsi poussés à choisir des cours qui ne correspondent pas toujours à leurs intérêts ou leurs capacités. « Concrètement, tous se passe comme si, pour accroître ou maintenir ses chances d'avenir, il fallait choisir ses options dans le secteur des sciences et des mathématiques. »

Les membres du Conseil présentent le ministre de l'Éducation Claude Ryan de prendre des mesures qui augmenteraient la valeur du D.E.S.

Ils suggèrent que le bulletin du secondaire 3 ait une valeur spéciale, presque de diplôme intermédiaire. La performance de l'étudiant serait évaluée de plus près, pour s'assurer qu'il a les connaissances nécessaires pour entrer en secondaire 4. Des cours de rattrapage pourraient être dispensés à cette étape.

Autres propositions pour accroître la validité et la crédibilité du D.E.S.: donner aux étudiants intéressés la possibilité de suivre des cours plus avancés dans les matières obligatoires, et développer des cours à option de qualité dans d'autres domaines que les sciences et les mathématiques, les arts et la technologie par exemple.

L'avis suggère aussi que les collèges établissent des conditions d'entrée claires dans toutes les spécialités, pour éviter les « risques d'illusion ». « À l'instar de ce qui se produit pour les candidats aux sciences, pourquoi les candidats aux lettres ou aux sciences humaines, par exemple, ne devraient-ils pas attester de performances élevées dans les matières pertinentes? »

Par ailleurs, le Conseil note qu'au Québec, le cours secondaire prend fin un an plus tôt qu'ailleurs en Amérique du nord (onze ans de scolarité plutôt que douze). La structure du système québécois encourage ainsi les étudiants à quitter l'école à 17-18 ans plutôt qu'à 18-19 ans.

L'organisme consultatif ne suggère pas de prolonger d'un an le cours secondaire. Mais il propose comme objectif une amélioration des résultats à la douzième année de scolarité, qui au Québec correspond à la sixième année du secondaire professionnel ou à la première année de collège. A cet égard, le Québec sort perdant d'une comparaison avec les autres provinces et les États-Unis, où 71 p. cent des étudiants réussissent leur douzième année, contre seulement 38 p. cent chez nous.

Les trajets sans fumée se multiplient chez Voyageur

A compter de mercredi prochain, il sera interdit de fumer à bord de près de la moitié des autobus de la compagnie Voyageur entre Québec, Montréal et Ottawa. De plus, sur les autres trajets tant au Québec qu'en Ontario, 70 p. cent des sièges seront désormais réservés aux non-fumeurs.

Il s'agit pour l'instant d'un essai pour l'été. Cependant, comme la compagnie prévoit augmenter ainsi sa clientèle, elle ne doute pas que la mesure devienne permanente.

D'après Serge Mériteau, directeur du marketing chez Voyageur, un sondage effectué auprès de la clientèle au mois de mai a révélé que 71 p. cent des clients ne fumaient pas. Presque tous les fumeurs interrogés ont déclaré qu'ils continueraient à voyager en autobus, soit en s'abstenant de fumer dans les autobus de non-fumeurs, soit en

choisissant un autobus où il est permis de fumer. Toujours selon M. Mériteau, la mesure ne surprendra personne; elle était attendue depuis longtemps par la grande majorité de la clientèle.

Au total, il y aura quotidiennement 16 voyages « non-fumeurs » entre Montréal et Québec et 11 entre Montréal et Ottawa. Tous ces départs seront aux heures impaires de la journée.

La compagnie Voyageur avance ainsi la nouvelle loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics, adoptée par le gouvernement québécois cette semaine.

Jusqu'à maintenant, Voyageur réservait les sièges de la section avant de ses véhicules aux non-fumeurs.

L'an dernier, le transporteur a véhiculé 5 millions de passagers.

COMPTABLE ACCUSÉ DE FRAUDE Des délais abusifs, allègue la défense

L'avocat d'un comptable de Brossard accusé de fraude et d'avoir touché des commissions secrètes a déposé une motion demandant le rejet des poursuites, alléguant le délai abusif.

GILLES ST-JEAN

Me Jean-Marc Patenaude, qui représente M. Roger Dubé, ex-membre du conseil d'administration de la Caisse d'épargne économique de Brossard, a demandé cette semaine au juge Paul Pélouquin, de la Cour des sessions à Longueuil, d'annuler la cause contre son client.

Les méfaits reprochés à M. Dubé auraient été commis de 1976 à 80. Or, ce dernier n'a été formellement accusé qu'en avril... 1986.

La défense a d'abord fait entendre le substitut en chef du procureur général dans le district de Longueuil, Me Gilbert Morier.

Celui-ci a déposé des documents relatant le cheminement de l'affaire et confirmant le long

délai entre l'enquête policière (commencée par la Sûreté du Québec en 1981 et terminée en 1983) et la comparution de l'accusé.

La défense a ensuite fait témoigner un substitut, qui a déposé une opinion rédigée à la demande de Me Morier, en septembre 1985.

Pertinence

Dans ce document, Me Marcel Patenaude notait d'entrée de jeu que si son premier dossier contre M. Dubé « avait été examiné à temps », on aurait pu l'accuser de fraude et de commissions secrètes contre six présumées victimes.

En conclusion, il estimait pertinente en droit la possibilité de poursuivre M. Dubé, mais laissait à son supérieur le soin de décider « s'il est encore temps de procéder aujourd'hui »...

C'est Me Pierre-Luc Rolland, qui doit d'ailleurs quitter les services du procureur général en septembre, qui procède pour la Couronne dans cette affaire.

Le juge Pélouquin entendra la suite de la requête de la défense le 3 juillet.

me « que les qualificatifs d'espionnage accolés à cette affaire sont de pures hallucinations ».

La Couronne a pour sa part affirmé devant le juge Marc Lamarr que Lousky, tout en n'étant pas un véritable espion, est une personne qui a exporté illégalement, durant dix ans, de la technologie occidentale vers l'URSS, en la faisant transiter par plusieurs pays.

Depuis le début de l'année, selon la GRC, Lousky a pris livraison de 14 commandes provenant des États-Unis et comprenant des équipements informatiques valant \$394 000. Lousky aurait également affirmé aux policiers que l'URSS lui devait encore \$500 000. Aucune décision n'a encore été prise quant à sa remise en liberté conditionnelle.

— Selon la PC

DÉTECTIVE
PIERRE D. MASSUE
DEPUIS 1949
387-8757
• Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec •
Licence par la Cité de Montréal
• Disparitions • infidélité conjugale • surveillance • divorce • preuve d'adultère
• enquêtes criminelles • fraude • extorsion • surveillance d'employés
• filature • toutes preuves pour la cour
CONFIDENTIEL - DISCRÉTION ASSURÉE

OBESITÉ
Clinique médicale et esthétique des docteurs Dupuy, Thomas & Associés
Longueuil, 50, rue St-Charles ouest 670-7220
Montréal, 1117 A, boul. St-Joseph est 277-6799
Pte-aux-Trembles, 14311, rue Notre-Dame est 642-6946
Pointe-Claire, 189, boul. Hymus, suite 505 695-0865
Sherbrooke, 2021, rue King Ouest 1-819-563-4646
St-Léonard, 5700, rue St-Zotique 254-5279
Laval, 2927, boul. de la Concorde est 661-6696
Ste-Thérèse, Place 190, boul. Labelle 434-1911

MAIGRIR
ÉQUIPE de diététistes, éducateurs physiques et animateurs, sous la responsabilité des docteurs Jean-Guy Boileau, M.D., M.S.C. (nutrition) et Pierre Lizotte, M.D.
Centre d'évaluation et de traitement en bioénergétique, obésité et nutrition.
CET BON de Montréal Inc.
276-2573
6863, RUE ST-HUBERT

ENCAN - ENCAN - ENCAN - ENCAN - ENCAN - ENCAN

IMPORTANTE VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Incluant des marchandises en provenance de Toronto, Ottawa, les villes de Québec, Montréal, et aussi quelques articles de la succession du regretté Isidore Cohen, ainsi que plusieurs pièces de qualité ayant appartenu à un citoyen d'Ottawa. En plus, on y retrouve plusieurs autres consignateurs, certains sont indépendants et/ou à notre compte.

VISITE:
Samedi 21 juin, 10h à 17h
Dimanche 22 juin, 10h à 17h
(Desolée, enfants non admis)

VENTE:
Lundi 23 juin, 19h Lots 1 à 200
Mardi 24 juin, 19h Lots 201 à 400
Mercredi 25 juin, 19h Lots 401 à 600
Jeudi 26 juin, 19h Lots 601 à 800
Dimanche 29 juin, 13h Lots 801 à la fin

ART: A.Y. Jackson, S.M. Cosgrove, C. Le Sautour, R.W. Burton, B. Côté, U. Bruni, S. Borenstein, T.H. Garade, A. Sherriff-Scott, O. Leduc, L.J. Taymans, Wm. Langley, Burwell, C. Compton, A. Petrocchi, L. Kati, B. Gagel, W.A. Rudorfer, J.H. Miller, G. Seekatz, M.S. Muller, E. Dubreuil, E.L. Deschaut. Ces tableaux comprennent une sélection partielle de plus de 200 œuvres.

MEUBLES: La plus grande sélection dans notre histoire de meubles de STYLE LOUIS XV, commodes, bureaux-plat, tables avec médaillons en porcelaine de Limoges, canapé au point d'aiguille, STYLE LOUIS XVI, commodes, ensemble de chaises de salle à manger capitonnées en cuir, grand bureau orne en bronze, mobilier de salon 3 mcs en bois doré, buffet-cuno marqueterie, grande bibliothèque à 2 portes, STYLE LOUIS-PHILIPPE, grand buffet à 2 corps, mobilier de salon 3 mcs, buffet au dessus en marbre, STYLE CHIPPENDALE, table de salle à manger sur 3 pieds-taux 14 cv de longueur, ensembles de 10 chaises de salle à manger, haute-commode à 2 corps et lit à 4 poteaux style de Philadelphie, causeuse en miniature, STYLE GEORGIEN, vaisselier important aux vitres biseautées, manteau de cheminée, buffet à 2 corps, bureau-bibliothèque en acajou, STYLE VICTORIEN, cunio, armoire en ronce de noyer, fauteuils, chaises de salon, STYLE EMPIRE, bureau au dessus en cuir orne en bronze, fauteuils, chaises, vitrine, STYLE DIVERS, vaisselier hollandais marqueterie, ensembles de 10 chaises en acajou (Queen Anne, Hepplewhite, etc.), mobilier de chambre 5 mcs style Art Deco.

TAPIS: Qum, Herize, Isfahan, Mahal, Kerman, Meshed, Hamadan, Sarouk, Shirvan, Joshagan, Tabriz, Bakhtar, Lillan, Ferahan de Perse; Konya, Isbarti, Kayseri, Yagbedir, Sivas de Turquie; tapis de couleur et tapis de tribus; tapis de Chine, de Pakistan et des Indes.

OBJETS D'ORIENT: statuettes chinoises en ivoire, bureau en bois de rosier marqueterie en nacre, mobilier de salle à manger 7 mcs en bois de rosier, fauteuils en angle, tables de rangement, armoires et paravents en bois laqué au coromandel, tabourets et pieds-taux au dessus en marbre, collection de statues d'animaux en jade massif.

LAMPES ET PLAFONNIERS: lampes anciennes de style Tiffany, plafonnier en bronze doré et en porcelaine cobalt, paire de candélabres murales art-nouveau, lampe ancienne de genre "Gone-with-the-wind", paire de chandeliers au dessin figuratif en bronze, paire de lampes en verre et en cristal Bohème, lampe de style Empire en bronze.

PORCELAINES: jardinières chinoises en porcelaine (famille rose, famille noire, etc.), service de vaisselle bohème cobalt et doré de 95 mcs, urne de Royal Vienne, dessin d'Angelica Kaufman, vase de Royal Vienne avec fournaies en bronze, service de vaisselle 48 mcs de Royal Worcester, service de vaisselle de Hutschenreuther en 12 couverts.

CRISTALLERIE ET ARGENTERIE: grand compotier en cristal taillé, gobelets bohème en or et 12 couverts, panier de mariée en cristal, jeux de carafe et gobelets, collection d'objets de Lalique, vases en verre cerné de Webb, service à café 3 mcs en argent sterling de Gorham, bonbonnière en argent émaillé, boîtes Victoriniennes en argent sterling, services de thé et café en argenterie de Sheffield.

HORLOGES, MONTRES, BIJOUTERIE ET OBJETS DE VERTU: pendules comtoises, horloges de cheminée, horloges d'anniversaire, baromètres, longue-vue, colliers, bracelets, bagues, épingles, etc., or et diamants, pierres précieuses, montres sur bracelet et montres de poche, objets émaillés de style de Fabergé, icônes.

PIÈCES DE MONNAIE RARES: pièces canadiennes en or et en argent, pièces décimales de choix, pièces olympiques, pièces étrangères en or. **ENSEMBLES DE MONNAIES, EPREUVÉS CANADIENNES 1908 ET 1937 EXTRÊME-MENT RARES.**

UNE PRIME DE 10% SERA PAYABLE SUR LE PRIX D'ACHAT SUR TOUS LES ARTICLES ACHETÉS À NOTRE VENTE AUX ENCHÈRES
Consignations toujours acceptées. Notre commission est de 15% jusqu'à \$500 et 10% au-dessus de \$500. Minimum de \$25 par lot, vendu ou pas vendu.

INDUSTRIES EMPIRE INC.
5500, rue Paré, Montréal 737-6586

Chaise et fauteuil, et bureau, d'un ensemble de bureaux en style Napoléon

Ralph Burton Huile sur toile

Un festival de pyrotechnie digne des plus grands artificiers

Les cendres du deuxième concours international de pyrotechnie (l'International Benson & Hedges) sont à peine retombées que déjà l'AMARC se prépare pour une troisième édition celle de 87 qui coïncidera avec les 20 ans de Terre des Hommes.

GEORGES LAMON

« Nous sommes très satisfaits de l'événement, mais la nature n'a pas été tellement de notre côté, précisait à LA PRESSE, hier M. Guy Tringle, directeur général de l'Association mont-



Les deux Jupiter d'argent remportés par la France, représentée par M. Jean-Marie Chesnais (en haut), et les États-Unis, au nom desquels M. Nunzio Santore a accepté le trophée.



réalisée d'action récréative et culturelle (AMARC), organisme paramunicipal responsable de La Ronde. On a aussi eu plus de pièces et plus de poudre que l'an dernier. Bien sûr, il y a eu moins de monde, mais c'est aussi vrai pour l'exposition des Trésors chinois et le Grand Prix Labatt. Nous n'en connaissons vraiment pas la raison ».

L'AMARC avait affecté un budget global de \$1,5 million aux seules dépenses inhérentes à ce festival. Selon M. Tringle, avec les revenus des commandes, dont environ \$200 000 proviennent de Benson & Hedges et ceux provenant des entrées payantes, ce budget devrait s'équilibrer.

Tout à repenser

M. Tringle a indiqué que l'ensemble de ce concours international de pyrotechnie allait être remis en question par l'AMARC. On désire repenser le tout et apporter les correctifs qui s'imposent. Parmi les points à remettre en question devraient figurer le prix d'entrée élevé (\$15) et les mesures de sécurité un peu trop rigides, décriées par le public. Sans parler du système de sonorisation qui comportait certaines carences.

En ce qui a trait au côté purement visuel, il faut avouer que le spectacle en valait vraiment la chandelle. Par la magie de la poudre, on était passé du rêve aux étoiles. Pendant neuf jours ces sorciers de la poudre et des étoiles des huit pays participants nous en ont fait passer par le monde féerique des couleurs et ont fait bourdonner nos tympans, qui résonnent encore de ces éclatements. Neuf jours d'exhibition qui avaient facilement reconquis le cœur des Montréalais, même si aux yeux de certains gens, ces lancements de « pétards » n'étaient que la pale copie du premier festival.

Eclat, couleurs et originalité

Pourtant, il y avait dans cette deuxième édition un je-ne-sais-quoi de plus éclatant, de plus expressif, de plus coloré, de plus original. Qu'il suffise de penser à la démonstration chinoise. Pour une première en Amérique du Nord, ces découvreurs de la poudre ont vraiment apporté à ce festival, raffinement, qualité et technique. Qu'il suffise de songer aux bombes en forme de Saturne — technique difficile à



Les huit participants au concours international de pyrotechnie ont offert un spectacle digne de leur réputation.

photo Denis Courville, LA PRESSE

réaliser — qui ont ébloui les spectateurs. À l'originalité des Français et à la richesse d'invention des Espagnols.

Il faut admettre que les huit participants de cette année, ont offert un spectacle digne de leur réputation et peut-être meilleur que celui de l'an dernier. Encore que certains comme le Portugal ont dû beaucoup composer avec la malchance, et le Brésil et la France avec le mauvais temps.

Pourtant, en dépit d'un temps plutôt frisquet et maussade dans l'ensemble, ce deuxième International Benson & Hedges aura aussi été l'occasion d'une grande collaboration, voire une fraternité entre les artificiers de l'AMARC et des pays étrangers. Ainsi on a vu tout le monde mettre la main à la pâte lors de l'installation tardive des Portugais.

Quel spectacle!

Mais quel spectacle de clôture!

Jeudi soir, c'était véritablement un grand feu pyromusical qu'a présenté Yves Relave, régisseur général des feux et chef d'orchestre de ce scénario qui a valu un tollé d'applaudissements des dizaines de milliers de spectateurs exaltés.

Quand, jeudi soir, l'Espagne (pyromusical) et la Chine (classique) ont été proclamés les grands gagnants de cette compétition pyrotechnique internationale, la foule exultait; applaudissant à tout rompre. C'était la consécration d'efforts incroyables pour ces artificiers. Mais pour les deuxièmes: la France (pyromusical) et les États-Unis (classique) comme pour le Canada, l'Italie, le Brésil et le Portugal, qui s'en retournaient les mains vides, c'était aussi un moment de fierté. Ils s'étaient mesurés aux grands et avaient fait de leur mieux.

Pourtant, le représentant de la firme américains, Garden State

Fireworks, M. Nunzio Santore, n'avait guère envie de sourire aux photographes, hier, en recevant son Jupiter d'argent. Amèrement déçu de ne pas avoir remporté la palme d'or, puisqu'il se considérait comme le meilleur de sa catégorie, il avait même choisi de laisser le trophée à l'AMARC, ne voulant pas essayer la « honte » de revenir au pays avec ce trophée en argent.

Un second prix, c'est pas mal

De leur côté, les représentants français du groupe « Éphémère » s'estimaient très contents de ce deuxième prix. D'autant plus que pour les co-fondateurs du groupe, Alain Burkhalter et Jean-Marie Chesnais, il s'agissait d'une première reconnaissance internationale.

« Un deuxième prix, c'est déjà pas mal, admettait Alain Burkhalter. Pour nous, ça revêt une

grande importance puisqu'en France ce sont les fabricants qui gagnent les prix, pas des concepteurs comme nous. Une importance d'autant plus grande qu'on s'était impliqué à fond dans cette participation en tenant compte de la forte concurrence des autres pays. Ce qui nous a obligés à être plus originaux. Pour Éphémère, ça montre aussi au public que nous pouvons faire ce genre de spectacle ».

Quant au représentant chinois, M. Li Hong Qi, de la firme Dongguan, il s'est dit extrêmement heureux du choix du jury.

« Après chaque représentation, nous avons étudié et discuté entre nous des résultats de chaque pays, expliquait-il. Nous avons toujours cru en nos chances. Ce trophée est non seulement le signe d'un honneur mais aussi de l'amitié du peuple canadien envers le nôtre. Nous considérons que c'est un événement international ».

MIRACLE MART MILLE EXCUSES!

Nous sommes tellement excités des grandes transformations à quatre de nos magasins que nous avons négligé de vous dire que tous les articles du cahier "Dites Oui!" ne seront pas vendus aux magasins de Chomedey et de Greenfield Park. Nous nous en excusons.

Toutefois, profitez du solde de liquidation 20%* présentement en vigueur à ces deux magasins.

- Chomedey, au 1101 boul. Curé Labelle
- Greenfield Park, au 399 boul. Taschereau

TOUTES VENTES FINALES

- Pas de chèques • Pas de remboursements • Pas d'échanges

*À l'exception de produits réglementés, tabac, cigarettes, films et appareils-photos, disques et accessoires, billets de loterie et restaurants.

Miracle Mart

DEPUIS UN AN

HYDRO-QUÉBEC NÉGOCIE

AVEC LA NOUVELLE-ANGLETERRE

AVEC LE NOUVEAU-BRUNSWICK

AVEC L'ÉTAT DE NEW YORK

AVEC TERRE-NEUVE

AVEC L'ONTARIO

AVEC LA CHINE



MAIS PAS AVEC SES INGÉNIEURS

SPHQ

Syndicat Professionnel des Ingénieurs de l'Hydro-Québec Inc.

TÊTES D'AFFICHE

Guy Pinard



Les 150 ans du train au Canada

Via Rail Canada célèbre en 1986 deux jalons centenaires de l'histoire du système ferroviaire canadien, soit les 150 ans de la première liaison ferroviaire de l'histoire au Canada, entre LaPrairie et Saint-Jean-sur-Richelieu, le 21 juillet 1836, ainsi que les 100 ans de la première liaison transcontinentale, entre Montréal et Vancouver.

La première liaison entre LaPrairie et Saint-Jean sera commémorée le 19 juillet prochain, sous la présidence d'honneur du gouverneur général, Mme Jeanne Sauvé. Un train spécial de Via quittera Montréal pour se rendre à LaPrairie, puis à Saint-

Jean-sur-Richelieu. Le prix du billet, incluant notamment le déjeuner à LaPrairie, le souper dansant à Saint-Jean et de nombreux souvenirs, a été fixé à \$95. Ce n'est certainement pas ce montant qui découragera les nostalgiques!

Eu égard à cet événement, il importe de souligner la qualité exceptionnelle de la brochure *Rails canadiens — L'histoire de 150 ans de trains voyageurs*, publiée par Via Rail pour souligner

l'événement. Ce document deviendra sans doute une pièce indispensable à toute collection sérieuse sur les chemins de fer.

Quant à ceux qui ne pourront faire le voyage commémoratif et qui n'en conservent pas moins un intérêt certain pour le chemin de fer, ils pourront toujours se consoler en se rendant au complexe Desjardins où se déroule actuellement une exposition consacrée au chemin de fer. Cette exposition se poursuit jusqu'au jeudi 26 juin.



J.-L. Lévesque au Temple de la renommée

Le sportsman Jean-Louis Lévesque s'est créé une très grande réputation dans les domaines de la finance et des courses de chevaux. M. Lévesque a été grandement impliqué, directement ou indirectement, dans le monde du sport. Il a jadis commandité la golfeuse Jocelyne Bourassa sur le circuit de la LPGA. Il a grandement contribué à la venue des Expos à Montréal. Et c'est aussi lui qui a doté l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick, d'un aréna. Ces actions ont incité les responsables du Temple de la Renommée des sports du Canada à l'honorer d'une façon particulière, jeudi, en l'intronisant au panthéon. La cérémonie aura lieu à Toronto.



Les psychiatres honorent Heinz Lehmann

L'Association des psychiatres du Québec a remis son grand prix d'excellence au Dr Heinz Lehmann (à gauche), professeur émérite en psychiatrie à l'Université McGill. Le Dr Lehmann a reçu son prix des mains du Dr Jean-Jacques Bourque, président de l'Association.

Au générique

René Charette, Fernand Lindsay et Paul Dumon-Hébert, respectivement président du Conseil d'administration, directeur artistique et directeur général du Festival d'été de Lanaudière, seront tous présents lors de la soirée d'ouverture du festival, jeudi à 20 h 30, à la cathédrale de Joliette.

Marie Trudeau, directrice générale de l'Association des parapégiques du Québec, rappelle aux Montréalais qu'ils auront l'occasion mardi de faire oeuvre de générosité tout en s'amusant ferme à l'Aqua Parc de Montréal. En effet, la moitié des recettes du parc ce jour-là sera versée à l'Association.

Me Pierre G. Bourgeau et le Dr Eli Schwartz, respectivement président du Conseil d'administration et directeur général du centre de réadaptation Constance Lethbridge, accueilleront plus de 700 personnes lors d'une soirée organisée au profit du centre, au Palais de la civilisation, jeudi prochain.

L'Université McGill annonce les nominations suivantes: Paul Davenport, vice-principal à la planification et aux services informatiques; Richard Salisbury, doyen de la Faculté des arts; John Rea, doyen de la Faculté de musique; et Donna Runnalls, doyen de la Faculté d'études religieuses.

Les pianistes montréalais Pierre Jasmin et Kuo-Yen Lee Jasmin sont présentement à Moscou, où Mme Jasmin participe



Pierre Jasmin

au prestigieux concours Tchaïkowsky. L'Office national du film du Canada profite de l'occasion pour tourner un court métrage mis en scène par Martin Duckworth, avec la collaboration des deux pianistes montréalais. Pierre est le fils du publicitaire Yves Jasmin.

Francine Picard-Jarrold rappelle aux amis de l'Association *Heal the Children Canada* qu'il reste encore des billets à vendre dans le cadre de la levée de fonds organisée afin de permettre à l'association de poursuivre son oeuvre auprès de Coréens souffrant d'une déficience cardiaque. Le tirage du 1er juillet déterminera le gagnant d'un voyage pour deux personnes à Singapour, une valeur de \$9 000. Cette association est une initiative de Naomi Bronstein, proclamée Personnalité de l'année de LA PRESSE en 1985. On peut obtenir de plus amples informations au 654-3366 et au 651-8666.

Alain Mitchelson et Michel Venne, les deux coordonnateurs de Liaison Saint-Louis, lancent un appel à la générosité de leurs lecteurs dans le dernier numéro de cet excellent journal communautaire. Ils sont en quête d'une somme de \$15 000 qui, disent-ils, leur permettraient de jouir d'une marge de manoeuvre devenue indispensable. On peut les joindre au 286-9772.

Une douzaine d'étudiants d'universités du Québec sont parmi la trentaine à mériter une bourse d'études accompagnée d'une offre d'emploi d'été offerte par Bell Canada. Les étudiants en Génie sont Isabelle Gauvin, Marie-Claude Messier et Robert Ouellette (École polytechnique); Sylvain Lévesque (U. de Sherbrooke); Gilles Desharnais (U. Concordia); Peter James Cherna et Marie-Annick Riel (U. McGill); Luc Filiatrault et Marc Veilleux (U. Laval) et Josée Gilbert (UQTR). Les étudiants en Informatique sont Anne Duchesne (UQAC) et Santiago Miro (U. de Montréal).

Al Sybertz, commissaire industriel à l'Office de l'expansion économique de la CUM, terminera le 28 juin une tournée de promotion industrielle de 21 jours qui l'aura conduit en An-

gleterre, en France, en Belgique, en République fédérale d'Allemagne et en Italie.

Jean-Denis Lizotte, administrateur du centre d'urgence 911, participe à la conférence annuelle du National Emergency Number Association, à Portland, dans l'Oregon, à partir d'aujourd'hui et jusqu'à mercredi.

Le deuxième tournoi annuel de la fondation Gérard Delage aura lieu le 8 septembre, au Club de golf de Lachute. D'ici là et jusqu'au 31 août, les intéressés pourront participer au tirage d'une Porsche 924S en achetant un billet à \$100 l'unité. Pour de plus amples informations, on peut joindre Benoît Lemay, au 878-4611. La fondation a pour but d'encourager la relève en tourisme par le biais de bourses. La première boursière fut Michelle Derome.



Pierre Gratton

Pierre Gratton, courtier en valeurs mobilières chez F.H. Deacon Hodgson Inc., est le nouveau président du Bureau d'éthique commerciale de Montréal. Les autres membres du Comité exécutif sont Claude Bertrand, Pierre Fréchette, Hubert Lavigne, Me Fernand Poirier et Lise Scott-Thibodeau.

À DEMAIN

CHAMPS DE FRAISES
Nous aimerions vous voir dans nos champs de fraises.

Venez cueillir
vous-même vos fruits,
frais de la ferme.

LA FERME QUINN
2495, boul. Perrot Sud
N.-D., Ile Perrot
(West Island)
453-1510

LA FRAISERAIE
CARIGNAN (Chambly)
2486, Bellerive
658-2407 ou 658-0624

Agriculture, Pêcheries et Alimentation Québec

PORTES & FENÊTRES VERDUN L.TÉE

VERDUN — 925, rue Hickson, 769-1725
VERDUN — 4281, rue Verdun, 761-7895
MONTRÉAL — 2260, St-Clément, 255-6868
LAVAL — 4525, boul. Samson, 681-1547
ST-BASILE — 139, boul. Laurier, 653-2265

STANLEY LES PORTES GARAGE DE **Avantage II**

NOUVEAU

FENÊTRE À BATTANTS EN ALUMINIUM UN OUVRANT

8 x 7	9 x 7	10 x 7	24 x 36	36 x 48	36 x 60
\$399	\$439	\$469	\$169	\$289	\$329

R.F. R. Laffamme & Frère Inc. FENÊTRES À BATTANTS EN CÈDRE UN OUVRANT

Dimensions: 24 x 30 \$109 39 x 39 \$175 39 x 46 \$189 39 x 62 \$229

STANLEY PORTE EN ACIER ISOLÉE

• Remontée dans un cadre en pin
• Coupe-froid magnétique
Grandurs: 34
Modèle G-06CC
Cadre de 1 1/4" \$239
Cadre de 1 1/2" \$249

SOFFITE D'ALUMINIUM
Ventilé blanc pour balcons et corniches \$9.99
la feuille (16 po x 12 pi) \$119.88 la boîte
de 12 feuilles
Prix pour boîte complète

20052 C'est carrément le meilleur système de portes patio coulissantes du monde.

Garantie de 20 ANS Verre trempé Garantie à vie C'est garanti.

LES ARTICLES ANNONCÉS SONT DISPONIBLES LE JOUR MÊME
Plus de 25 modèles de portes en acier isolées en montage.
Choix de 25 couleurs pour les portes d'acier

PAYEZ ET EMPORTEZ OUVREZ LE SAMEDI de 9h à midi

Nos spéciaux sont valides jusqu'au 30 juin 1986.

LE SPORTING CLUB DU SANCTUAIRE

D'un style à faire pâlir

les clubs sportifs les plus sophistiqués d'Europe, un décor symbolisant l'architecture qui ne se refuse rien,

Le Sporting Club du Sanctuaire est, tout simplement, le plus raffiné et le plus luxueux de tous les clubs de santé du Canada.

PROFITEZ DES TARIFS DE LANCEMENT
CAR LES FRAIS D'ADHÉSION AUGMENTERONT DÈS LE MOIS PROCHAIN.

Pour abonnements ou pour plus d'informations, visitez Le Sporting Club du Sanctuaire, situé au 6100 rue Deacon en bordure ouest d'Outremont ou téléphonez au 737-0000.

- SIX COURTS DE TENNIS INTÉRIEURS
- SIX COURTS DE SQUASH
- TROIS COURTS DE RACQUETBALL
- UNE PISCINE INTÉRIEURE DE 5 COULOIRS
- UN GYMNASSE POUR BADMINTON, VOLLEYBALL ET BASKETBALL
- UNE PISTE DE JOGGING DE 261 MÈTRES
- DEUX AIRES D'ENTRAÎNEMENT AU GOLF
- UN ÉQUIPEMENT COMPLET NAUTILUS
- POIDS LIBRES
- UNE BOUTIQUE D'ARTICLES DE SPORT
- UN SALON DE COIFFURE ET D'ESTHÉTIQUE
- DEUX RESTAURANTS
- UNE GARDERIE
- STUDIO DE DANSE AÉROBIE
- UN SPA À L'EUROPÉENNE POUR MASSAGE SUÉDOIS, BAIN D'HYDROTHERAPIE, TRAITEMENTS AUX HERBES, BAINS-TOURBILLONS PRIVÉS

CASSINA

BRUNATI

SAPORITI

B & B ITALIA

ZANOTTA

INTERLUBKE

LE CHÂTEAU D'AUJOURD'HUI VOUS PROPOSE LA QUALITÉ DES GRANDS MAÎTRES DU DESIGN CONTEMPORAIN

3 MOIS

SANS
INTÉRÊT

Si vous achetez une pièce de nos collections entré le 19 et le 30 juin, vous ne paierez qu'un dépôt de 30% du montant de votre achat. Si vous réglez le solde de votre compte le 12 octobre 1986 ou avant, vous ne paierez aucun intérêt durant cette période.

De plus, Château vous invite à exiger votre carte Château pour effectuer tous vos achats avec possibilités de financement à long terme.

L'offre est valable sur tous les meubles en échantillonnage et en stock.

du 19 au 30
juin 1986

JUSQU'À 30%
DE RABAIS SUR
PLUSIEURS DE NOS
COLLECTIONS

TOUTES NOS COLLECTIONS SONT
GARANTIES 5 ANS.

1125, boul. Saint Martin
LAVAL (Québec)
H7S 1M8
Téléphone: 382 4710
Télex: 055 6580

6370, rue Saint Hubert
MONTRÉAL (Québec)
H2S 2M2
Téléphone: 273 7258

6375, rue Saint Hubert
MONTRÉAL (Québec)
H2S 2L9
Téléphone: 273 7788

Complexe Desjardins
MONTRÉAL (Québec)
H5B 1B8
Téléphone: 288 4191



LE
CHÂTEAU
D'AUJOURD'HUI

De qualité supérieure, voici les plus belles versions des fauteuils signés Marcel Breuer.

Voici quelques exemples des rabais que nous vous offrons.



Chaise S27
Prix courant : 198 \$
Spécial : 129 \$



Chaise S25B
Prix courant : 271 \$
Spécial : 179 \$



Chaise P40
Prix courant : 363 \$
Spécial : 269 \$

Le maire de Longueuil veut tout « balayer »

Le maire de Longueuil, Jacques Finet, souhaite que les candidats du Parti municipal occupent les 19 fauteuils de conseillers, au lendemain des élections du 2 novembre prochain.

PIERRE BELLEMARE

« Il faudra balayer complètement l'ensemble des quartiers de Longueuil, de façon à ce que chaque citoyen soit bien représenté à l'hôtel de ville », a-t-il déclaré, avant-hier soir, en présentant ses 19 candidats, devant plus d'une centaine de partisans réunis au sous-sol de l'église Saint-Pierre-Apôtre.

Six des candidats sont des nouvelles figures, dont le comptable agréé André Normandin, ancien président de la Chambre de commerce de la Rive-Sud, et Georges Touten, l'un des co-propriétaires, jusqu'à tout récemment, de l'équipe des Chevaliers de Longueuil, de la Ligue de hockey junior majeur du Québec.

Le conseiller Serge Robillard, du quartier Pierre-d'Iberville, aussi membre du comité exécutif, en a profité pour faire ses « adieux » aux supporters du parti... sauf qu'il n'a pas écarté l'hypothèse de revenir en politique, sur la scène québécoise ou sur la scène fédérale.

Quittant pour des raisons personnelles, le conseiller Robillard a souhaité la meilleure des chances à son éventuel successeur, M. Normandin, pour ensuite entendre les paroles élogieuses que le maire Finet a eues à son endroit.

Celui-ci, qui sollicitera un deuxième mandat à l'automne, après avoir battu l'ex-maire Marcel Robidas en 1982, a mis en garde ses partisans contre la tentation « de s'asseoir sur ses lauriers ».

« La prochaine bataille électorale, dit-il, ne se remportera que par des efforts sur le terrain, et non en brandissant une réputation, aussi bonne soit-elle. »

Parlant des thèmes qu'il envisage traiter durant le prochain match électoral, M. Finet a émis l'opinion que le Parti municipal, « après avoir gagné les élections de 82 sous le signe de la saine gestion, doit maintenant structurer ses engagements autour du thème de la mission de Longueuil ».

« Nous proposerons des choix de développement compatibles avec cette mission, des choix qui auront une résonance pour l'ensemble des gens, dans leur quotidien », affirme le maire, ex-employé cadre à l'Hydro-Québec.

Il a cependant très peu parlé de son nouvel adversaire, Claude Jollet, qui affichait ses couleurs plus tôt cette semaine.

Ainsi, à Longueuil, on a commencé à fourbir les armes, tant du côté du Parti civique que du côté du Parti municipal. Ce dernier parti semble toutefois partir avec une bonne longueur d'avance, comptant déjà sur 15 des 19 sièges de conseillers, mais les dirigeants du Parti civique promettent des surprises en cours de route.

VENTE de dernière minute

VOL DIRECTS
MONTRÉAL/
VANCOUVER/
MONTRÉAL

349 Plus taxe
Tarif jamais vu en plein été

Départ le 3 juillet

Nombre de places limité

Le voyageur **OFFICIEL** de EXPO

Tarifs jamais vus en plein été

N'attendez pas qu'il n'y ait plus de places.

Transporteur utilisé: National

Consultez notre brochure disponible chez votre agent de voyages.

les Ailes de l'Ouest

Essayez avant d'acheter



Dites adieu aux ponceuses, aux émouleurs et aux fortes odeurs des produits chimiques. Avec le Décapant à Peinture et Teinture extérieure Cuprinol vous n'en avez plus besoin. Vous n'avez besoin que d'une brosse et d'un boyau d'arrosage.

Appliquez au pinceau — attendez — laissez le produit travailler. Ensuite, rincez la peinture ou la teinture à grande eau. C'est si facile.

Et, maintenant, vous pouvez obtenir un échantillon sans frais chez votre marchand (jusqu'au 5 juillet ou jusqu'à épuisement du stock). Assurez-vous de la qualité du produit chez vous. Hâtez-vous, les quantités sont limitées.

CUPRINOL® le fait bien

Le nom Cuprinol est synonyme de qualité en Teintures, Préservatifs, Enduits, Décapant à Peinture et Teinture.

Disponible chez:

C. Letourneau Inc. 70, Lévis, Longueuil	Matériaux Mr-Escompte 287, Sir-Wilfrid-Laurier, St-Basile-le-Grand	Centre Renovation Trudeau 4320, rte 132, Ste- Catherine
Paul Bertrand Inc. 1155, rue Joliette, Longueuil	Centre Renovation 105, rue Don- Quichotte, Ile Perrot	Cusson et Paulin 254, Régis, St-Constant
DuPuy et Frères 707, St-Charles-Oak, St-Lambert	Mat. R. Oligny Inc. 101, boul. Taschereau, Candiac	Mat. Rémi Quesnel Inc. Rue Main, Ste-Marthe

Disponible chez tous les Matco Mart Inc. participants



*marque de certification d'IGA Canada Ltée

Boniprix



Prix en vigueur du lundi 23 juin au samedi 28 juin 1986. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Pas de vente aux marchands. Le texte prévaut sur la photo lorsque celle-ci ne correspond pas à la description du produit annoncé.

GRATIS
À l'achat d'un carton de Coca-Cola ou Sprite obtenez en prime 1 boîte de 150 g d'arachides PLANTERS. Valeur 1,79\$.



COCA-COLA OU SPRITE

Bouteilles consignées
Bout. 750 mL

~~6~~ **3,99**



SUCRE BLANC

Granulé
REDPATH
Sac 4 kg

~~1,89~~

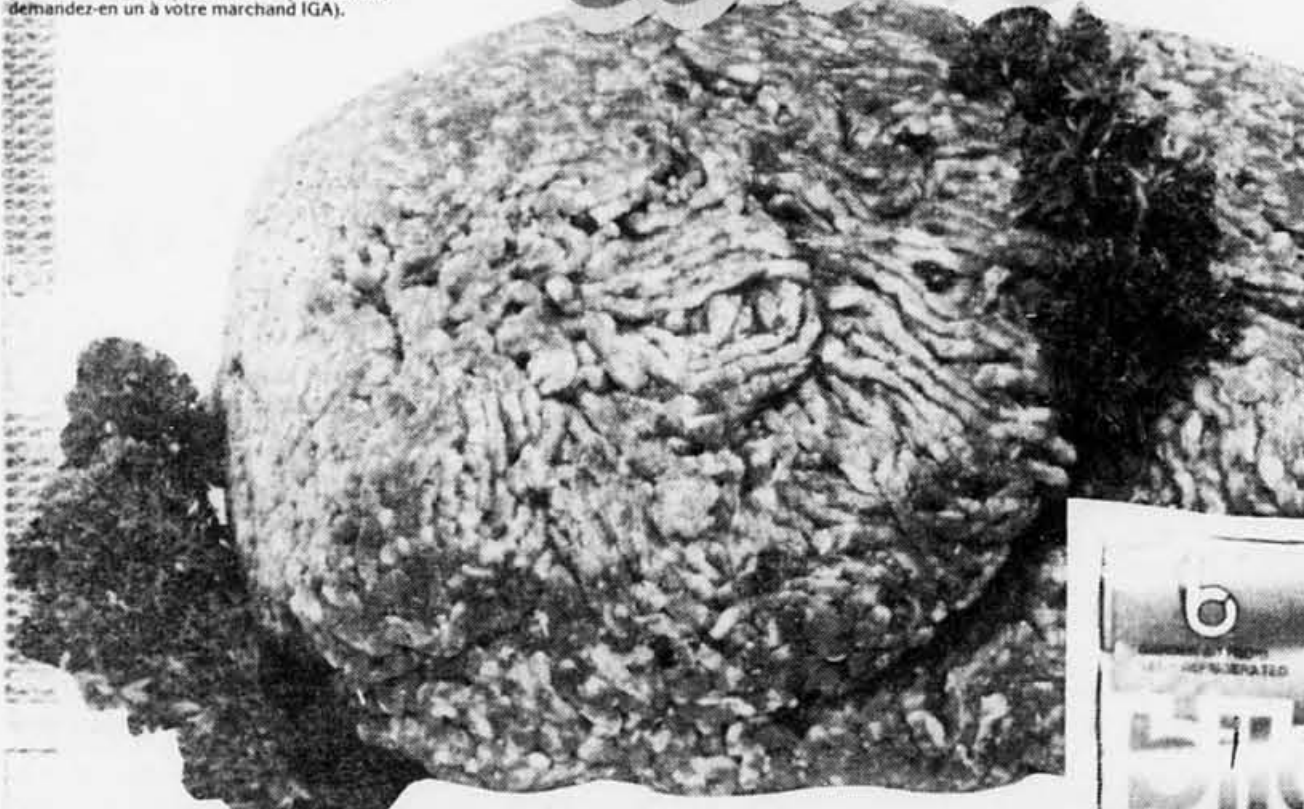
BONNE FÊTE QUÉBÉCOIS!
Tous les supermarchés IGA seront fermés, le mardi 24 juin 1986, jour de la ST-JEAN BAPTISTE.

DES AUBAINES

Au beau fête

GAGNEZ UN DES 164 BARBECUES AU GAZ PROPANE SUNBEAN
Un gagnant par supermarché IGA. Voyez les règlements complets en magasin.

Un cahier publicitaire sera distribué à votre domicile. Consultez ses pages débordantes de nombreuses autres aubaines. (Si vous ne recevez pas ce cahier publicitaire, demandez-en un à votre marchand IGA).



BOEUF HACHÉ

Ordinaire

~~1,94~~ **88¢**
\$/kg /lb

CUISSES DE POULET FRAIS

Avec dos

~~1,94~~ **88¢**
\$/kg /lb

POITRINES DE POULET FRAIS

Avec dos

~~4,14~~ **1,88**
\$/kg /lb

SAUCISSES FUMÉES BILOPAGE

Profitez du bon de réduction de 30¢ dans notre circulaire.

Paq. 450 g

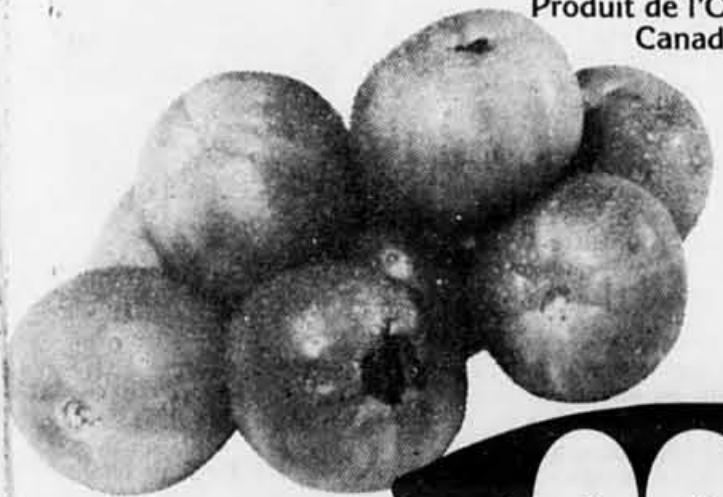
~~1,29~~



Fruits et Légumes

TOMATES ROSES

De serres
Produit de l'Ontario
Canada no 1



~~2,18~~ **99¢**
\$/kg /lb

Suite à des délais de livraison et/ou aux variations climatiques de certaines régions, des difficultés d'approvisionnement en fruits et légumes peuvent survenir. Si cette situation devait se produire, votre marchand IGA veillerait à ce que chacun de ses clients soit entièrement satisfait.

Profitez de notre nouveau bas prix

PÊCHES

Produit des États-Unis
Canada no 1

~~86¢~~ **39¢**
/kg /lb



BOISSONS AUX FRUITS IGA

Paq. de 3 x 250 mL

~~69¢~~



CHAMPIGNONS Morceaux et tiges ELBEE

Boîtes 284 mL

~~2,100~~



PÂTE DE TOMATES IGA

Boîtes 156 mL

~~3~~ **89¢**



BEURRE D'ARACHIDES KRAFT

Pot 500 g

~~1,39~~

On a l'tour de vous satisfaire

Une loi met fin à la surfacturation des actes médicaux en Ontario

■ TORONTO (PC) — Une loi qui met fin à la surfacturation par les médecins ontariens, mais dont la principale conséquence pourrait être le déclenchement d'une guerre à outrance entre les praticiens et le

gouvernement, a été adoptée par la législature hier.

En grève depuis neuf jours, les médecins ont juré de soumettre leurs doléances aux tribunaux et ont brandi la menace d'actions plus draconiennes que la simple

fermeture de leurs cabinets et la paralysie sporadique des salles d'urgence.

La Loi 94, qui interdit aux médecins de réclamer à leurs patients des honoraires dépassant les tarifs approuvés en vertu du régime gouvernemental d'assurance universelle des frais médicaux, a été adoptée par 69 voix contre 47 en troisième lecture par la législature, alors que les ministériels libéraux ont uni leurs forces aux néo-démocrates pour imposer leur point de vue aux conservateurs.

Ces derniers étaient les seuls

alliés des médecins au sein de l'assemblée législative qui compte 125 sièges.

En vertu de la nouvelle loi, les médecins, optométristes et dentistes ontariens seront passibles d'amendes s'ils pratiquent la surfacturation et obligés de rendre toute somme additionnelle ainsi exigée de leurs patients.

Après six mois de débats, l'Ontario est devenue la huitième province du pays à adopter une telle disposition. L'Alberta est encore la seule province où la surfacturation est pratiquée de façon assez généralisée, alors

qu'elle reste autorisée au Nouveau-Brunswick.

L'Association médicale ontarienne a recommandé à ses 17 000 membres de recourir à la grève le 12 juin, soutenant que l'interdiction de la surfacturation privait les médecins de leur indépendance.

Les responsables des services de santé publique ont par ailleurs affirmé qu'ils n'appuieraient aucunement les médecins ontariens.

À Vancouver, les membres de l'Association canadienne de santé publique ont adopté une réso-

lution condamnant la requête de l'Association médicale canadienne demandant à tous les médecins de l'extérieur de l'Ontario de facturer directement les patients ontariens en visite dans leur province.

« Le geste de l'association est contraire à l'esprit et à la lettre de la loi canadienne sur les services de santé et fait des Canadiens de simples pions dans le match qui oppose la profession médicale au gouvernement », a affirmé le Dr Clyde Hertzman, un épémiologiste de l'Université de la Colombie-Britannique qui a parrainé la résolution.

Mulroney justifie ses \$800 000 de dépenses de voyages

■ OTTAWA (PC) — Le premier ministre Brian Mulroney n'a pas l'intention de s'excuser pour les dépenses de plus de \$800 000 encourues lors de ses trois derniers voyages.

Dans le cas du voyage à Paris pour la tenue du Sommet de la francophonie et de la visite officielle qui suivit, le premier ministre a précisé que le Canada ne pouvait pas se permettre de manquer cet important rendez-vous.

C'était tellement important pour le gouvernement Mulroney, qu'une imposante délégation parlementaire a accompagné le chef du gouvernement au frais de l'Etat. « Il y avait une délégation qui représentait toutes les formations politiques (10 députés du PC, du PLC et du NPD), a précisé M. Mulroney, une autre qui représentait les Francophones hors Québec et une qui représentait la Fonction publique. »

En somme, pour les 54 membres de la délégation canadienne, enregistrée au somptueux hôtel Plaza Athénée à Paris, les frais de séjour pour six nuits ont été de \$137 737,29; environ \$2 550 par personne.

A cette note, il faut ajouter les locations de voitures (\$109 000).

« Tout ce que je peux vous dire, a indiqué le premier ministre, c'est de demander aux représentants des médias présents ou à mon pire ennemi, ils m'accorderont une chose, je me leve tôt et je travaille toute la journée sans répit. »

M. Mulroney a aussi indiqué que les dépenses ont été faites selon les normes. « Les comptes de dépenses, a-t-il dit, sont là pour être analysés et critiqués et quant à mes dépenses personnelles, je crois que mon attitude peut être justifiée par mes gestes. Je suis le premier chef de gouvernement canadien qui s'est imposé une coupure de salaire de 15 p. cent et qui paie pour sa propre nourriture. »

(En réalité, M. Mulroney a plutôt refusé une augmentation statutaire de 15 p. cent.)

Lorsque le libéral Bob Kaplan lui a parlé de son voyage à

New York pour commémorer le 40e anniversaire de l'ONU, et lui a souligné « les dépenses somptueuses » à l'Hôtel Pierre, le premier ministre s'est repris. « Je suis descendu à l'Hôtel Pierre pour deux raisons : la première, c'est que c'est un établissement propriété de Canadiens et, deuxièmement, c'est là que descendait tout le temps M. Trudeau. »

M. Mulroney a poursuivi ses explications en alléguant que l'hôtel parisien du Sommet de la francophonie lui avait été assigné par le gouvernement français pour des raisons de sécurité. « Je suis descendu exactement au même hôtel, j'ai mangé exactement la même nourriture que le député libéral de Montréal-Saint-Denis (Marcel Prud'homme) qui était membre de la délégation canadienne (au Sommet de la francophonie). »

Le premier ministre a aussi décrit ce qu'il a eu pour ses \$3 400 la nuit à l'Hôtel Plaza Athénée. « Dans le cas de Mila et moi-même, a-t-il dit, nous avions une chambre et une salle de bain. Tout le reste assigné par le gouvernement français a été utilisé pour le travail incluant des visites de chefs d'Etat, de fonctionnaires et de représentants du gouvernement français. »

Il n'a cependant pas indiqué ce qu'il avait obtenu pour les \$8 297 payés en sus.

Les détails des factures montrent que l'Etat a payé \$1 662 pour 50 billets à une soirée de ballet à Paris; \$600 pour un dîner du premier ministre, son épouse et un couple invité à la Tour d'argent; \$67,72 pour 100 grammes de caviar et \$1 173 pour un dîner d'affaire de sept membres de la délégation. Les frais de voyage par avion ne sont pas comptés parce que le gouvernement a utilisé un appareil Boeing 707 des Forces armées canadiennes.

Les voyages du premier ministre Mulroney, effectués entre octobre 1985 et mars 1986, ont coûté plus de \$800 000 aux contribuables canadiens. Le voyage de Paris en février a coûté plus de \$500 000, celui de Washington en mars \$229 403, et celui d'octobre à New York, \$62 225.

Les ministres des Finances s'arrachent de plus belle les paiements compensatoires

■ VICTORIA (PC) — Le marchandage entre Ottawa et les provinces sur les paiements compensatoires destinés aux provinces moins bien nanties a repris de plus belle hier à la conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances.

Au coeur du débat se retrouvait évidemment la question de la péréquation en vertu de laquelle les fonds fédéraux sont transférés aux six provinces « dépossédées » afin qu'elles soient en mesure d'offrir à leurs citoyens des services et une fiscalité comparables à ceux des autres provinces.

Et les ministres des Finances du Québec et de Terre-Neuve n'ont éprouvé aucune gêne à dire qu'ils voulaient toucher ces compensations, en vertu de la péréquation, pour combler le manque à gagner dans d'autres

domaines touchant la santé et l'éducation.

Une législation adoptée aux Communes cette semaine devrait obtenir la sanction royale avant que les députés n'ajournent leurs travaux pour la période estivale.

Ce projet de loi a pour effet de limiter à cinq pour cent pour les quelques prochaines années le taux de croissance des paiements de transfert aux postes de la santé et de l'éducation. En agissant ainsi, le gouvernement central croit pouvoir épargner près de \$6 milliards d'ici 1990-91.

Prenant la parole devant les journalistes au cours d'une pause, le ministre canadien des Finances, M. Michael Wilson, a défendu la mesure fédérale prise sans tenir compte de l'opposition des provinces — en expli-

quant que les paiements effectués aux chapitres de l'éducation et de la santé continueront de croître, bien que le taux de croissance sera beaucoup moins élevé que ce qui avait été prévu.

M. Wilson a également indiqué qu'il adopterait la même attitude de fermeté lorsque seront débattus les éventuels amendements au programme de péréquation de \$5,5 milliards.

« J'ai indiqué que j'étais prêt à tendre l'oreille à toute suggestion des provinces sur certains aspects du projet relatif à la péréquation. »

De son côté, le ministre québécois des Finances M. Gérard D. Lévesque a toutefois déclaré que les amendements aux dispositions sur le financement en matière de santé et d'éducation étaient inacceptables, particulièrement à une époque où la popu-

lation vieillit alors que les coûts des services de santé sont à la hausse.

Bien qu'il lui semble subsister peu d'espoir que le gouvernement fédéral en vienne à changer d'idée et à retirer la législation avant qu'elle ne soit soumise au Sénat et reçoive la sanction royale, M. Lévesque a affirmé qu'il restait toutefois une possibilité qu'Ottawa compense au moins les six provinces moins bien nanties via le programme de péréquation.

« Toutefois, (leur avons nous dit), si vous restez décidés à agir en ce sens, tentez au moins de ne pas nuire aux provinces qui sont le moins en mesure de faire face à ces coûts additionnels, tentez au moins de porter assistance par le biais de la péréquation aux provinces touchées par de telles politiques. »

Les élus de l'ouest de Montréal craignent un exode vers l'Ontario si Mirabel l'emporte sur Dorval

■ OTTAWA (PC) — La mise en veilleuse de l'aéroport de Dorval provoquerait l'exode d'entreprises québécoises vers l'Ontario, ont prévenu hier une brochure d'élus de l'ouest de l'île de Montréal.

Si Ottawa favorise Mirabel, aux dépens de Dorval, les entreprises de l'ouest de la métropole « emprunteront l'autoroute 401 (vers Toronto) et non la 13 (vers Mirabel) », a lancé hier le maire de Dorval, M. Peter Yeomans.

M. Yeomans, flanqué du ministre aux Mines, Robert Layton, du député de Vaudreuil, Pierre Cadieux, et de celui de

Dollard, Gerry Weiner, a rencontré le ministre des Transports, Don Mazankowski.

Une étude payée par les municipalités entourant Dorval signale que plus de 250 entreprises de ce secteur, dont beaucoup de manufactures, quitteraient le Québec si Ottawa choisissait Mirabel.

Ottawa veut rationaliser le trafic aérien dans la zone de Montréal en faisant dans les prochains mois un choix quant aux vocations à Dorval et Mirabel.

Le comité mandaté par Ottawa, présidé par l'ingénieur Jean-

Pierre Sauriol, n'a pas encore remis sa position définitive, bien que ce dernier ait publiquement indiqué qu'il favorisait le transport de tous les vols long-courrier vers Mirabel, ne laissant à Dorval que les sauts de puces, les vols d'hommes d'affaires vers New York ou Toronto.

« M. Mazankowski a été attentif à nos arguments, sans s'engager », a reconnu le groupe à l'issue de la réunion. Le titulaire des Transports aurait cependant admis que la construction de Mirabel était « la mauvaise décision au mauvais moment ».

Interrogé à savoir s'il quitterait le cabinet si Mirabel l'em-

portait, le ministre Layton a éludé la question.

Pour étayer leur position, les élus du West Island ont publié hier une étude de 200 pages. Son auteur, M. Paul Blier, rappelle que l'incertitude que, depuis des années, Ottawa laisse planer sur Dorval a incité à rester sur le qui-vive des centaines d'entreprises totalisant \$6 milliards d'actifs et 140 000 emplois.

Plus de 200 municipalités, 25 Chambres de commerce et 2 000 hommes d'affaires ont catégoriquement marqué leur opposition à toute réduction du rôle de Dorval, note l'étude.

BILAN DE LA SESSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le PQ craint ce que nous réserve l'été ou la reprise automnale

■ QUÉBEC — Pour les 23 députés de l'opposition péquiste, le bilan législatif du gouvernement Bourassa suscite des appréhensions. Ils craignent ce qui en découlera, en plein été ou à la reprise automnale.

GILBERT BRUNET de notre bureau de Québec

En conférence de presse hier, quatre d'entre eux, dirigés par le chef, Pierre Marc Johnson, ont résumé les craintes que leur inspirent, pour l'avenir, les premiers mois du nouveau régime libéral. Trois grands sujets leur semblent remis en cause, d'autant plus dangereusement, a dit M. Johnson, que le PLQ ne s'est pas fait élire sur ces questions :

■ l'universalité des programmes sociaux, comme l'ont indiqué les commissions imposées au programme de soins dentaires pour enfants et les futurs tarifs déjà annoncés ;

■ le rôle de l'Etat dans l'économie, remis en question par la stricte loi du marché, appliquée selon une certaine « naveté économique » ;

■ la constitution, à partir de l'abandon de la clause « nonobstant » et jusqu'aux « transactions » qui auront lieu pen-



Pierre Marc Johnson

dant l'été, à la conférence des premiers ministres - M. Johnson redoute un « quick deal » sans que l'Assemblée nationale soit saisie de leur contenu.

Reprochant, globalement, au gouvernement son manque de transparence et de concertation, l'opposition dresse une longue liste de projets de loi qui auraient pu être enrichis si seulement les ministres avaient requis l'avis de gens qui ne partagent pas leur point de vue.

Les péquistes citent « l'amnistie des illégaux de la loi

101 », bien sûr, mais aussi la vente de la Raffinerie de sucre, les droits des non-fumeurs, les médecins « conscrits » en régions sans droit d'appel, etc...

Le leader péquiste, Guy Chevrette, ajoute aux propos de son chef que c'est « l'improvisation » du gouvernement qui l'a frappé : des amendements « à la sauvette », en dernière minute, qu'on tente de passer puis qu'on retire, la nuit, dit-il, faisant référence à des gestes posés par M. Ryan, M. Marx et Mme Lavoie-Roux.

Passant à peu près sous silence l'attitude du premier ministre Bourassa, M. Johnson a réservé ses commentaires les plus sévères à MM. Gil Rémillard et Gérard-D. Lévesque, sur l'épineuse question des paiements de péréquation.

Du premier, ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, le chef du PQ dit qu'« il » ne sait pas ce que sont les transferts fiscaux, trop occupé qu'il est à rédiger des conférences pour des colloques de spécialistes du droit.

Quant au ministre des Finances, il a adopté cette « attitude risible », comme Duplessis en 1954, de taxer les entreprises « en attendant qu'Ottawa verse son dû au Québec ».

«Tout ce que l'opposition peut nous reprocher, c'est d'être au pouvoir», constate Gratton

■ QUÉBEC — « Le principal reproche que l'opposition a à nous faire, c'est d'être au pouvoir », estime Michel Gratton, leader parlementaire du gouvernement libéral. Selon lui, son équipe a atteint l'objectif qu'elle s'était fixé : celui de légiférer moins mais mieux.

MARIO ROY de notre bureau de Québec

Tel est le bilan que M. Gratton dresse de la première véritable session du gouvernement de Robert Bourassa.

Le leader parlementaire estime que le gouvernement a donné suite aux deux-tiers des engagements pris dans les discours inauguraux de décembre dernier, en déposant plus de 80 projets de loi publics dont la moitié ont été adoptés.

« Il nous importait surtout d'adopter ceux qui ont une incidence financière, qui ont à voir avec l'assainissement des finances publiques dont nous nous étions fait une priorité », commente Michel Gratton.

Parmi ceux-ci, les projets de loi sur Radio-Québec, sur la vente de la Raffinerie de sucre, sur l'avenir de Shefferville, sur la répression de l'évasion fiscale, sur les redevances versées par la régie de l'assurance-automobile.

Ce à quoi il faut ajouter le très controversé projet de loi 58 amnistiant les élèves « illégaux ».

Ne manquent à ce palmarès que deux projets de loi que l'équipe ministérielle aurait aimé voir adoptés : ceux portant sur les soins dentaires et sur la fusion du Comité de protection de la jeunesse et la Commission des droits de la personne.

C'est beaucoup pour un gouvernement qui voulait légiférer « moins mais mieux... ». « C'est à peu près équivalent à ce qui s'est fait au cours des neuf dernières années. Mais, il est normal qu'une première session d'un gouvernement entraîne plus de législation. Il y en aura de moins en moins par la suite », répond M. Gratton.

Maintenant, dans quelle ambiance cela s'est-il fait ?

Michel Gratton estime que l'indiscipline parfois constatée sur le parquet du Salon bleu n'a pas dépassé les limites de l'acceptable ; que l'opposition péquiste avait « le rôle le plus difficile mais qu'elle s'est à peu près ajustée » ; que, personnellement, il n'a « jamais douté de l'autorité qu'a eue le président de la Chambre, Pierre Lorrain ».

D'un autre point de vue, le leader parlementaire estime



Michel Gratton

que son équipe était bien préparée sur le plan technique, même si le gouvernement a dû à plusieurs reprises - jeudi dernier, en particulier - obtenir le consentement de l'opposition pour compléter son programme législatif.

« Il s'agissait de projets de loi qui n'étaient pas contestés. Quant à ceux dont nous savions qu'ils allaient l'être, nous nous y sommes pris assez tôt pour permettre de véritables débats », conclut Michel Gratton.

Richard Grisé élu président du caucus québécois du PC

OTTAWA (PC) — Le député de Chambly Richard Grisé a été élu président du caucus québécois du Parti conservateur.

Il a succédé au député de Vaudreuil Pierre Cadieux, qui était en poste depuis l'élection du 4 septembre 1984.

M. Grisé a souligné en conférence de presse hier que le nouveau chef, élu la veille au sein du caucus, représente toutes les régions du Québec.

On y retrouve la députée d'Argenteuil-Papineau, Lise Bourault; le député de Laval, Guy Ricard; le député de Beauce,

Gilles Bernier; le député de Temiscamingue, Gabriel Desjardins; le député de Jonquière, Jean-Pierre Blackburn et le député de Gaspé, Charles-Eugène Marin.

M. Grisé, un agent d'assurance-vie et président du Club Richelieu de sa région, a déclaré que les membres de l'exécutif travailleront en équipe pour s'impliquer davantage dans les dossiers qui concernent le Québec.

L'exécutif aura pour mandat de démontrer à la population les réalisations des députés et du gouvernement, a-t-il poursuivi.

M. Grisé, qui est également secrétaire du caucus national du Parti conservateur, a admis qu'il existait un problème de recrutement au sein des circonscriptions. Il a cependant soutenu qu'il s'agissait d'une phase de désintérêt normal après une élection.

Le nouveau président a terminé en expliquant que divers comités seront constitués au sein du caucus québécois pour étudier des dossiers importants, comme le libre-échange, la question de l'automobile au Québec ou le débat entourant les activités des aéroports de Dorval et Mirabel.

BOURASSA, À L'OCCASION DE LA SAINT-JEAN La fierté nationale repose sur des réalisations concrètes

QUÉBEC (PC) — La véritable fierté nationale ne saurait reposer sur une utopie mais plutôt sur des réalisations concrètes qui, jour après jour, contribuent au mieux-être de notre peuple, déclare le premier ministre Robert Bourassa dans le message qu'il a adressé aux Québécois pour leur souhaiter une « joyeuse Fête nationale » au nom du gouvernement.

« Notre Fête nationale nous donne l'occasion de célébrer le caractère original et distinct de la société que nous formons et

de puiser dans le souvenir de nos luttes et de nos victoires cette énergie qui naît de notre solidarité », rappelle M. Bourassa.

Après avoir rappelé que la dernière décennie a été l'occasion de nombreuses remises en question et que notre société a commencé à démystifier ses attitudes face à l'État, M. Bourassa déclare :

« Nous saisissons mieux l'importance de travailler ensemble tant au renforcement qu'à la diversification de notre économie, conditions essentielles

à la poursuite lucide de notre quête de l'égalité des chances pour toutes les Québécoises et tous les Québécois, et de notre rayonnement en tant que peuple.

Rappelant les difficultés actuelles de la jeunesse qui « appellent une réaction immédiate et concertée de notre part », M. Bourassa ajoute :

« Notre capacité à lui donner les outils dont elle a un urgent besoin pour assumer pleinement ses responsabilités constituerait déjà un motif bien légitime de fierté collective. »

Québec refile une facture de \$5 millions aux entreprises

QUÉBEC (PC) — Mine de rien, le gouvernement vient de refile une facture de \$5 millions aux entreprises du Québec.

Ce geste a été posé par le biais d'un amendement dans un projet de loi fourre-tout (un bill « omnibus ») qui compte 125 articles, modifie 50 lois, et qui a été adopté jeudi dans les dernières heures de la session parlementaire par des députés avant de partir en vacances estivales.

L'amendement en question précise que c'est désormais la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) et non plus le ministère de la Justice qui assumera les frais annuels de la commission d'appel pour les accidentés du travail.

Les frais annuels de cette commission d'appel sont évalués à \$5 millions.

Or, la CSST est financée à 100 p. cent par les contributions des employeurs. Son budget annuel,

qui frise le milliard de dollars, augmentera donc de \$5 millions.

Les employeurs, qui assument la totalité de ce budget, verront la facture totale augmenter de \$5 millions à compter du premier juillet 1986, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Réactions

L'opposition péquiste a voté contre le projet de loi.

Son porte-parole, le député de Taillon, Me Claude Fillion, affirme craindre que l'indépendance de la commission d'appel ne soit menacée par la mesure.

Il a été impossible d'obtenir hier les réactions de la présidente de la commission d'appel, Mme Jeanne d'Arc Vaillant, en dépit d'appels téléphoniques répétés logés à son bureau.

1^{er} CONGRÈS INTERNATIONAL HOMÉOPATHIE PHYTHÉRAPIE à Montréal
26-27-28 septembre 86
SALON DU RITZ CARLTON
 avec la participation (de professeurs médecins) des délégations du CANADA, FRANCE, ISRAËL, MAROC, U.S.A.
 Renseignement — Inscription
LEMNISCATE ACADEMIE INTERNATIONALE
 96, Sherbrooke ouest, 3^e ét.
 Montréal, Québec
 Tél.: 284-0050
 Réservé aux praticiens de santé

VENTE ÉCLAIR





RÉDUCTIONS allant jusqu'à 50%

Jusqu'au lundi 30 juin, Domicil vous offre des réductions allant jusqu'à **50%** sur une multitude de meubles, objets et luminaires en montre.

S'offrir le Summer
domicil

MONTRÉAL: 505, boul. de Maisonneuve ouest (coin rue Aylmer) 286-1307
 RIVE-SUD: 45, boul. Taschereau, Greenfield Park (Jonction Route 116) 465-9656
 NOUVELLE ADRESSE À LAVAL: 1860, boul. Le Corbusier (au nord du boul. St-Martin) 688-2270

LA FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC 1986

« LE 24 JUIN, LA FÊTE NATIONALE DOIT AMENER TOUS LES GENS DU QUÉBEC À VIVRE UN MOMENT INOUBLIABLE DE SOLIDARITÉ »
 CÉLÉBRONS FIÈREMENT CETTE ÉNERGIE QUE NOUS SOMMES!

FÊTONS ENSEMBLE AU PARC MAISONNEUVE le 23 juin, BÂTIR CE PAYS DANS LE ROCK

18 h	<ul style="list-style-type: none"> ● Pique-nique familial ● marionnettes géantes du Théâtre de la rue ● clowns ● amateurs publics ● groupe musical grec Cyrtaki ● groupe musical Percussion de Cirque-constance
20 h 15	Discours patriotique et levée de drapeau
20 h 30	<ul style="list-style-type: none"> ● Spectacle avec Pierre Flynn ● Richard Séguin ● Marjolaine Morin ● Marie-Claire Séguin ● Claude Dubois
22 h 30	Bûcher de la Saint-Jean
23 h	Feux d'artifice présentés sur de la musique québécoise.

NOTE: En cas de pluie, le même spectacle sera présenté au même endroit et à la même heure le 24 juin.




De l'Énergie à Souhait

LA FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC 1986



céramique

Une vente saisissante pour un bel été!

Ramca célèbre la venue de l'été avec sa super vente de produits canadiens à **25%** de réduction (mosaïque, ardoise, grès cérame et dalles pour patio).

Nous offrons des réductions de **20% à 50%** sur une grande variété de carreaux pour murs et sols et sur les objets cadeaux (miroirs, rasoirs, blaireaux, parfumeuses, etc.).

Le bricoleur trouvera tout le matériel nécessaire pour la pose ainsi que tous les conseils pratiques.

lundi au mercredi
9h à 17h
jeudi, vendredi
9h à 21h
samedi 9h à 14h



1085 rue Van Horne
(coin Querbes)
270-9192
À Montréal seulement

DÉTAILLANTS!
CE MESSAGE VOUS CONCERNE.

Coupez votre facture en deux!



En effet, **LA PRESSE** vous offre de publier votre annonce à **DEMI-TARIF**

SUPER AUBAINNES D'ÉTÉ

LE MARDI 15 JUILLET 1986

Hâtez-vous de réserver votre espace d'ici le mercredi 9 juillet 1986.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS! **(514) 285-6909** **la presse**

Réouverture de l'enquête sur les gélules empoisonnées

SEATTLE (AFP) — Les autorités américaines ont décidé de rouvrir l'enquête sur le décès d'au moins six personnes après la découverte de gélules empoisonnées au cyanure dans trois flacons d'Excedrin Extra-Fort, ayant récemment provoqué deux morts, a-t-on appris hier de sources médicales.

L'une de ces deux victimes, Bruce Nickell, 52 ans, avait été déclaré mort de cause naturelle le 5 juin mais les tests toxicologiques ont ensuite montré des traces de cyanure dans son corps, a-t-on précisé de même source.

La police pense que M. Nickell, et l'autre victime, Elisabeth Sue Snow, 40 ans, décédée la semaine dernière, qui vivaient tous deux à Auburn (État de Washington), s'étaient procurés l'analgesique au même magasin. Les deux flacons d'Excedrin Extra-Fort retrouvés à leur domicile appartenaient au même lot.

Jeudi, la FDA (l'Administration des produits pharmaceutiques et alimentaires) a révélé que du cyanure avait été trouvé dans un troisième flacon, provenant d'un magasin de la banlieue de Seattle (État de Washington). Ce flacon, envoyé au début de la semaine aux autorités, portait le même numéro de série que les deux autres, selon la même source.

COMPAREZ! **MAINTENANT**

23995\$

Modèle Standard 474

- 40 000 BTU
- 204 pouces carrés
- Commandes jumelées à l'avant
- Démarrage automatique
- Grilles de porcelaine
- Jauge de température

INCLUS ENSEMBLE D'ACCESSOIRES

- Rôtissoire électrique
- Couvercle de vinyle résistant
- Ensemble 6 pièces pour brochettes
- Palmier à poisson
- Brosse pour grille
- Poignée pour soulever la grille

Valeur des accessoires: plus de **80\$** au détail

Garantie pour toute l'année

Barbecues à Gogo

Barbecues Galore

CHATEAUGUAY DECOR CHALEUR 299A, boul. Anjou 691-5636	POINTE-CLAIRE ALTERNATIVES 277A, boul. Saint-Jean Centre d'achat Pointe-Clare 694-7114	SAINTE-HERSE BOULONNIER SUPER FLAMME 4005 - 2, chemin Chamblay (coin de Super Carrefour) 462-0021	SAINTE-THERÈSE LES POILLES ET FOURS D'ANTAN 95, boul. Labelle (Place Est) 430-6686
--	--	--	---

Condamné à \$75 000 d'amende pour contrebande de haute technologie

Un citoyen français accusé d'exportation illégale de matériel de haute technologie sans permis a été, hier, libéré sous un cautionnement de \$75 000, en Cour des Sessions de la paix.

Joseph Lousky, âgé de 38 ans, aurait, selon la poursuite, fait passer du matériel d'ordinateurs via plusieurs pays européens.

Il est, pour l'instant, accusé sous cinq chefs relatifs à l'exportation illégale de tels produits en Belgique, entre octobre et avril derniers. Ce matériel était de provenance américaine.

LeMoynes et Associés

HAUTE DISTINCTION HAUTE EN COULEUR

L'AMARC félicite la firme **LeMoynes et Associés**, architectes et urbanistes pour la

Distinction en architecture 86

reçue de l'Ordre des architectes du Québec pour la conception de bâtiments de jeux d'adresse intégrés à la Montagne russe, et du bâtiment de l'arcade du Fort Edmonton à La Ronde.



À trois, on y va!

Cet été, faites développer 3 films chez **DIRECT FILM** et ne payez que pour 2

Vous devez faire développer vos 3 films en même temps. Cette offre est valable pour tous les films négatifs couleur (110, 126, disque, 35 mm), quelle que soit la marque, et ce, pour un temps limité. Demandez les détails à votre magasin **DIRECT FILM**.

DE PLUS! **VOUS AVEZ HÂTE DE VOIR VOS PHOTOS?**

Profitez de notre service de développement 1 heure dans les mini-laboratoires **DIRECT FILM** ci-contre:

- Gare Centrale, Montréal
- Les Terrasses, Montréal
- Place Bonaventure, Montréal
- Alexis Nihon Plaza, Montréal
- Centre Rockland, Montréal
- Centre Beaconsfield, Beaconsfield
- Jardins Dorval, Dorval
- Place Longueuil, Longueuil
- Mail Champlain, Brossard
- Galeries Rive Nord, Repentigny
- Galeries Terrebonne, Terrebonne
- Carrefour Laval, Laval
- Centre St-Martin, Laval
- Centre Duvernay, Laval
- Place St-Eustache, St-Eustache
- Plaza Côte des Neiges, Montréal
- Place Verdu, St-Laurent
- Place Bourassa, Montréal-Nord



Vente Eclair CITADELLE

CETTE SEMAINE SEULEMENT, du 14 au 22 juin

VU LE SUCCÈS DE LA VENTE, NOUS LA PROLONGEONS JUSQU'À LUNDI. (Fermé mardi 24 juin)

Cette semaine seulement!

Piscines Patios Citadelle vous a préparé une vente éclair sur les piscines d'une semaine seulement. Juste avant le début de l'été, du 14 au 22 juin.

Vous obtiendrez des prix impensables sur nos piscines hors-terre. En plus, nous vous donnerons à l'achat d'une piscine Stellar, l'éclairage intégré dans la piscine. Cette exclusivité Citadelle rehaussera la beauté de votre piscine et vous procurera un éclairage d'atmosphère suffisant pour votre patio (un rabais de 300 \$ en plus de l'escompte sur la piscine).

Vous sortirez de chez Citadelle heureux de votre achat, avec en perspective de nombreuses années de plaisir.

(100 premières piscines hors-terre, installées dans les 72 heures de l'achat)

Vous avez décidé d'annuler votre voyage en Europe ou ailleurs. Vous avez décidé d'investir pour votre maison. Vous regardez pour vous faire installer une piscine creusée dans votre jardin. Nous avons préparé quelque chose pour vous. Cette semaine seulement, du 14 au 22 juin, nous avons réduit substantiellement le prix de nos piscines creusées. De plus à l'achat d'une piscine Full-L, nous vous donnons l'éclairage intégré dans la piscine, une exclusivité Citadelle.

Nous avons chez Citadelle le plus grand choix de modèles de piscines au Canada. Nous avons aussi développé une technologie d'avant-garde.

Venez voir nos spécialistes. Ils sauront vous conseiller pour que vous puissiez faire un choix de piscine creusée vraiment adapté à votre jardin et à vos besoins.

Chez Citadelle cette semaine seulement, c'est le spécial éclair piscine!



Longueuil 620, Place Trans-Canada 527-8617	Laval 1770, boul. des Laurentides 384-4581	Brossard 6655, boul. Taschereau 676-8655	Repentigny 545, rue Notre-Dame 585-0100	Trois-Rivières 2525, rue Royale 376-7711	Granby 848, rue Principale 378-4544	Sherbrooke (Rock Forest) 4701, boul. Bourque 564-8611	Black Lake 735, boul. Frontenac 423-2785	Hull 300, boul. St-Joseph 777-7766
St-Hyacinthe 2165, rue Charrier 773-5667	Sorel/Tracy 204, route Marie-Victorin 742-7962	Châteauguay 779, boul. Anjou 691-5030	Shawinigan 1423, 4 ^e rue 539-5431	Joliette 303, boul. Antoine Barette 750-8110	Victoriaville (Armabaska) 54, rue Grouard 357-8344	St-Thérèse 259, boul. Labelle 435-1983	Drummondville 1050, boul. Les Galeries 474-2777	St-Georges-de-Beauce (Notre-Dame des Pins) 4160, route Kennedy 774-9514

Lundi au mercredi de 9h00 à 21h00
Jeudi et vendredi de 9h00 à 21h00

Samedi de 9h00 à 17h00
Dimanche de 11h00 à 17h00

PISCINES/PATIOS CITADELLE

ROBERT BOURASSA EN ENTREVUE À LA PRESSE

« Le Québec, c'est la constitution, la langue et la fonction publique »

■ QUÉBEC — De retour au pouvoir, Robert Bourassa a retrouvé la « nature même du Québec », le triangle problématique auquel tous les gouvernements d'ici sont confrontés depuis la Révolution tranquille: la langue, la constitution et les négociations du secteur public.

GILBERT BRUNET
de notre bureau de Québec

S'agit-il d'un écueil, auquel son gouvernement s'est buté en 1976 et pourrait encore se buter à une prochaine élection? « Non, répond le premier ministre, ce n'est pas un écueil mais un défi ».

Au terme des six premiers mois de son troisième exercice du pouvoir, M. Bourassa a reçu à ses bureaux les correspondants de LA PRESSE à l'Assemblée nationale. Jamais auparavant ne s'était-il publiquement livré à une analyse aussi en profondeur de l'histoire récente du Québec.

« Les Lesage, Johnson et Bertrand, avant moi, puis Lévesque, avant moi encore, avons dû affronter les trois mêmes problèmes fondamentaux. Plus ou moins, mais toujours. C'est la nature même de l'activité politique du Québec ».

Ne peut-on éviter ces problèmes, les contourner, les ignorer pour passer à autre chose? « Impossible, répond-il, car le Québec, seule société francophone en Amérique du Nord, doit forcément et constamment traiter de questions linguistiques et constitutionnelles ». Pour définir sa place sur le continent et assurer cette place au sein du pays. C'est, affirme M. Bourassa, le lot du Québec, une sorte de destinée, de fatalité.

Que vient faire la fonction publique dans cette réalité trouble ou évolue sans cesse le Québec? « C'est la moitié du budget », répond-il, la moitié des \$30 milliards qui sont déjà engagés, qu'importe la couleur du parti élu pour former le gouvernement.

M. Bourassa revoit l'histoire récente: « Le PQ avant moi; moi avant le PQ; M. Bertrand avant moi; M. Lesage avant l'Union nationale: invariable-

■ QUÉBEC — Mercredi, 18 juin; 20 h. Les cheveux encore humides, Robert Bourassa sort tout juste d'une courte séance de notation destinée à faire tomber le stress accumulé pendant un conseil des ministres de cinq heures, le plus long depuis son retour au pouvoir.

MARIO ROY
de notre bureau de Québec

Il est prévu qu'il va dîner dans sa suite du complexe H, le fameux bunker, avec les correspondants parlementaires de LA PRESSE.

Dans une pièce tout-usage (elle sert à la fois d'antichambre, de salon et de salle à manger), le chef du gouvernement s'installe de façon à voir à travers la fenêtre, à sa gauche, l'édifice de l'Assemblée nationale qui, au fil des heures, s'enfonce dans l'obscurité.

Le premier ministre semble un peu fatigué, ce qui est loin d'être anormal en fin de session; et, en même temps, heureux d'échapper aux monotones procédures législatives de la Chambre pour se livrer à une entrevue en profondeur « assez semblable par moments à la pé-

riode des questions », lance-t-il lorsque les interrogations se font plus pressantes...

Robert Bourassa, on le sait, adore ces joutes oratoires.

Il réussit même, et c'est une sorte de record, à ne se laisser distraire par le téléphone qu'une seule fois au cours des trois heures que dure cette rencontre. Il tique un peu lorsqu'à quelques reprises, des questions courtes et précises interrompent ses habituelles envolées sur les sujets qu'il affectionne. Il dépasse aussi parfois les considérations d'actualité

politique pour entrouvrir la porte de l'Histoire.

À la toute fin, Ronald Poupard, l'un des principaux aides de camp du premier ministre, vient jouer avec les boutons du téléviseur. Attrait irrésistible: Robert Bourassa change de fauteuil et voit son image surgir sur l'écran au début du téléjournal.

À l'entrée du bunker, de sévères agents de sécurité ont remplacé les secrétaires en poste un peu plus tôt; et, indifférents à l'agitation nocturne de la Grande-Allée, ils se préparent à verrouiller les portes pour la nuit.



Le premier ministre Robert Bourassa, en entrevue avec les représentants de LA PRESSE.

photo LA PRESSE

ment, à tous les trois ans, on se retrouve avec les mêmes problèmes de langue, de constitution et de négociations avec les employés de l'Etat. »

Depuis la formule Fulton-Fa-

vreau et la visite de la reine, sous Jean Lesage, jusqu'à ses propres problèmes actuels, en passant par les lois 63, 22 et 101, M. Bourassa laisse tomber un sonore: « C'est le Québec! »

Est-il donc impossible de sortir de ce triangle infernal? « Pas à moins que l'on réussisse à réduire, radicalement et rapidement, la taille de l'Etat; ou que l'on réussisse à régler les questions linguistiques et constitutionnelles en se fondant sur un très large consensus ». Et il s'empresse d'ajouter: « Ce n'est pas pour demain! »

Puisqu'il prend aussi clairement la mesure de ce triangle problématique, pourquoi y être revenu? « Mon défi, en revenant et en ayant connu ces pro-

blèmes-là, c'est de tenter de me servir de mon expérience pour les traiter avec, peut-être, plus de succès que mes prédécesseurs et successeurs. »

Et comment se porte ce défi, six mois après ce retour? « J'ai une situation financière beaucoup plus difficile que ce que j'avais il y a 10 ou 15 ans, répète-t-il. Mais nous faisons des choix, en tenant compte des contraintes historiques du Québec ».

En guise d'exemple de ces choix du « nouveau gouvernement Bourassa », le premier mi-

nistre mentionne la réduction — « par étapes » — de la taille de l'Etat.

Un « automne chaud » ?

Réduire la taille de l'Etat, restreindre ses revenus et dépenses, diminuer la quantité de services offerts et d'employés qui les offrent, cela ne ménage-t-il pas un « automne chaud » à son gouvernement?

Les 18 000 infirmières des SPIQ, les 108 000 enseignants de la CEQ et ceux des cégeps (CSN) ne viennent-ils pas de lui servir de sévères mises en garde? « Ce sera un automne difficile », répond M. Bourassa, mais pas chaud. »

Son assurance, le premier ministre la puise dans les sondages d'opinion: « Dans l'ensemble, les Québécois sont conscients du contexte financier difficile dans lequel mon gouvernement doit oeuvrer. Malgré les coupures, le taux de satisfaction par rapport à nos mesures d'austerité dépasse les 50 p. cent. »

Selon lui, le calcul est simple: « Nous offrons aux 300 000 salariés de l'Etat la protection du coût de la vie (3,5 p. cent). Pour donner davantage, il faut taxer ou s'endetter davantage. »

Or, la marge de manoeuvre, M. Bourassa l'a découvert après la campagne électorale, n'existe pas. « Les Québécois jugent clairement que nous sommes déjà trop taxés et trop endettés. Et nous avons quand même été obligés d'augmenter certains impôts, dans le budget de mai, car nous avons choisi de mettre fin, dès cette année, à l'inqualifiable pratique qui consistait à emprunter pour payer l'épicerie. »

Cette « épicerie », c'est pour une bonne part les salaires et autres avantages des 300 000 employés des secteurs public et parapublic.

M. Bourassa ajoute: « Je ne crois sincèrement pas que je pourrais justifier une augmentation de taxes ou un endettement supplémentaire des générations futures pour accroître notre offre d'augmentation salariale de 3,5 p. cent. »

Ce qu'il faut revoir, dans ces conditions où le Trésor est coincé, c'est la « vieille tradition de négociation, dans un contexte socio-économique tout nouveau ».

Voilà pourquoi, pris dans un piège anachronique, les dirigeants syndicaux doivent, selon le premier ministre, « présenter l'offre du gouvernement à leurs membres », en souhaitant qu'ils comprennent.

NÉGOCIATIONS CONSTITUTIONNELLES

Le libre-échange, une carte maîtresse

■ QUÉBEC — Robert Bourassa le reconnaît d'emblée: le grand débat de l'heure au Canada, c'est la libéralisation des échanges commerciaux avec les États-Unis. Et, par la bande, que voilà une carte maîtresse qui pourra aider le Québec dans ses négociations constitutionnelles avec ses partenaires canadiens.

YVON LABERGE
de notre bureau de Québec

Le premier ministre du Québec se défend bien avoir fait de cette équation l'un de ces calculs politico-mathématiques qu'on lui connaît.

« Absolument pas », dira-t-il d'ailleurs en entrevue. « C'est tout simplement une question de logique », tranche-t-il.

Calcul mathématique ou question de logique, M. Bourassa n'en estime pas moins que constitution et libre-échange sont liés étroitement au plan stratégique, si l'on peut dire.

Mais le hic, c'est justement que le Québec n'a pas encore adhéré de plein gré à l'Acte constitutionnel canadien de 1982 et voilà que le gouvernement de M. Bourassa s'apprete à entreprendre des négociations pour l'y faire accepter, à ses conditions s'entend.

Parallèlement à cela, le gouvernement Bourassa est d'accord pour qu'Ottawa « cherche à s'entendre » avec les Américains sur la libéralisation des échanges commerciaux entre les deux pays. Avec de fortes réserves, par contre, il va sans dire.

M. Bourassa résume ces réserves en une phrase: « En autant que cela n'aïlle pas contre les intérêts du Québec ». Son homologue ontarien David Peterson entretient à peu près les mêmes réserves pour sa province et les deux hommes n'ont guère mis de temps à s'entendre pour former alliance.

Ceux-ci croient que le gouvernement fédéral ne pourra signer de traité canado-américain sans que ce traité ne soit ratifié par les provinces selon une formule qui reste à déterminer.

Selon M. Bourassa, il se pourrait que cette formule rencontre justement l'une des conditions que pose le Québec pour

adhérer « dans l'honneur et l'enthousiasme », à l'Acte constitutionnel canadien, ainsi que l'a souhaité Brian Mulroney.

Cette revendication, c'est le droit de veto. Les quatre autres revendications constitutionnelles du Québec sont connues et elles sont dans l'ordre:

- reconnaissance, dans le préambule de la Constitution, du Québec comme société distincte;

- participation des provinces aux nominations des juges de la Cour suprême;

- limitation du pouvoir de dépenser du fédéral;

- et juridiction du Québec en matière d'immigration.

Le fest d'Edmonton

Autant M. Bourassa peut être confiant que son alliance avec le gouvernement ontarien ne sera pas éphémère, autant est-il confiant de voir ses autres partenaires canadiens accepter les revendications constitutionnelles du Québec. Surtout que M. Peterson a de lui-même abordé cette question lors des entretiens qu'ont eu les deux hommes depuis le retour au pouvoir de M. Bourassa.

« Je suis confiant, a-t-il déclaré, à cause de la question du libre-échange qui ramène celle de la ratification d'un traité; à cause de la volonté du reste du Canada d'essayer de régler le problème du Québec; et à cause de l'intérêt des conservateurs (fédéraux) de faire adhérer le Québec à l'Acte constitutionnel de 1982. »

Il estime cette confiance d'autant plus justifiée qu'elle tient à trois raisons plutôt qu'une. Par contre, M. Bourassa émet une réserve en ce qui a trait à la réaction formelle qu'auront ses collègues des provinces lors de la rencontre des premiers ministres à Edmonton, du 11 au 14 août prochains.

« Cette rencontre en Alberta, c'est un test important et je pourrai alors voir jusqu'où les premiers ministres sont prêts à aller avec les cinq revendications du Québec ».

Sans avoir sondé les reins et les coeurs de tout un chacun, M. Bourassa estime que son gouvernement est mieux placé que ne

l'était le précédent gouvernement du Parti québécois. « Ce qui aide, c'est que nous, on parle de cinq conditions. Pas de 25 ni de dix-huit ».

Bien sûr, l'augmentation des pouvoirs du Québec en matière de main-d'oeuvre et de relations internationales a son importance. « Mais ça viendra après, sans rien brusquer ».

Robert Bourassa possède également un avantage que n'ont pas ses homologues: il lui reste presque quatre ans au mandat que lui ont confié les Québécois le 2 décembre dernier et cela le place en position de force. Surtout que face à l'actuel gouvernement conservateur de M. Mulroney il y a l'aspirant premier ministre canadien John Turner et son Parti libéral du Canada qui viennent d'effectuer un tête-à-tête exemplaire en matière constitutionnelle.

Est-ce à dire qu'il plairait davantage à M. Bourassa négocier l'adhésion du Québec au Canada Bill avec M. Turner? De là à répondre par l'affirmative, il y a un pas qu'il n'ose franchir.

« Je ne peux me prononcer, dit-il. M. Mulroney s'est engagé, à Sept-Îles lors de la campagne électorale de 1984, à y faire adhérer le Québec dans l'honneur et l'enthousiasme. Avec les positions récentes de M. Turner, il est maintenant assuré que les deux grands partis fédéraux sont intéressés à intégrer le Québec à l'accord constitutionnel. Mais pour les 30 prochains mois, c'est avec le gouvernement conservateur que cela se passe! »

La « société » québécoise

Enfin, M. Bourassa a expliqué avoir volontairement opté pour le mot « société » plutôt que le « peuple » du Parti québécois à être inscrit au préambule de la Constitution, parce que le deuxième est trop restrictif.

« La société distincte, c'est l'ensemble de nos institutions et cela recouvre davantage les réalités québécoises que ne l'indique le mot peuple. »

Et selon lui, si cela est accepté par ses partenaires canadiens, chaque fois que le judiciaire aura à interpréter le partage des pouvoirs en matière culturelle, « on devra en tenir compte ».

Affichage: le français obligatoire mais pas nécessairement prioritaire

■ QUÉBEC — La prédominance du français dans l'affichage pourrait se résumer à l'obligation de l'utiliser. Et ce, à l'exclusion de toute contrainte supplémentaire quant à l'importance relative du français — la grosseur des lettres! — par rapport aux autres langues employées.

MARIO ROY
de notre bureau de Québec

Robert Bourassa n'écarte pas cette hypothèse même si elle n'est pas vraiment conforme à la résolution adoptée, il y a une semaine, par le conseil général de son parti. Les militants libéraux avaient alors convenu de donner au français « une place supérieure à toute autre langue », en se référant clairement à l'espace physique accordée au français sur les affiches.

« Je souhaiterais, si possible, trouver une formule qui respecte le programme libéral mais... on décidera en fonction du jugement de la Cour d'appel », prévoit le premier ministre.

Toutefois, le salut pourrait aussi venir d'ailleurs.

« On me dit qu'il y a des gens à Montréal qui ont trouvé une formule. Il y a des élections qui s'en viennent à Montréal, et ça va faire partie du débat. On va voir ce qui va résulter du débat municipal sur cette question-là... En somme, est-ce qu'il y a un moyen que le français, en plus d'être obligatoire, soit également prioritaire dans la présentation sans que ça devienne un cauchemar bureaucratique », ajoute-t-il.

En fait, l'image qui hante M. Bourassa, c'est celle d'une armée d'inspecteurs munis d'échelles et de rubans à mesurer, débarquant dans les rues de l'ouest de Montréal...

Cela rappelle de douloureux

souvenirs: les tests prévus par la Loi 22, par exemple, une bien sombre époque pour les libéraux.

« À l'intérieur du Parti libéral, il y a un fort courant nationaliste. En dépit de quoi, personne ne me dit qu'il faut garder l'affichage unilingue français. Par contre, certains me disent: ne rouvrons pas le débat parce que ça va être encore des affrontements! », rapporte le chef libéral.

Celui-ci se dit néanmoins convaincu que cet Xième épisode du débat linguistique ne provoquera pas de problème majeur, et qu'aujourd'hui, « il y a une possibilité d'amender la loi sans mettre en danger la paix sociale ».

Des épines au pied

Quoi qu'il en soit — qui a dit que l'histoire se répète? — le problème de la langue aura enfoncé une épine au pied du premier ministre Bourassa dès les premiers six mois de son retour au pouvoir.

Ce n'est pas la seule.

Il y a aussi le dossier des enquêteurs spéciaux de l'aide sociale, un dossier potentiellement explosif « dont je parle avec Pierre Paradis (Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu) trois ou quatre fois par jour. Vous savez comment je suis les dossiers de près lorsqu'ils deviennent un peu chauds... ou tièdes », corrige immédiatement M. Bourassa.

Mais une bonne vingtaine de groupes ne se sont-ils pas prononcés contre ces visites qui, selon eux, briment les droits de la personne?

« Je me souviens que quelques-uns de ces groupes s'étaient prononcés contre la Baie James en invoquant les droits des autochtones. J'ai jugé au mérite et j'ai procédé. Alors?... »

Le premier ministre poursuit: « Mes députés, qui sont sur le terrain, me disent que la majorité des électeurs sont en faveur d'une action du gouvernement pour essayer d'atténuer la fraude. Même des assistés sociaux sont d'accord avec ça, parce qu'ils se rendent compte qu'ils peuvent être privés de prestations plus importantes si la caisse est vide ».

Reste qu'il y a des expressions qui font mal. Les « boubous-macoutes » par exemple. Ou la « taxe sur les enfants », la trouvaille du député péquiste de Gouin, Jacques Rochefort, qui a ainsi désigné l'éphémère solution trouvée par Thérèse Lavoie-Roux pour financer les soins dentaires destinés aux enfants.

L'abandon de cette première solution ne doit pas être interprétée comme un recul du gouvernement, jure Robert Bourassa.

« C'était une hypothèse émise à la suite d'une fuite », explique-t-il. « Mais nous avons regardé ça. Mme Lavoie-Roux, M. Lévesque et moi-même; et nous nous sommes rendus compte que, pour aller chercher \$16 millions, il nous faudrait tout refaire les formules d'impôt, tout revoir le système fiscal. Alors nous avons préféré trouver une autre solution. »

Qu'y a-t-il d'autre? « Il y a une chose dont je suis particulièrement heureux », conclut Robert Bourassa.

« La construction: ça, je suis content que ce soit réglé. Parce que ça m'inquiétait, j'avais peur que le climat se détériore et qu'à cause de ça, ce soit très difficile de rétablir le climat par la suite. Mais les gens sont rentrés au travail, et je n'ai pas entendu beaucoup de protestations... »

LA CRÉATURE LÉGENDAIRE DU LAC MEMPHRÉMAGOG

Magog et Newport à la défense de « Memphré »

MAGOG (PC) — Baptisée Memphré, avec un accent aigu en français comme en anglais, la créature légendaire du lac Memphrémagog a reçu une reconnaissance officielle et internationale des villes de Magog et de Newport (Vermont).

C'est au cours d'une cérémonie réunissant plus de 200 personnes que les maires Antonio Lacasse, de Magog, et Michael Bresette, de Newport, ont entériné par voie de résolution unanime de leurs conseils une entente solennelle visant à protéger Memphré.

Les deux villes encouragent donc toutes recherches scientifiques internationales qui pourraient conduire à la découverte de l'existence d'une ou de plusieurs créatures inconnues à ce jour dans le lac Memphrémagog.

L'engagement de ces deux municipalités qui sont situées à chaque extrémité du lac international, va beaucoup plus loin. On demande en effet que Memphré soit déclaré « espèce protégée » par les gouvernements supérieurs des deux pays dans le but de défendre cette créature d'éventuels prédateurs humains mal intentionnés.

Un OMNI...

Par ailleurs, les deux villes encouragent le public et la communauté scientifique à rapporter tout fait relié aux apparitions de Memphré (ou de tout objet marin non-identifié : OMNI) à la Société internationale de dracologie du lac Memphrémagog (SIDLM).

C'est à l'initiative de cette société que Magog et Newport ont été venues à cet accord. Le but de la démarche du président de la SIDLM, M. Jacques Boisvert de Magog, est simple : « Si Memphré existe comme en témoignent une centaine de personnes depuis 1816, il doit être protégé de la malveillance ou de toute curiosité mal intentionnée ».

De son côté, le maire de New-

port, M. Michael Bresette estime que la reconnaissance d'un statut à cette créature mythique va permettre à toutes les personnes qui ont été témoins des phénomènes inexplicables sur le grand lac Memphrémagog de trouver un interlocuteur à qui rapporter leurs observations : « C'est leur rendre service et aussi permettre de regrouper des événements étranges. C'est dans ce but que Newport a collaboré à cette entente, car je reste très sceptique quant à l'existence d'une créature légendaire. »

M. Bresette ajoute toutefois que l'enthousiasme des promoteurs du projet, M. Jacques Boisvert de Magog et Mme Barbara Malloy de Newport, force son scepticisme : « Ce que je constate surtout, c'est que l'amour des gens pour le Memphrémagog est aussi fort des deux côtés de la frontière. Je me laisse convaincre par tant d'ardeur. »

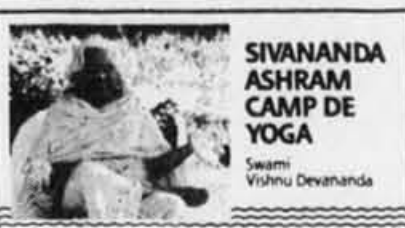
C'est aussi ce qu'exprime le

maire de Magog, M. Lacasse voit de plus dans la reconnaissance de Memphré un attrait touristique pour toute la région entourant le lac Memphrémagog : « Si Memphré existe, nous devons accorder à cette sympathique créature le droit d'exister, surtout qu'il représente un double intérêt scientifique et touristique. Je ne doute pas que des visiteurs viendront dans la région

cet été spécialement dans l'espoir d'apercevoir Memphré. »

Mais Memphré ne fera pas plutôt fuir les touristes effrayés de se retrouver confrontés à une créature aussi étrange? « Pas du tout », s'objecte M. Boisvert. Si Memphré est aussi gros et aussi puissant que les témoignages le font penser, il faut aussi croire qu'il est sympathique puisqu'il ne s'est jamais attaqué à l'homme. Nous pensons même que sa timidité et sa discrétion lui ont même souvent sauvé la vie ».

C'est d'ailleurs pour épargner à Memphré une rencontre malencontreuse avec quelque maniaque de la gâchette que la Société internationale de dracologie du lac Memphrémagog a demandé et obtenu en partie une protection adéquate de la créature.



"La santé est la richesse, la paix mentale est le bonheur, le yoga montre le chemin".

VACANCES DE YOGA

Améliorez votre santé et votre bien-être par des techniques traditionnelles: Exercices appropriés, respiration correcte, alimentation saine, relaxation et méditation.

VACANCES DE YOGA DE \$30 PAR JOUR

Le programme comprend : Classes de Yoga ■ Méditation ■ Sauna ■ Piscine ■ Repas végétariens ■ Logement

POUR UNE BROCHURE GRATUITE EN COULEUR TÉLÉPHONÉZ OU ÉCRIVEZ AUJOURD'HUI!

Sivananda Ashram Camp de Yoga
8ème Avenue, Val Morin, P.Q. J0T 2R0
(819) 322-3226 (514) 279-3545



ATTENTION... ATTENTION... ATTENTION...
Ouvert le samedi et le dimanche

AUSSI FINANCEMENT 7%

Rénovation L'Acadie rembourse la différence entre le taux obtenu de votre banque ou caisse populaire et 7% durant 1 an. Applicable sur un prêt hypothécaire de 1er rang d'un terme de 1 an ferme, amortissement de 1 à 25 ans au choix. Remboursement applicable sur le montant de la vente.

Rénovation L'Acadie

9725, boul. de l'Acadie
337-0702

EXPO-CUISINE

25% DE MOINS 86

QUE NOTRE LISTE DE PRIX SUGGÉRÉS SUR NOS CUISINES EN MÉLAMINE

Salle de jeux rabais 15% Salle de bain rabais 20%

HEURES D'OUVERTURE:

Samedi et dimanche de 10h à 17h
Du lundi à mercredi de 9h à 18h
Jeudi et vendredi de 9h à 20h

Aussi disponibles:

rajout tout genre de travail

33% D'ESCOMPTE



HABITS VESTONS PANTALONS
Épargnez 33% sur le prix régulier. Quantités limitées.

GIANTONIO
LE MAÎTRE TAILLEUR ITALIEN

7396 St-Hubert
271-5771
VISA - MASTERCARD - AMERICAN EXPRESS

MERCREDI DANS CONSUMMATION



Le motocyclisme de tourisme
par François Béliveau

la presse



PISCINES ENTIÈREMENT RECOUVERTES DE VINYLE
Comprenant: mur, structure, garantie 15 ans et équipement complet; filtre Jacuzzi écumeur, échelle sécuritaire ou deck, nécessaire d'entretien, sable, plomberie, pôle télescopique, crochet et thermomètre.

OFFRE BONI 40 kg. vous déboursez \$12995 et vous recevez un coupon boni H.T.H. Olin Corp. \$1400

hth NET WT 40 kg **VOTRE CÔÛT RÉEL \$11595**

Tête de balayeuse triangle TV 8 **SPÉCIAL 8995**

juin

Jeux ballon panier ACM 30 **SPÉCIAL 995\$**

CHAISE FLOTTANTE Modèle ACM 38 **SPÉCIAL \$3995**
RAMASSÉ FEUILLES SK 01 **SPÉCIAL \$399**

Nous installons nos piscines nous-mêmes PAS DE SOUS-ENTREPRENEUR

\$29999 Toit et coussins inclus

\$72900

\$39999

• 2 chaises à position
• 4 chaises empilables
• 1 table ovale
• 1 parasol 7' en textilène
• 1 base de plastique

• 4 chaises empilables #7060
• 1 table ovale cosmos #7062
• 1 parasol 6' textilène #8060
• 1 base plastique
• 4 coussins textilène #1000 inclus #81000

\$39999

100% RÉSINE DE SYNTHÈSE GARANTIE 3 ANS
Plusieurs marques connues ROVERGARDEN, GROSFLEX, KETER et plusieurs autres

LES PISCINES P'ÉVI

- FABREVILLE**
515 boulevard Labelle
622-9801
Autoroute 15, sortie 14
boul Labelle sud
- CHÂTEAUGUAY**
115 boul. St-Jean-Baptiste
698-2210
Au sud du boulevard Anjou
- ST-LÉONARD**
6852 est. Jean-Talon
255-7014
Boul. Métropolitain sortie Langelier
sud voisin des meubles Pascal
- VILLE LEMOYNE**
2500 boul. Taschereau
465-7701
Au nord de l'hôpital
Charles Lemoyne
- DANS L'OUTAOUAIS**
ARRA CHEMICAL
1800 Merval Rd
Nepean, Ontario
727-0111
- 5350 Canotek
Gloucester, Ontario
745-7550

Les quantités sont limitées
Les photos et dessins peuvent différer
des articles en vente

Heures d'affaires
Lundi au vendredi 9h à 21h
Samedi et dimanche 9h à 17h



Un diplomate espion trahissait la France pour les yeux d'une bien curieuse Chinoise

PARIS (AFP) — Étonnant procès que celui qui s'est tenu les 5 et 6 mai devant les Assises de Paris: un diplomate espion qui trahissait la France pour les yeux d'une Chinoise qui en réalité était un Chinois; un acteur d'opéra — mystificateur génial ou victime tragique d'une société chinoise interdisant l'homosexualité — qui ne paraît pas savoir s'il est un homme ou une femme; un enfant qui ne peut être le fruit de cette union rocambolesque et qui pourtant existe et dont l'acteur a affirmé tour à tour être le père, la mère et enfin l'oncle; et pour couronner le tout, des documents confidentiels éparpillés dans une ambassade ouverte à tous vents, où il suffisait de se baisser pour ramasser des « secrets » d'Etat.

Un mauvais film de série B

Le décor plante, l'assistance incrédule, incommodée par

une chaleur suffocante, se demande si elle ne rêve pas, si elle se trouve bien dans une cour d'Assises et non dans un mauvais film de série B.

ELISABETH ZINGG

Les deux inculpés, Bernard Boursicot, 42 ans, un ancien employé du Quai d'Orsay, en prison depuis son arrestation en juillet 1983, en costume gris, cravate rayée jaune et vert, le regard presque goguenard, et l'acteur Shi Peipu, 48 ans, perruque noire, les traits aristocratiques, prématurément vieilli par un infarctus, en liberté conditionnelle depuis février 1984, sont assis côte à côte, répondant aux questions du président de la juridiction spéciale de la Cour d'Assises par des explications quasi inaudibles.

Leur invraisemblable histoire a débuté en 1964 lorsque Boursicot qui ne possède pas

même son baccalauréat, se présente au Quai d'Orsay.

« Vous savez, explique-t-il amusé au président de la Cour, Xavier Versini, il existe deux façons d'arriver au Quai. Ou par concours ou par concours de circonstances. »

Affecté comme comptable à la toute nouvelle ambassade de France à Pékin en octobre 1964, il rencontre bientôt Shi qui, à 26 ans, est la coqueluche des milieux artistiques de Pékin, membre de l'association des écrivains de Pékin et neveu du vice-ministre de la Culture.

Enigmatique, Shi qui joue indifféremment des rôles masculins et féminins, conformément à l'enseignement du grand maître Mei Lanfang, « avoue » à son ami être en réalité une femme.

« Nous avons des relations sexuelles très furtives, dans le noir, on était tout le temps surveillé par les Chinois, il m'a même à plusieurs reprises montré le sang de ses règles... », déclare Boursicot à l'audience.

Une paternité miraculeuse

Après son départ de Pékin, en 1965, le diplomate apprend qu'un enfant, nommé Shi Dudu — également présent au procès —, est né de leur union.

Naïveté, ruse ou « coup machiavélique » comme le dira Boursicot lui-même à l'audience, il n'en reste pas moins pendant près de 20 ans, le Français croit dur comme fer à cette fable.

« Je n'ai jamais dit que j'étais le père ou la mère de Shi Dudu », rétorque Shi Peipu d'une voix éteinte, par l'intermédiaire d'une interprète, contrairement aux déclarations qu'il a faites durant l'instruction.

Il explique sans se troubler qu'il a recueilli le sperme de Boursicot dans une boîte réfrigérée qu'il a remise à un certain docteur Ma pour que celui-ci le fasse féconder par une



MM. Boursicot et Shi Pe Pu impliqués dans une affaire d'espionnage franco-chinoise, liée selon l'enquête de la DST (contre-espionnage) à une affaire de mœurs, comparaissent devant la Cour d'Assise de Paris, pour le premier jour de leur procès le 5 mai dernier.

autre femme. Deux ans plus tard et moyennant une somme de 3.000 yuans (environ \$1400), le médecin lui apportait un enfant qu'il confiait à une nourrice.

« Dites à Shi qu'il ne doit pas nous prendre pour des gens aussi retardés que Boursicot », s'écrie le président Versini qui contrôle mal son agacement.

En réalité, il apparaîtrait que Shi Dudu, le cheveu légèrement crépu, le visage sombre, ait été acheté peu après sa naissance dans la région du Sinciang, dans l'extrême ouest de la Chine, où vivent des populations turco-mongoles.

Documents confidentiels

Le roman pourtant ne s'arrête pas là. En 1969, Boursicot, de retour à Pékin comme archivist, accepte de fournir des

documents confidentiels à un mystérieux M. Kang, afin de pouvoir continuer à voir Shi, alors que la Révolution culturelle bat son plein, avec son cortège d'exces et d'exactions commises par les Gardes rouges.

Nouvelle éclipse de Boursicot qui quitte la Chine en 1972. Il y revient en 1977, en route pour Oulan Bator, en Mongolie Extérieure, où il s'apprete à occuper le poste d'homme à tout faire de l'ambassade de France. Durant deux ans, il fournit aux Chinois l'essentiel des documents transmis par la valise diplomatique et qui, remarque-t-il mi-figue mi-raison lors du procès, n'étaient pas même conservés dans un coffre fermé à clé, mais éparpillés un peu partout, dans une ambassade laissée aux bons soins du personnel mongol six mois surdouze.

Parmi les documents confidentiels transmis aux Chinois, l'acte d'accusation mentionne des dépêches portant sur la politique céréalière de l'Union soviétique, la politique étrangère de la Mongolie Extérieure mais aussi sur la fourniture d'un seau à glace ou d'un plateau à fromages.

Les sept magistrats devant lesquels comparaissent les deux hommes n'ont pas ri ni même souri, et au bout d'une heure de délibérations, ont rendu leur verdict: six ans de prison pour les deux, alors que l'avocat général réclamait une peine de cinq ans pour Boursicot et une peine laissée à l'appréciation de la Cour pour son complice, qui deux jours plus tôt, était encore en liberté. A l'enoncé des condamnations, ce dernier n'en a pas cru ses oreilles et il a perdu sa perruque.



Shi Dudu, le prétendu fils de Boursicot, avait apparemment été acheté peu après sa naissance, il était également présent au procès.

HUSUM (RFA) (AFP) — La pauvreté existe aussi dans l'opulente RFA qui se targue d'afficher les meilleurs résultats économiques du monde occidental. Et les drames liés à la pauvreté s'y rencontrent, endurés en silence, comme l'histoire de ces six enfants, abandonnés à leur sort dans un petit village près de Husum (extrême nord du pays) par leurs parents en fuite, et qui a ému l'opinion publique.

NICOLE MARTICHE

Tout a commencé un jour de fin mars quand Piroshka, une fillette de 11 ans, sonne à la porte de sa voisine, son frère de neuf mois Imanuel dans les bras. Le bébé a les paupières fermées, collées par la saleté.

Piroshka explique que ses parents l'ont abandonnée avec cinq autres de ses frères et sœurs, n'emmenant dans leur fugue que trois de leur neuf enfants. Depuis cinq jours, étant la plus âgée, elle nourrit Claudio (8 ans), Ieamia (5 ans), Fatima (5 ans) de boîtes de soupe

Le martyre des enfants Wendt

de haricots et d'oeufs brouillés. Pour Menoschjem (2 ans) et Imanuel, elle préparait de la bouillie.

Les provisions épuisées, la maison devenue glaciale, la fillette se décide à alerter le voisinage qui prévient aussitôt le bureau d'aide sociale tandis que la police entreprend des recherches pour retrouver le couple disparu.

L'étrange M. Wendt

Les révélations sur la vie et le martyre des enfants Wendt vont commencer. Le bureau de protection de la jeunesse connaissait depuis longtemps la situation très précaire de la famille mais lui était difficile d'agir: celle-ci avait toujours refusé la moindre aide publique. « Si une assistante sociale pénètre chez moi, je tue toute ma famille », avait prévenu le père Wolfgang Wendt, un homme de 36 ans qui se disait aveugle et se dissimulait tou-

jours derrière des lunettes noires.

Il avait émigré de RDA en 1978 avec sa femme Irmgard. Elle était cuisinière, lui travaillait à la chaîne dans une usine. Déjà en Allemagne de l'Est, Wendt passait pour une personne instable, une fois appartenant à l'Eglise catholique, une fois à l'Eglise protestante, une fois inscrit au Parti communiste (SED), une fois exclu.

A peine arrivé à l'Ouest, il raconte sur son sort des histoires des plus rocambolesques: il était, prétendait-il, un agent de l'Occident en RDA et la RFA l'avait racheté pour la somme mirobolante de 60.000 DM (environ \$26.000).

Ses parents vivant à l'Ouest, excédés, rompent tout contact avec lui. Aussi, déçu de l'Eldorado occidental dont il s'était fait une autre idée, Wolfgang Wendt repasse à l'Est avec femme et enfants. Mais il n'y reste

que quatre jours dans un camp de transit près de Iena, la RDA ayant pour principe de ne pas réaccepter les candidats à l'émigration quand ils demandent à revenir.

La famille Wendt va donc s'installer sur la côte de la mer du Nord, dans une petite maison. Sur les photos de famille, les enfants avaient l'air souriants. En fait, ils étaient battus et mal nourris, raconte leur grand-mère Frieda qui ne faisait même plus le voyage depuis la RDA pour venir les voir car elle avait peur des menaces de son propre fils.

Un camarade d'école, Bernd, ajoute que son amie Juanita, 9 ans — une des trois filles emmenées par les Wendt dans leur fugue — grattait toujours les sièges du car de ramassage scolaire. « Elle cherchait les miettes de pain. Je pensais qu'elle était un peu simple d'esprit mais je réalisais mainte-

nant qu'elle avait faim », explique-t-il.

Wolfgang Wendt avait des hobbies coûteux: il possédait des appareils de radio et une chaîne stéréo très sophistiquées, incompatibles avec les 3.000 DM (environ \$300) de revenus de la famille, allocations familiales et pensions d'invalidité du père réunies, ajoute sa mère.

Le martyre des enfants Wendt

Il battait souvent ses enfants et avait toujours à la portée de la main un fouet. Quand Maria, une religieuse de la paroisse qui avait organisé des collectes de vêtements et de jouets pour les Wendt après la naissance de leur sixième enfant Ieamia, s'indignait des corrections infligées aux enfants, ceux-ci la rassuraient: « J'ai été impolie. Je méritais d'être battue », lui disait gentiment la petite Piroshka.

Outre les châtiments corporels qu'il leur infligeait, Wolfgang Wendt avait pour jeu préféré de faire courir ses enfants à quatre pattes, comme des lapins, entre deux poteaux plantés dans le jardin de la maison et de les chronométrer. Le reste du temps, les enfants devaient rester enfermés. La soeur aînée, Jacqueline, était chargée de s'occuper d'eux. Les repas n'étaient guère variés: oeufs ou bouillie.

La police recherche toujours Wolfgang et Irmgard Wendt et leurs trois enfants. Ils ont été repérés sur l'île de Crète où leur fille Jacqueline a été prise en train de voler dans une boutique. Mais pour se soustraire aux poursuites, la famille a réussi à quitter l'île par le bateau et à gagner Athènes. Elle a ensuite acheté un billet de train pour Munich mais les enquêteurs ont perdu sa trace. Quant aux six enfants abandonnés, qui réclament souvent des nouvelles de leur famille, ils ont été confiés à une institution religieuse.

Nanni Moretti, justicier ou héritier du cinéma italien ?

PARIS (AFP) — Grand, mince, un visage de Christ, Nanni Moretti, 33 ans, scénariste, réalisateur et acteur principal de ses cinq films d'auteur, est l'enfant chéri du cinéma italien.

AGNÈS DRONNIKOV

Moretti vient d'obtenir l'Ours d'argent au Festival de Berlin pour son dernier film « La messa è finita » (« La messe est finie »). « Je suis fatigué d'entendre dire que mes films ne peuvent pas passer la frontière, dit-il. J'ai vérifié avec le prix reçu à Berlin qu'une oeuvre personnelle pouvait devenir internationale. »

En effet, Nanni Moretti a toujours fait ses films tout seul, avec peu d'argent, aidé par des amis acteurs ou producteurs — son premier film « Io sono un autarchico », (« Je suis un autarchique »), réalisé à 23 ans, a été tourné en super huit, sans budget et gonflé en 16 mm pour passer avec succès dans les ciné-clubs puis sur les écrans italiens et internationaux.

Le jeune réalisateur ne se reconnaît pas dans le cinéma italien tel qu'on l'apprécie en France, en Allemagne et partout dans le monde. « On porte un grand intérêt au cinéma ita-

lien qui ne le mérite pas. Mais c'est un stimulant pour nous tous, réalisateurs italiens. Le cinéma italien vit sur sa réputation passée... », dit-il avec un brin de méchanceté et une lueur malicieuse dans les yeux.

Incommunicabilité

En France, où il compte de très nombreux admirateurs, on l'a comparé dans un élan sans doute trop généreux à Woody Allen à propos de son avant-dernier film « Bianca » (1984) l'histoire d'un jeune professeur qui ne trouve pas sa place dans l'existence, qui a peur de vivre et vit à travers les autres. « La messe est finie » (1985) est également l'histoire d'un homme, toujours interprété par Moretti lui-même, un prêtre qui veut aider les autres et qui se heurte à un échec répété car en fait ce ne sont pas les autres qui l'intéressent mais lui-même.

« C'est l'aspect humain qui retient mon attention dans ce personnage de prêtre et non pas le problème théologique », dit Moretti pour couper court à toute discussion sur ce prêtre qui sonne faux par son manque de spiritualité et de charité envers autrui. « Il aime les autres par devoir. Il préfère être écouté que d'écouter les autres. Il est fatigué d'aider son prochain, mais il essaye. »

Dans « Bianca », film « comique et douloureux », selon son auteur, c'est à nouveau l'incommunicabilité, l'homme seul face aux autres. Dans « Bianca », dit Moretti, le personnage que j'incarne a la possibilité de changer mais il refuse. Il nie le bonheur qu'il aurait pu trouver avec Bianca, pour ne penser qu'au bonheur des autres. »

Narcissique

Très narcissique et fier de l'être, Nanni Moretti est toujours au centre de ses films dont il tient le rôle principal: la plupart du temps, celui d'un personnage en lutte contre tous et parfois contre lui-même.

Pourquoi ce narcissisme, ces gros plans, ces travellings sur lui. « Je ne sais pas, il faudrait peut-être demander cela à un psychiatre », répond Nanni Moretti sans se départir de son sérieux.

« Mon prochain film aussi sera comme ça, je vais continuer. Je ne sais pas encore de quoi il s'agira. J'ai beaucoup d'idées mais je suis très lent à choisir le sujet, puis à écrire. Je ne suis pas obsédé par la productivité ni par l'efficacité », souligne-t-il.

Ce « factotum » du cinéma raconte le lent processus d'élabo-

ration de ses films: « la période la plus longue est la recherche du sujet. L'écriture du scénario est difficile, il faut travailler avec plus de méthode. Puis le tournage est assez lent parce que je suis à la fois comédien et réalisateur. Il me faut beaucoup de prises différentes pour arriver à ce que je veux. »

Il résume son credo cinématographique: « Je suis pour un cinéma simple, ce qui est plus difficile que de faire un cinéma étrange et excentrique. »

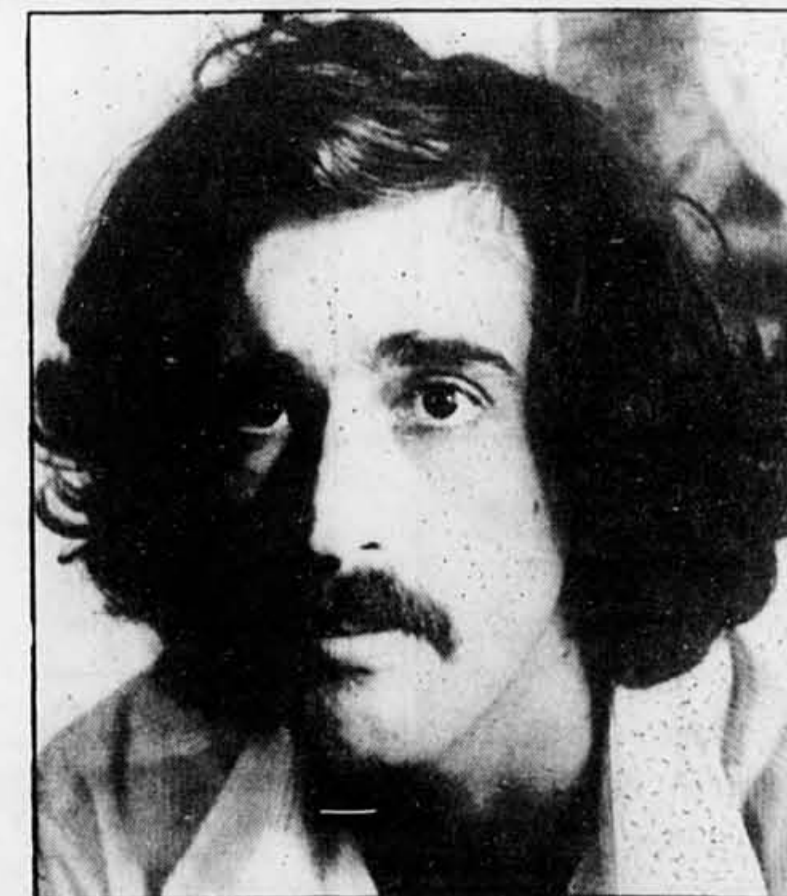
Moretti estime que les films d'auteur ont encore un public à l'heure actuelle malgré et peut-être en raison de la crise générale du cinéma.

« Il faut faire la distinction entre cinéma d'auteur et cinéma commercial. Ce dernier a un rapport plus étroit avec son public, plus de prise... »

L'histoire et le jeu des comédiens

Et Moretti revient à son leit-motiv: « Autrefois le cinéma d'auteur s'interrogeait, maintenant c'est le contraire, le cinéma d'auteur raconte une histoire. » Pour le réalisateur italien, l'important, c'est l'histoire et le jeu des comédiens.

« La télévision a enlevé son public aux films moyens mais



Le jeune metteur en scène Nanni Moretti, 33 ans, révélation du cinéma italien

pas au cinéma d'auteur ni aux films à grand spectacle, style Steven Spielberg. Le cinéma n'est pas en crise en tant que moyen de communication. Il est toujours actuel, très important et vital. »

Il avait le projet de monter une pièce de théâtre américaine. « Mais j'ai eu peur de la jouer, de la mettre en scène.

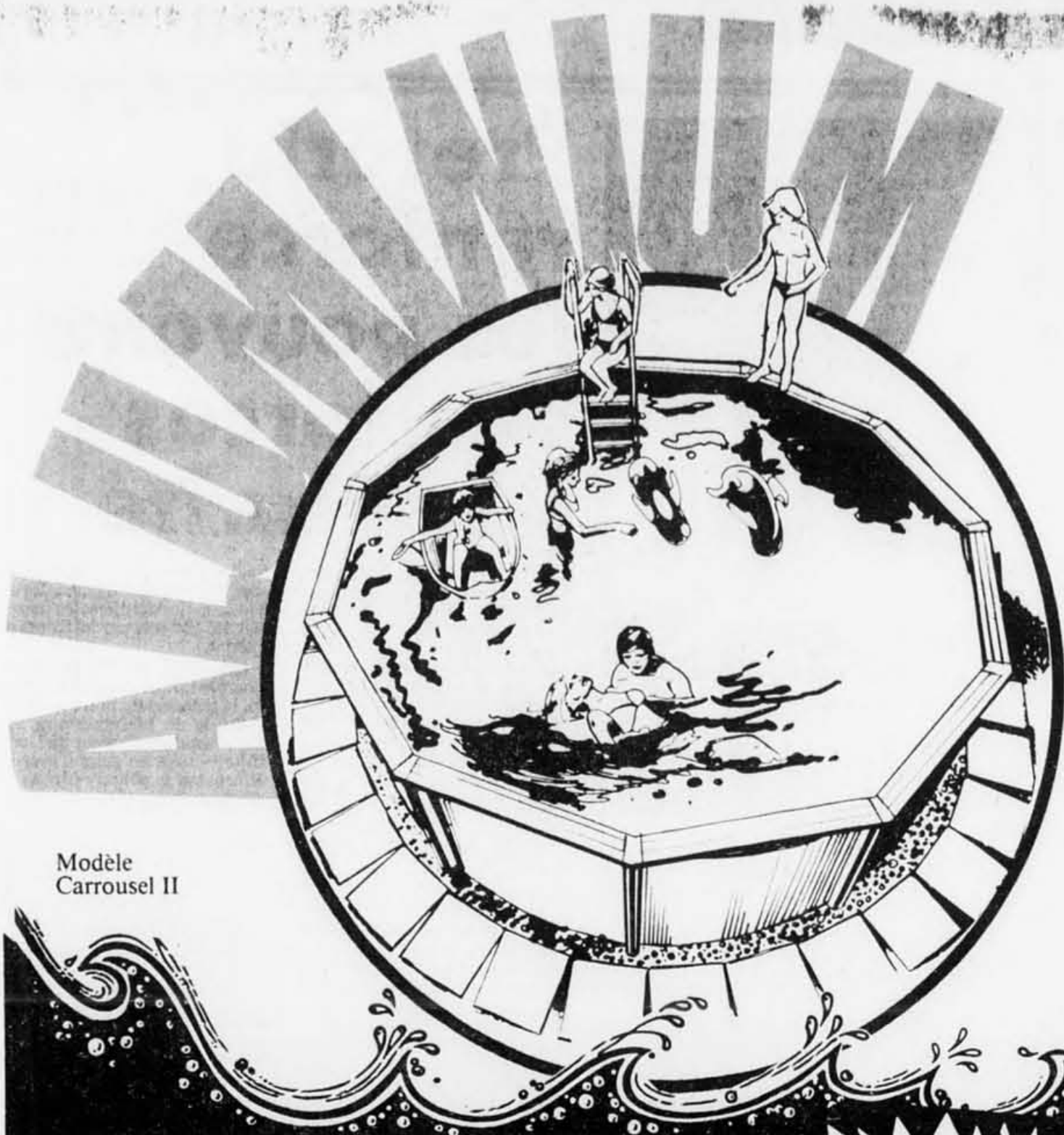
Une sorte de panique m'a pris, alors j'ai abandonné. Je ferai du théâtre quand j'écrirai le texte moi-même. »

Pour le moment, il fait du cinéma, rien que du cinéma. « Peut-être que je sais faire du cinéma. De toute façon, je ne sais rien faire d'autre », conclut-il dans un sourire.

ENFIN UNE TOUTE NOUVELLE PISCINE

Piscines
Dauphin

AU MÊME PRIX QUE L'ACIER



Modèle
Carrousel II

24' TOUT ÉQUIPÉE

AUTRES GRANDEURS DISPONIBLES

**SUPER
SPECIAL VACANCES**
\$1995⁰⁰
AUSI PLUSIEURS SPÉCIAUX SUR MEUBLES
DE JARDIN ET ACCESSOIRES.

Piscines
Dauphin

Bienvenue chez
**Piscines
Unies**

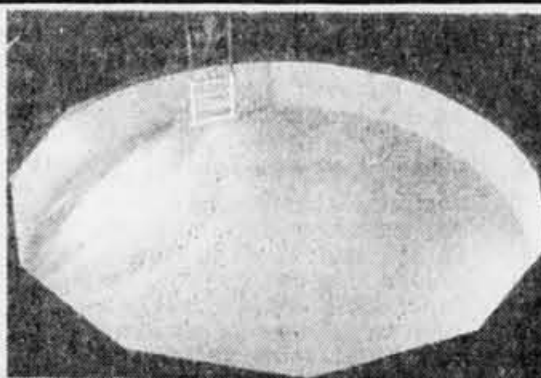
Le Choix par Excellence

Avec **Piscines Unies**
2 GARANTIES

MARCHAND ET MANUFACTURIER

MAXTEMP

Chauffez votre piscine 16 x 32 pi
à 80 degrés pendant 4 mois
pour seulement \$150 par mois
d'électricité.



le NOUVEAU Réflecteur

Un tout nouveau système d'éclairage, avec
des avantages encore jamais vus, pour une
piscine hors-terre neuve ou déjà installée.

- **Aucun trou dans le mur**
- **100% sécuritaire**
- **Facile d'installation**



CHAMBOLLE
18 ÉLÉMENTS
Pour seulement **\$699**

VENEZ VOIR NOS MODÈLES DE PISCINES HORS-TERRE • GARANTIE 5 ANS



Piscines
Dauphin



**A.V.B.
NOUVEAU**

Le modèle
A.V.B. de
Piscines Unies

A: Acier galvanisé z700. Garantie à vie
V: Vinyle vierge (30 mil). Garantie 25 ans (transférable)
B: Bois traité. Garantie 40 ans



VOGUE

Exclusif à
Piscines
Unies

MODÈLE
SELECTION

RENSEIGNEZ-VOUS

sur nos trois modèles de
**BALAYEUSES
AUTOMATIQUES**

- Arneson Pool Sweep
- Kleely Krawly
- Polaris

PROPRIÉTAIRES DE PISCINE

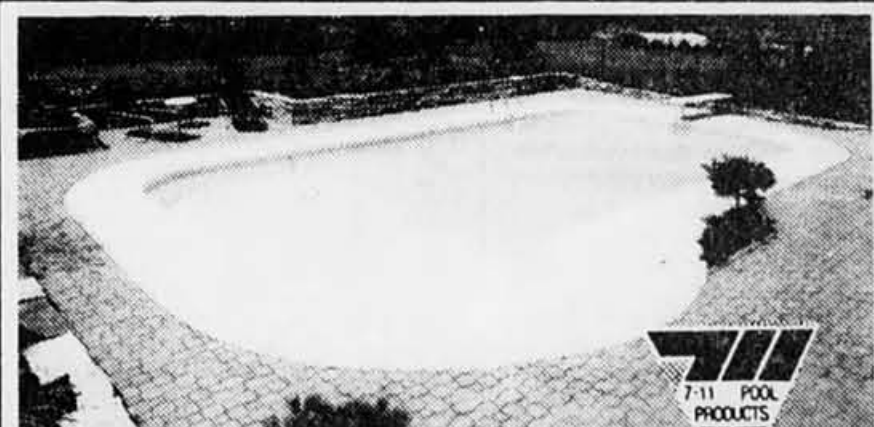


Recevez par la poste un **RABAIS** de **\$700**
Le nouveau chlore sec NTH® à dissolution plus rapide

Quand vous achetez du chlore sec NTH® en
quantité de 15,9 kg. ou 11,4 kg., vous recevez
par la poste un **chèque de rabais de \$7.00 F.C.**

Les nouvelles granules à dissolution plus rapide
vous assurent une eau plus propre et plus claire
pour moins de travail!

Venez dans notre magasin pour recevoir tous
les détails de même qu'un certificat officiel à en-
voyer par la poste.



7-11 POOL
PRODUCTS

LA PLUS IMPORTANTE FRANCHISE DE PISCINES • 37 MAGASINS POUR VOUS SERVIR

Bienvenue chez
**Piscines
Unies**

BATHURST N.B.
2450 St-Peters Ave.
406-546-3301
BROSSARD
7575 boul. Taschereau
514-676-1503
CHAMBLY
1177 Bourgogne
514-658-1949
CHICOUTIMI
1333 boul. St-Paul
418-545-3501

CHOMÉDEY-LAVAL
2009 Autoroute 440
514-682-3100
CORNWALL ONT.
Bolton Mall-Eamers Corner
613-932-0469
COWANSVILLE
608 rue Sud
514-283-2545
DRUMMONDVILLE
777 Mercure
819-377-5558

GRANBY
480 rue Guy
514-375-5525
JOLIETTE
580 boul. Barrette
514-759-3772
L'ASSOMPTION
975 L'Ange-Gardien
514-589-4136
LÉVIS
555 Rte Trans-Canada
418-833-2173

LONGUEUIL
891 boul. Ste-Foy
514-674-3707
ORMSTOWN
1694 Island Road
514-829-2307
PLANTAGENET ONT.
747 Gerard Street
613-673-5418
POINTE GATINEAU
815 boul. St-René
819-568-4454

PRINCEVILLE
235 boul. Baril
819-364-5427
QUÉBEC
1000 boul. Capucines
418-529-0283
QUÉBEC
2825 boul. Hamel
418-648-1795
ROCK FOREST
4401 boul. Bourque
819-564-1529

ROUYN
66 Principale
819-762-7729
SHAWINIGAN
9623 boul. des Hêtres
819-539-6677
ST-BASILE-LE-GRAND
104 rue Morier
514-653-1842
ST-HUBERT
3919 boul. Taschereau
514-676-4020

ST-HYACINTHE
15845 St-Louis
514-773-6634
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
22 Jacques-Cartier Sud
514-347-9833
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
345 boul. Séminaire
514-348-6851
ST-JÉRÔME
2395 boul. Labelle
514-436-9037

ST-LAURENT
2170 boul. Laurentien
514-332-6060
ST-LOUIS DE FRANCE
761 St-Alexi ouest
819-379-6374
ST-MARIE DE BEAUCE
1056 boul. Vachon
418-387-2121
TERREBONNE
1715 Chemin Gascon
514-471-9903

TRACY
402
Marie-Victorin
514-742-8433
TROIS-RIVIÈRES
5825 boul. Royal
819-375-7771
VALLEYFIELD
196 boul.
Mgr-Langlois
514-371-6169

REPÈRE

MEXIQUE La crise en plein Mundial

La frénésie du soccer à laquelle le Mexique est présentement en proie, à l'occasion du Mundial, ne parvient pas à faire oublier la crise — à la fois économique, politique et sociale — qui menace de faire éclater le troisième partenaire commercial des États-Unis.

Cette semaine, le gratin de la finance internationale s'est penché avec inquiétude sur la dette extérieure qui accable ce pays de 78 millions d'habitants, dont le pouvoir d'achat a baissé de plus de 60 p. cent depuis trois ans, tandis que le chômage et le sous-emploi montaient en flèche.

À Washington, les milieux gouvernementaux et bancaires avaient indiqué qu'un accord sur l'octroi au Mexique de nouveaux prêts, atteignant entre \$5 et \$6 milliards US, était imminent. Cette somme ne couvrirait, et en partie seulement, que le service (\$10 milliards US par an) de la dette extérieure mexicaine, évaluée à \$97 milliards US. C'est, après celle du Brésil, la plus forte de celles des pays du tiers monde.

Le temps presse. À la fin de ce mois, le Mexique doit verser, au titre des intérêts courants, \$2 milliards à ses créanciers, principalement des banques américaines. Et ses réserves en devises ne se chiffrent qu'à \$2,5 milliards US!

Mercredi, coup de théâtre: le ministre des Finances, M. Jesus Silva Herzog, démissionne, selon la version officielle. Mais, au dire des observateurs sur place, il s'agissait d'un limogeage.

À deux ans des élections, le président Miguel de la Madrid a écarté celui que beaucoup considéraient comme le candidat le plus « présidentiable » du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis 57 ans. En fait, des divergences semblaient exister entre le président et M. Silva Herzog au sujet de la dette extérieure.

Il faut rappeler que les conditions imposées précédemment au Mexique par le Fonds monétaire international (FMI), pour le remboursement de sa dette, avaient aggravé les difficultés économiques des travailleurs des villes et de la campagne.

Devant les dangereuses pressions de la rue, la commission des Finances de la Chambre des députés avait finalement consenti, quelques semaines après le catastrophique tremblement de terre de septembre dernier, à examiner l'idée d'un moratoire sur le remboursement de la dette.

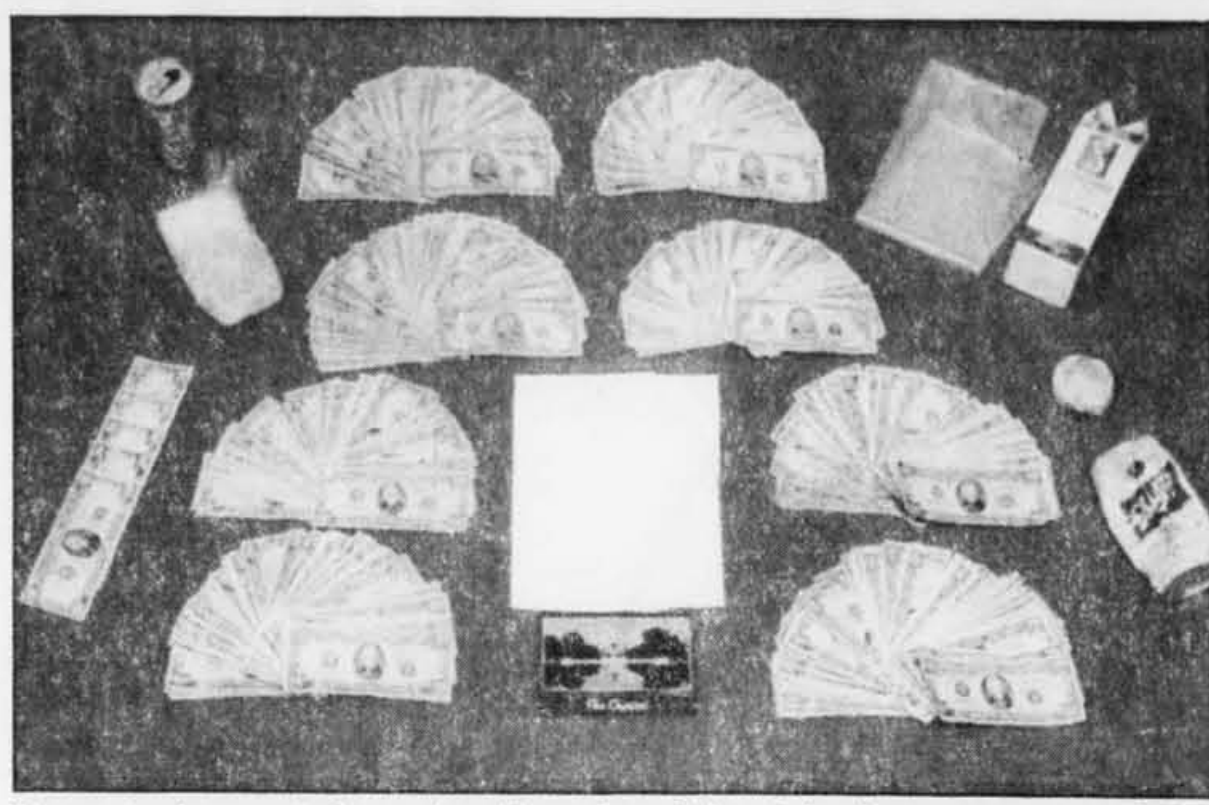
M. Silva Herzog aurait relancé cette idée au cours des présentes négociations avec les créanciers du Mexique, qui sont principalement des banques américaines. Ces derniers posent, avant de leur fournir une nouvelle « aide », de dures conditions aux dirigeants du pays: l'abaissement du déficit budgétaire à 6 p. cent — au lieu de 12 p. cent actuellement — du produit national brut, une plus grande ouverture aux investissements étrangers et la dénationalisation de plusieurs secteurs économiques.

M. Silva Herzog croyait que M. de la Madrid était sympathique à l'idée d'un moratoire. Cette idée qui se répand de plus en plus en Amérique latine, l'hémisphère le plus endetté du monde, est considérée par plus d'un spécialiste comme un moyen d'éviter une explosion sociale.

Ces déchirements surviennent alors que le PRI fait face, sur sa droite, à la montée du Parti d'action nationale (PAN), proaméricain. Quant à la gauche (15 p. cent des électeurs), qui dénonce la fraude électorale, elle vient de décider de former un front commun pour participer aux présidentielles de 1988.

Ainsi, pendant que les olés éclatent dans les stades où se déroule le Mundial, des nuages plus sombres que jamais s'accumulent dans le ciel mexicain. Serait-ce le prélude d'un orage qui va balayer le « système » tant contesté qui s'est enraciné chez le plus important voisin des États-Unis?

Pierre SAINT-GERMAIN



L'argent qui permettait au colonel Izmaylov d'obtenir les documents secrets de la défense nationale américaine. photo UPI

Un agent soviétique surpris à la pêche aux documents

WASHINGTON — Le gouvernement américain a ordonné, hier, à l'attaché aéronautique de l'ambassade d'Union soviétique à Washington de quitter le territoire américain.

« Il devrait quitter les États-Unis bientôt », a précisé M. Redman, porte-parole du département d'État.

L'attaché aéronautique soviétique, le colonel Vladimir Izmaylov, 43 ans, le militaire le plus gradé de l'ambassade, a été arrêté jeudi soir à Fort Washington, dans le Maryland, alors qu'il venait de prendre livraison de « documents concernant la défense nationale des États-Unis hautement classifiés » que lui avait laissés, pour le piéger, un officier de l'Armée de l'Air américaine qui travaillait en fait pour le FBI.

Selon le porte-parole du FBI, M. Dana Caro, les documents que s'étaient procurés l'attaché aéronautique soviétique avaient trait à la « guerre des étoiles », au programme de missiles Cruise et au système anti-radar Stealth.

Cette arrestation « met fin de manière abrupte à une opération de renseignement soviétique agressive au cours de laquelle le GRU (renseignements militaires soviétiques) a tenté d'obtenir des informations secrètes de l'US Air Force », a déclaré M. Caro.

Le ministre-conseiller soviétique Viktor Isakov a été convoqué au Département d'État ou Mme Roxanne Ridgway, secrétaire d'État adjoint chargée de l'Europe, lui a dit que le colonel Izmaylov allait être expulsé.



Le FBI a publié hier cette photo du colonel Vladimir Izmaylov. photo AP

Le colonel Izmaylov, surpris, s'est débattu lorsque les agents lui ont passé les menottes. Il portait un couteau dont il ne s'est pas servi.

DIPLÔMATES

LIBAN-LIBÉRATION: L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) a relâché hier deux des otages français détenus au Liban. Le journaliste Philippe Rochot et le cameraman Georges Hansen ont retrouvé la liberté dans une rue sombre près d'un hôtel du bord de mer, à Beyrouth-Ouest. L'OJR (groupe arabe clandestin) avait revendiqué leur enlèvement le 8 mars dernier. Sept autres Français demeurent détenus au Liban.

LIANCE RÉVOLUTIONNAIRE DÉMOCRATIQUE, Eden Pastora, négocié actuellement son retour au Nicaragua en marge des travaux de l'Internationale socialiste (IS) dans la capitale peruvienne. Selon un communiqué du Bureau ouest-allemand d'information sur le Nicaragua, le président de l'IS, M. Willy Brandt, ex-chancelier de la RFA, serait l'un des interlocuteurs de Pastora.

CHILI-TROUBLES: plus d'une centaine de manifestants ont été arrêtés à Santiago au cours de la quatrième journée consécutive d'agitation contre le régime du général Pinochet. Des professeurs et des étudiants protestaient contre la décision gouvernementale de transférer le contrôle des écoles et des lycées d'État aux municipalités.

HAÏTI-DUVALIER: le gouvernement haïtien a officiellement demandé l'entraide judiciaire de la Suisse à propos des fonds que l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier détendrait dans les banques helvétiques. Dans leur demande, les nouvelles autorités haïtiennes affirment que Duvalier a placé à l'étranger \$36 millions US pendant les trois dernières années de son règne.

NICARAGUA-PASTORA: l'ex-chef du mouvement de guérilla antisandiniste ARDE (Al-

Iran-Opposants: des ressortissants iraniens vivant au Canada et aux États-Unis ont défilé hier à Washington en appelant au renversement du régime de l'ayatollah Khomeiny, qu'ils

accusent de torturer et d'exécuter des prisonniers politiques. Des manifestations semblables ont eu lieu dans 15 pays pour marquer le cinquième anniversaire du « massacre » d'opposants.

ACHILLE LAURO: la troisième journée du procès des auteurs du détournement du paquebot italien Achille Lauro s'est achevée, hier, dans un véritable chahut, alors que deux des accusés palestiniens proféraient des insultes dans la salle d'audience du tribunal de Gènes. Le procureur Luigi Carli a refusé de dire s'il avait été menacé au cours de cette session.

PUNJAB-VIOLENCE: des extrémistes sikhs présumés ont tué neuf personnes et en ont blessé 12, hier, dans l'État du Punjab, en Inde, alors que des entretiens de dernière minute destinés à assurer un échange de territoire avec l'État voisin d'Haryana semblaient au point mort. La date limite de cet échange a été fixée à aujourd'hui.

Pretoria renforce les pouvoirs des forces de sécurité

LE CAP — Le gouvernement sud-africain est parvenu, hier, à faire adopter deux lois renforçant les pouvoirs des forces de sécurité et qui pourraient remplacer l'état d'urgence, alors que les grèves s'étendaient et que six Noirs, dont un enfant de cinq ans, étaient tués au cours des dernières vingt-quatre heures.

seule source d'information officielle sur l'agitation, cinq des six victimes des dernières 24 heures ont été abattues par les forces de l'ordre.

Le conseil présidentiel, organe consultatif rattaché au Parlement, a adopté, hier soir, une loi autorisant le ministre de la Loi et de l'Ordre Louis Le Grange, à déclarer « zone d'émeutes », pendant trois mois ou plus, toute cité noire où il jugerait nécessaires des moyens exceptionnels pour rétablir l'ordre.

Un enfant de cinq ans a notamment trouvé la mort à Soweto, la mégapole noire de la périphérie de Johannesburg, atteint accidentellement par une balle — tirée en guise d'avertissement par la police — qui a traversé une palissade.

Le conseil avait auparavant adopté une loi portant à 180 jours la période de garde à vue. Les deux textes doivent maintenant être présentés au président Pieter Botha, dont la signature équivaut à une promulgation.

Quatre autres Noirs ont été abattus dans une maison de Chesterfield, près de Durban (Natal), dans des circonstances qui n'ont pas été précisées, et la sixième victime a péri au cours de violences entre Noirs.

La loi sur les détentions a été approuvée, à l'issue de huit heures de débats, par 35 voix contre 22, tandis que celle sur les zones d'émeutes ralliait 35 voix contre 21. Les membres du conseil des partis d'opposition blancs ont voté contre, ainsi que les représentants des chambres métisse et asiatique du parlement.

Mercredi soir, le gouvernement a imposé un couvre-feu dans celles de l'est de la province du Cap, un des principaux foyers d'émeutes depuis deux ans, où le cadavre carbonisé d'un Blanc avait été retrouvé auparavant.

C'était déjà l'opposition de ces derniers qui avait empêché les deux textes d'être adoptés par le parlement à temps pour le 10e anniversaire des émeutes de Soweto, le 16 juin, obligeant le gouvernement à saisir le conseil présidentiel.

D'autre part, le mouvement de grève entamé par des centaines d'employés noirs du commerce pour protester contre l'arrestation de leurs dirigeants syndicaux sous l'état d'urgence s'est étendu à d'autres secteurs de l'économie, provoquant des inquiétudes au sein du patronat qui est intervenu auprès des autorités.

Invitation au sabotage

SALVADOR La guérilla bloque les transports

D'autre part, le chef de l'aile militaire du Congrès national africain (ANC), Joe Modise, a invité instamment, hier, la communauté noire à intensifier la lutte contre le gouvernement sud-africain en transformant l'ensemble du pays en champ de bataille. Il a incité les Noirs à saboter les réseaux de communications et de transports. Les industries doivent constituer également des cibles et les grèves doivent être encouragées pour mettre l'économie à genoux, a-t-il dit.

SAN SALVADOR — Un jour après avoir attaqué une des plus importantes bases militaires du pays à San Miguel, la guérilla a lancé hier un blocus des transports dans l'est du Salvador.

En outre, une conférence des Nations unies, réunie depuis lundi à Paris, a exhorté hier les États-Unis et la Grande-Bretagne à ne plus s'opposer à des sanctions contre Pretoria et a souhaité « une action concrète et immédiate » pour mettre fin à l'apartheid.

Ces actions spectaculaires du FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale) interviennent alors que le gouvernement de Napoleon Duarte, appuyé par les États-Unis, et la guérilla se préparent pour une nouvelle ronde de négociations de paix, fin juillet ou début août. En représailles, l'extrême droite a demandé hier au président Duarte de se retirer des négociations.

« Le moyen pacifique le plus efficace de la communauté internationale pour mettre fin à l'apartheid est d'appliquer des sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud », indique le texte.

L'armée a patrouillé hier les routes dans quatre provinces de l'est, dans un effort pour contrer le blocus des transports, le cinquième imposé par la guérilla cette année. Les propriétaires des autobus suivent généralement le mot d'ordre de fermeture de la guérilla, de peur de voir leurs véhicules endommagés.

Selon le bureau gouvernemental d'information, désormais la

Espagne: une démocratie en bonne santé... installée sur un volcan

MADRID — Je sors du bureau de Manuel Escudero, l'un des dirigeants de la campagne électorale socialiste et lui-même candidat au pays basque.

Selon un diplomate étranger, il y a eu pas moins de cinq attentats spectaculaires de l'ETA à Madrid depuis le mois de septembre — l'avant-dernier, dirigé contre un haut magistrat, a échoué de peu. Le précédent a tué cinq militaires.

« À propos, vous êtes au courant? me dit-il avec le plus grand calme. Ils viennent de descendre trois militaires à Madrid il y a deux heures. (Ils: les terroristes de l'ETA basque).



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE à Paris collaboration spéciale

Cela se passe mardi après-midi, dans un quartier résidentiel. Trois jeunes gens armés de mitraillettes arrosent d'une cinquantaine de balles la voiture où se trouvent un commandant, un lieutenant-colonel et leur chauffeur. Tous tués. Les terroristes disparaissent.

Le pays basque lui-même continue d'être agité de soubresauts. L'ETA descend quelques vingtaines de personnes — le plus souvent des membres de la « guardia civil » — par année. La guardia civil espagnole, de son côté, continue de multiplier les bavures. Un militant ETA retrouvé « noyé » il y a trois mois dans des circonstances tout à fait louches. Un autre qui meurt en prison d'une « pneumonie » il y a deux semaines — la guardia civil matraquant à tour de bras (et devant la télévision) les militants qui portent le cercueil.

Le commandant Inestrillas était un homme d'extrême-droite, déjà condamné en 1980 pour un coup militaire raté. Son enterrement, le lendemain, tourne à la manifestation politique, avec saluts franquistes, etc. Le tout à quatre jours des élections législatives. La poudrière basque est loin d'être désamorcée. Avec son corollaire, les « tentations » politiques au sein de l'armée. La tactique de l'ETA étant bien entendu de provoquer les militaires pour les amener à « intervenir »: bref la politique du

De l'avis général, le niveau de terrorisme a diminué par rap-

port aux années 77-81, mais on est loin de la paix civile, malgré une raisonnable autonomie régionale accordée il y a déjà plusieurs années. Les deux formations politiques qui se réclament de l'ETA font dix ou quinze p. cent des voix aux élections. Mais le PNV, qui fait presque la majorité absolue, se déclare lui aussi autonomiste et a une position ambiguë vis-à-vis de l'ETA. Les indépendantistes purs et durs ne sont pas plus de dix ou quinze p. cent, mais le nationalisme et la solidarité basques existent — et chaque brutalité policière les renforce. Dans cette province de deux millions d'habitants, le problème est loin d'être réglé.

(textile, chantiers navals, sidérurgie), et de lutte contre l'inflation (réussie), il a produit un demi-million de chômeurs supplémentaires en quatre ans. « Nous sommes au point de rupture », déclare un lieutenant du centriste Adolfo Suarez. En tout cas, ce même mardi, une réunion électorale socialiste s'est terminée par une bataille rangée avec des chômeurs des chantiers navals de Gijon. (Mais, même s'il est dramatique, ce chômage est vécu à la méditerranéenne: on fait beaucoup de « petits métiers » clandestins, il y a une grande « économie souterraine », et la solidarité familiale joue un rôle de suppléance).

moins en moins nombreux, isolés, surveillés ». Même son de cloche à droite et au centre: « Cette affaire des militaires est finie. La page est définitivement tournée ».

Ajoutons à cela une montée certaine de la délinquance, une véritable explosion de la consommation d'héroïne, qui a atteint d'un seul coup un niveau « américain »: il y aurait de quoi exciter les nostalgiques de l'ordre franquiste.

En tout cas, l'attentat spectaculaire de mardi n'a guère provoqué d'émotion. On en parle à peine dans les cafés. Le quadrillage policier est inexistant, on voit moins d'uniformes qu'un jour normal à Paris.

« Oui, il est sûr que certains geuulent dans les casernes quand on descend des militaires, dit le socialiste Valderrama, candidat à Madrid. Mais les candidats au coup d'État savent que la démocratie a maintenant un prestige inattaquable. Ils n'ont aucune base politique pour agir.

Mercredi soir, dans ce quartier de Malasana, les dizaines et les dizaines de cafés étaient pratiquement vides. Psychose de l'attentat ou de la délinquance? Non: le match Espagne-Danemark au Mundial. A deux heures du matin, une foule déchainée de vingt mille personnes prenait d'assaut la plaza de Cibles. Des chômeurs mécontents? Non, l'Espagne venait de battre le Danemark cinq à un. Malgré la formidable concurrence du ballon rond, la démocratie tranquille de l'Espagne ne se porte pas si mal: tous les grands partis tenaient jeudi soir à la même heure à Madrid leur meeting de fin de campagne. Ballon rond ou pas, il y aura plusieurs centaines de milliers d'Espagnols ce soir pour assister à ces grand-messes de la démocra-

Le SIDA se propage avec rapidité à Los Angeles

■ LOS ANGELES (AFP) — Les nouveaux cas de SIDA déclarés à Los Angeles, en Californie, sont passés de 60 à plus de 100 par mois depuis mars, dépassant ainsi le nombre de cas survenant mensuellement à San Francisco, a annoncé le département américain de la Santé.

Les derniers chiffres disponibles, qui datent d'avril, montrent que 90 nouveaux cas de SIDA ont été déclarés à San Francisco, tandis que la ville de New York faisait état de 239 cas en moyenne chaque mois, depuis le début de l'année, par rapport à 214 cas environ pendant chacun des six derniers mois de 1985.

Il y a quelques jours, les autorités américaines avaient indiqué que le nombre de cas de syndrome immuno-déficitaire acquis décuplerait dans les cinq prochaines années.

Plus de 21 000 cas de SIDA ont été enregistrés aux États-Unis depuis 1981 et plus de la moitié de ces malades sont décédés.

VIENS FAIRE UN PLOUF!



L'AQUA PARC DE LA RONDE

la presse

PRIX RÉGULIER Adulte: 13.00 \$ Enfant: 9.00 \$
 HEURES D'OUVERTURE de 10 h 00 à 18 h 00 de 10 h 00 à 19 h 30
 (jusqu'au 19 juin) (20 juin au 1 septembre)
 POUR INFORMATIONS (514) 876-1491

SUPER CARNIVAL

Ceux qui mènent en fait de bas prix



JOYEUSE FÊTE DE LA ST-JEAN-BAPTISTE

Veuillez prendre note que votre Super Carnaval sera ouvert le 23 et fermé le 24 juin



BOISSONS GAZEUSES

Super C cola, orange ou ginger ale
 caisse de 24 cannettes
 consignées de 10 oz

4.99 + dépôt

Pourquoi payer jusqu'à 7.99 au supermarché?



BOEUF HACHÉ ORDINAIRE
 Prov. de parties fraîches et/ou surgelées

1.83 kg 83¢ lb

Pourquoi payer jusqu'à 3.73 kg au supermarché?



CRÈME GLACÉE Colonial
 cont. de plastique 4 litres

3.99

Pourquoi payer jusqu'à 5.69 au supermarché?



PAINS HOT-DOG OU HAMBURGER
 Super pqt de 12 pains

79¢

Pourquoi payer jusqu'à 1.58 au supermarché?



POPSIDES Assortis bte de 24

1.99

Pourquoi payer jusqu'à 3.29 au supermarché?

LIMONADE SURGELÉE Sunpac
 blanche ou rose bte de 12 oz

3/99¢

Pourquoi payer jusqu'à 3/1.32 au supermarché?



FRITES SURGELÉES Somerdale
 sac de 1 kg

2/1.00

Pourquoi payer jusqu'à 2/1.74 au supermarché?



OEUF MOYENS Canada cat. A 1 dz

99¢

Pourquoi payer jusqu'à 1.44 au supermarché?



DÉTERGENT À LESSIVE Tide
 bte de 6 litres

3.88

Pourquoi payer jusqu'à 6.05 au supermarché?



BRIQUETTES DE CHARBON DE BOIS Feuille d'érable
 sac de 4 kg

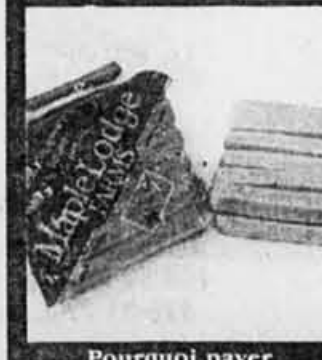
2.69

Pourquoi payer jusqu'à 3.39 au supermarché?

SUCRE BLANC GRANULÉ Lantic
 sac de 2 kg

99¢

Pourquoi payer jusqu'à 1.89 au supermarché?



SAUCISSES FUMÉES Maple Lodge Farms
 emb. de 450 g

88¢

Pourquoi payer jusqu'à 1.39 au supermarché?



COUCHES JETABLES Super C, large pqt de 36 ou extra large pqt de 32

7.99

Pourquoi payer jusqu'à 9.99 au supermarché?

Pascal vous fait part de

LA GRANDE OUVERTURE

La Galerie Bernhardt

Pascal est sur le point de vous faire découvrir un endroit unique... un temple du design: LA GALERIE BERNHARDT. Jamais vous n'avez magasiné dans un environnement

aussi prestigieux et bien adapté aux meubles de première qualité Bernhardt. Pour connaître la fin de l'histoire de l'ouverture de la Galerie Bernhardt chez Pascal... Soyez aux aguêts!

Plus Personnel!

Pascal West (514) 336-7170
 3600, Côte-Vertu, St-Laurent, Québec

Pascal East (514) 254-4971
 6800, Jean-Talon Street est, St-Leonard, Québec

Prix en vigueur à nos magasins de Montréal seulement. Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement, le texte prévaut en tout temps.

Le 26 mai 1986, nous avons demandé à Mme Thérèse Poulin de LaSalle de répéter les achats qu'elle venait d'effectuer au Super Carnaval de LaSalle. Mme Poulin ignorait jusqu'à ce moment qu'elle participerait à une expérience de ce genre. Par conséquent, le choix des articles dépend uniquement d'elle. Mme Poulin a ainsi démontré qu'il lui en aurait coûté 40.10 \$ de plus au Provigo Brouillette, 960 rue Heron à Dorval pour les mêmes articles. Super Carnaval lui a donc permis d'économiser 26.2 %.

SACS GRATUITS... une économie additionnelle
 HEURES D'OUVERTURE: Lundi au mercredi 9h00 à 18h00
 Jeudi et vendredi 8h30 à 21h00
 Samedi 8h30 à 17h00

LASALLE 7401, boul. Newman
 LONGUEUIL 3630, ch. Chambly
 ST-LEONARD 6775, Jean-Talon est
 LAVAL 4400, boul. de la Concorde
 GREENFIELD PARK 1011, boul. Taschereau
 DRUMMONDVILLE 565, boul. St-Joseph

VOS SUPER SUPERMARCHÉS

Craig: la Couronne pourra en appeler de la sentence

La Cour d'appel a accueilli hier, la requête de la Couronne pour permission d'en appeler de la sentence de quatre

GERMAIN TARDIF

ans de prison infligée à l'aviateur William Craig.

Ce dernier s'était reconnu coupable de négligence criminelle et de conduite en état d'ébriété, à la suite de la mort de

trois grévistes qui faisaient du piquetage, le 10 février dernier, à Pointe-Claire.

La requête avait été déposée par Me Ginette Kirouac, substitut du procureur de la Couronne dans cette affaire.

Elle soutenait que la sentence imposée par le juge Jean-Pierre Bonin, de la Cour des Sessions de la paix, était insuffisante, dans les circonstances.

Le juge Marc Beauregard, de la Cour d'appel, a accordé la permission à la Couronne d'en appeler, expliquant que les arguments présentés par Me Kirouac l'avaient convaincu.

Ces arguments faisaient, notamment, allusion aux modifications apportées au Code criminel dans ce genre de crime et aux implications sociales que comportaient ces amendements. L'appel sera entendu le 8 octo-

bre par trois juges de la Cour d'appel.

La tragédie en question s'était produite devant les Industries Câble d'acier dont les employés étaient en grève et faisaient du piquetage le long de la voie de service de la Transcanadienne. Trois d'entre eux furent fauchés par la voiture que conduisait Craig, alors pilote de Nordair, alors qu'il retournait chez-lui.

LAC BROME Quatre autres policiers comparaissent

■ COWANSVILLE (PC) — Quatre autres membres ou ex-membres de la police de Lac Brome, en Estrie, ont comparu hier en Cour des sessions de la paix, à Cowansville, sous des accusations de séquestration, de voies de fait graves et de vol.

L'ex-chef Alyre Thireau, les ex-agents Paul Roy et Mario Beaumont, ainsi que le constable Pierre Laplante, ont tous en-

registré un plaidoyer de non-culpabilité.

Deux autres policiers de Lac Brome, Denis Brazeau et Peter Stone, avaient aussi plaidé non coupable aux mêmes chefs d'accusation le 13 juin dernier.

Un total de 21 accusations ont été portées contre eux à la suite d'une enquête menée par la Sûreté du Québec. Les faits reprochés se seraient produits entre 1979 et 1983.

Le jury a rendu un verdict réduit d'homicide involontaire contre Michel Chevrier, âgé de 26 ans, qui était accusé du meurtre non prémédité de son compagnon de chambre, Daniel Lafond.

Michel Chevrier coupable d'homicide involontaire

19 janvier dernier, au 652, rue Dollard, à Longueuil, où Lafond

avait été atteint de quatre balles de carabine.

Au cours du procès, il avait été établi que la victime respirait de la colle d'avion chauffée dans un sac de plastique.

Selon la défense, assurée par Me Gilles Daudelin, qui invoquait défense légitime de la part de l'accusé, ce dernier, qui a une jambe coupée et porte une prothèse, s'objectait à ce que son colocataire «sniffe» de la colle parce que cela empestait la chambre.

Il avait manifesté, à quelques reprises, son intention d'expulser Lafond pour cette raison. Le 19 janvier, il réitéra son désir de le mettre à la porte. Lafond, devenu agressif sous les effets de la vapeur de colle, prit un couteau et s'avança vers Chevrier.

À ce moment-là, celui-ci était sur son lit, en train d'enlever sa prothèse. Ne pouvant se défendre autrement, il saisit sa carabine semi-automatique qui se trouvait près de lui et tira.

C'est lui-même qui, par la suite, appela la police.

La défense expliqua, aussi, que Chevrier gardait toujours une carabine chargée près de lui parce qu'il avait déjà été attaqué et délesté d'une somme de \$1 000, expérience qui l'avait traumatisé.

Il est, de plus, un amateur de tir et possède deux autres armes.

Les représentations sur sentence dans cette affaire auront lieu le 30 juillet devant le juge John Hannan, de la Cour supérieure, qui a présidé au procès.

ASSURANCE-VIE PAS D'EXAMEN MÉDICAL

Fouchon, Jetté, Larin Inc. Courtiers d'assurance-vie 8910, rue Lajeunesse, suite 201 Montréal H2M 1R9

JUSQU'À 25000\$ POUR PERSONNES ÂGÉES DE 0 À 80 ANS

ASSOMPTION MUTUELLE D'ASSURANCE-VIE restriction les 2 premières années

POUR INFORMATION, POSTEZ DES AUJOURD'HUI

Nom:.....

Adresse:.....

Ville:.....

Code postal:..... Tél:.....

NUOVO SPRINT TORPADO

Plus de 100 bicyclettes en inventaire.

RÉG. \$559

OCCASION UNIQUE \$449

Cadre course avec tubes spaciaux Tempair, derailleurs Campagnolo 980, freins Modern, feu de préalarme Omega

LA BOUTIQUE DU PRO
673, boul. Henri-Bourassa est
sortie métro Henri-Bourassa
383-8356

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

E.S.M.C. III 1984 INC.

MÉDECINE CHINOISE

Deux grands maîtres
Une tradition
Une école à vocation universitaire

Nous vous proposons 60 années d'expérience dans l'enseignement classique de médecine chinoise

EN FRANÇAIS: formation complète diplômée de professionnels indépendants en médecine chinoise: acupuncture, herboristerie chinoise, manupressure et Qi Gong.

DURÉE: 40 MOIS - incluant théorie - pratique technique - stage clinique - Cet enseignement magistral est dispensé à Montréal selon deux possibilités.

a) Type «Fin de semaine à temps plein»
Deux fins de semaine par mois en alternance une quinzaine sur deux pendant 40 mois d'enseignement pour un total de 1940 heures en acupuncture seulement.

b) Type «Cours du soir à temps plein»
Trois soirs par semaine, 40 semaines par an, pendant 40 mois d'enseignement pour un total de 1940 heures. Stages ultérieurs possibles mais non nécessaires en Chine pour groupes d'étudiants diplômés, sur recommandation de l'école.

PROGRAMME: L'E.S.M.C. enseigne un programme expérimental de formation en médecine chinoise, d'ordre universitaire.

MÉTHODE: parmi les rares grands maîtres connus dans le monde et encore vivants, cette institution a le privilège de détenir deux des plus brillants cerveaux de la médecine chinoise: le professeur Leung Kok Yuen (président d'honneur de l'école) et le professeur Lee Tin Yuen (directeur général de l'enseignement) ce qui place notre province à la tête des grands pays enseignant l'acupuncture y compris la Chine.

BOURSES: A partir de septembre 1986 L'E.S.M.C. offre un plan de prêt-bourse aux étudiants inscrits en 1re année (étudiants économiquement faibles et porteurs d'un dossier académique satisfaisant). A partir de sept. 1987 L'E.S.M.C. offre une possibilité de bourse complète en 2e et / ou 3e années aux étudiants répondant aux critères spéciaux des examens de passage pour obtention de bourse complète.

Inscriptions immédiates pour la session de septembre 1986

Pour tous renseignements concernant:
l'admission • le programme d'études • l'horaire • les frais de scolarité • les bourses

DEMANDEZ LE GUIDE DE L'ÉTUDIANT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE MÉDECINE CHINOISE DE MONTRÉAL

Tél.: 845-5740
845-2565

4364, rue Saint-Denis, Montréal H2J 2L1

Jusqu'à la fin juin...
Amiga se paie un cours de langage IBM® d'une valeur de \$748.00*

Place à la création!

À l'achat de votre micro-ordinateur Amiga 1000, d'un écran 1080 et du module d'expansion RAM, vous recevrez sans frais un logiciel d'émulation (PC-Transformer) ainsi qu'un lecteur de disque externe de 5 1/4"

L'offre se termine le 30 juin 1986
*Lecteur 5 1/4" (1020)
Prix suggéré \$599.99
PC Transformer \$149.99

coopoly 5000, Jean-Talon Ouest
Montréal
340-4487

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

APPRENEZ LA TENUE DE LIVRES EN 4 SEMAINES SEULEMENT

VOUS GAGNEREZ SÛREMENT PLUS EN TANT QUE TENEUR DE LIVRES

Comptabilité pratique enseignée par des comptables agréés. Choix des classes matin, soir, samedi.

AUSSI NOUVEAU COURS DE TENUE DE LIVRES SUR MICRO-ORDINATEUR!

Leçon d'introduction GRATUITE
Service de placement GRATUIT

ÉCOLE COMMERCIALE LONDON
Établie depuis 1970 Permis no 749767
733-5217 ou 733-8261

ATTENTION!

Maisons d'enseignement LA RENTRÉE

Un cahier spécial conçu pour vous et nos lecteurs sera publié LE MERCREDI 13 AOÛT 1986. Assurez-vous de réserver votre espace publicitaire d'ici LE 5 AOÛT 1986.

Pour plus de renseignements, communiquez avec
Mme YVETTE GIROUX
285-7234

la presse

RÉUSSIR AU 271-7702

VOUS VOULEZ RÉUSSIR UNE FOIS POUR TOUTE EN MOINS DE 12 MOIS L'INFORMATIQUE EST LÀ...

INSTITUT INFORMATIQUE APPLIQUÉE

525, est De Castelnau, Montréal.

JEAN-TALON REÇU PAR LE MINISTÈRE

Oui! Je m'inscris à des cours pleins d'avenir...

INFORMATIQUE

420-51 Programmeur analyste (C.E.C.)
420-31 Programmeur junior (A.E.C.)

OU

ÉLECTRONIQUE

247-31 Technologiste en microprocesseur (A.E.C.)

✓ Cours intensif ✓ Jour ou soir ✓ Placement
✓ Prêt du gouvernement ✓ Permis 749745

DATE LIMITE POUR LES PRÊTS: 30 JUIN

COLLEGE D'INFORMATIQUE DU CANADA

2100, rue DRUMMOND
Bureau 720
MONTRÉAL (Québec)
H3G 1X1 849-7725

PEEL

BOURSE D'ÉTUDE EN INFORMATIQUE

SESSION D'ÉTÉ

DÉBUTEZ EN JUIN

COURS DE: TECHNICIEN
• PROGRAMMEUR • BUREAUTIQUE

Cours de type professionnel, de niveau collégial.
No de permis du ministère de l'Éducation: 749747

INSTITUT CONTROL DATA
Montréal • Ottawa • Toronto • Vancouver

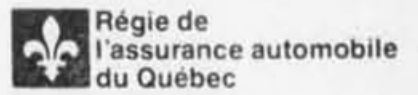
Tour La Cité,
300, Léo-Pariseau,
suite 500
Montréal
H2W 2N1

Une question de mois!
285-8585

SPÉCIAL

Beau temps pour la sécurité routière

En collaboration avec votre journal et la



BOIRE ET CONDUIRE, C'EST MOURANT!

L'alcool est la drogue la plus répandue auprès des étudiants du Québec, et il est la cause d'au moins 50% des accidents mortels.

Un jeune qui conduit avec des facultés affaiblies aura 20 fois plus de risques de perdre la vie dans un accident de la route qu'une personne sobre. Chez les 16-17 ans, ce risque augmente à 165 fois.

Les jeunes de 16 à 20 ans possèdent au plus 8% du nombre total des permis de conduire au Québec. Mais ce 8%, qui représente la moitié de la population âgée de 16 à 20 ans, a deux fois plus d'accidents que la moyenne des titulaires de permis.

Les accidents automobiles sont la plus grande cause de décès chez les jeunes. Les garçons de 16 à 20 ans sont trois fois plus susceptibles de perdre la vie dans un accident automobile que par suicide, et les filles, elles, quatre fois plus. Pourtant, on s'inquiète plus du taux de suicide que des accidents chez les jeunes.

Le cœur a ses raisons...

Avec des chiffres comme ceux-ci, on serait tenté de juger sévèrement la jeunesse. Mais avant tout, il s'agit de comprendre et de contrer les attitudes qui favorisent les risques d'accidents.

Quand on est jeune, on passe moins de temps que les aînés au volant. On parcourt moins de kilomètres, mais à des périodes de risque élevé, en soirée, la nuit et les fins de semaines.

Quand on est jeune, on aime les voitures puissantes et performantes. On aime les motos racées, excitantes, mais combien meurtrières. Au Québec en été, chaque jour, un motocycliste perd la vie.

Quand on est jeune, on a de l'audace et une très grande confiance en soi. Tant de choses qui empêchent de croire aux accidents pour soi et qui en reportent la fatalité sur les autres.

Quand on est jeune, on a la vie devant soi, mais on n'y fait guère attention sur la route.

Des lois sévères

Et pourtant, ce n'est pas parce qu'on est jeune qu'on a droit à un traitement de faveur. En effet, la conduite en état d'ébriété ou avec les facultés affaiblies est maintenant considérée comme un crime grave. La nouvelle loi fédérale C-19 rend illégale la conduite de tout genre de véhicule moteur sous l'influence de l'alcool ou de la drogue. Les coupables héritent d'un casier judiciaire qui ne les quittera plus.

Un jeune de moins de 18 ans peut être condamné à une amende pouvant atteindre 1000\$, à des travaux communautaires, se voir interdire de conduire ou être placé en probation.

Si vous avez 18 ans et plus, vous pouvez être mis à l'amende, emprisonné ou empêché de conduire durant plusieurs mois. Dans le cas où vous êtes responsable d'avoir blessé ou tué une autre personne, les peines d'emprisonnement sont de 10 ans jusqu'à la prison à vie.



Boire est l'affaire de chacun. Mais boire et conduire devient l'affaire de tout le monde. C'est pourquoi la loi C-19 est si sévère.

On fait tous partie de la solution

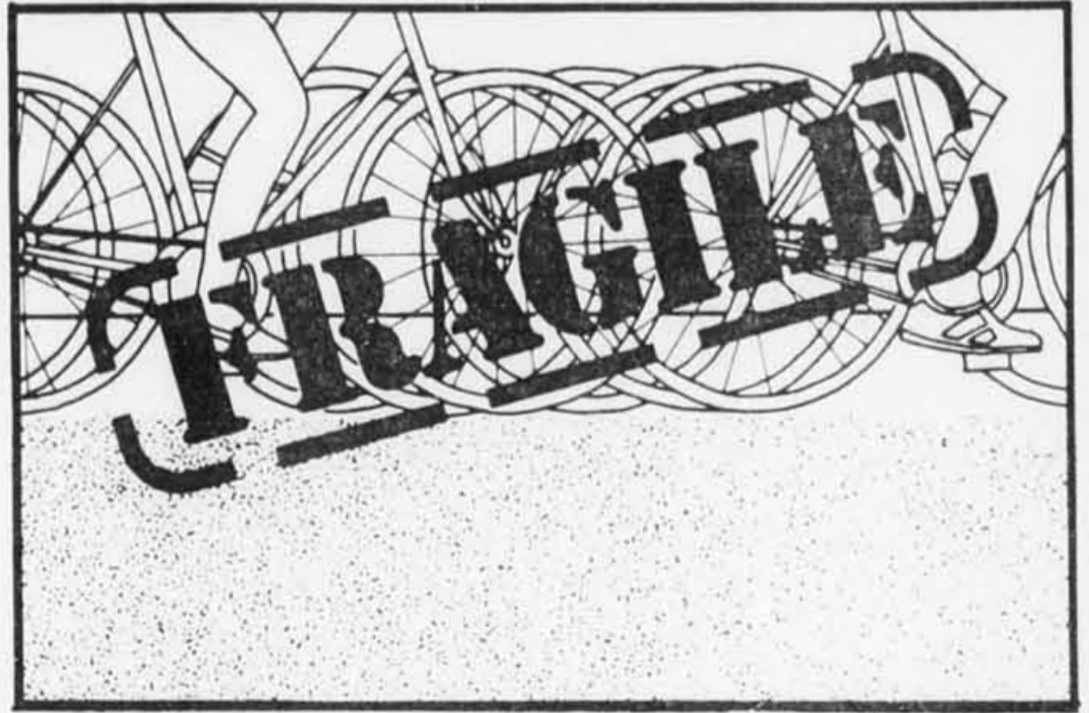
Quand on fait face à un problème aussi complexe, les lois ne suffisent pas. Ces lois sont nécessaires, mais il vaut mieux prendre les choses en main et trouver soi-même des solutions.

La solution, c'est de passer à l'action. Assurez-vous d'abord de ne pas être la prochaine victime. Si vos facultés sont affaiblies par l'alcool, vous ne devez pas conduire. Un point, c'est tout!

Adoptez la même attitude face à un ami, une blonde, un frère, un camarade. Aidez les autres à se rendre chez eux en toute sécurité. Il n'y a aucune raison pour qu'un conducteur aux facultés affaiblies prenne le volant. C'est aussi à vous d'y voir.

Au cours des 10 dernières années, il est mort suffisamment de jeunes sur les routes du Québec pour rayer le CEGEP de Saint-Hyacinthe de la carte (2045 victimes). Sans compter les centaines d'autres qui traîneront les séquelles d'un accident toute leur vie.

Pensez-y et parlez-en... pendant qu'il est encore temps!



ATTENTION, FRAGILE!

Au Québec, il y a maintenant plus de 3 000 000 de bicyclettes sur les routes. Soit plus de 1 vélo pour 2 personnes. C'est beaucoup de monde sur les routes, de tous les âges, de toutes les conditions physiques, de toutes les habiletés. C'est beaucoup de monde qui se lance, chaque printemps, dans un trafic urbain déjà congestionné, parmi des automobilistes et des camionneurs affairés. Et ça donne des résultats bien tristes: près de 4000 cyclistes victimes d'accidents chaque année, dont les 3/4 ont moins de 18 ans.

La principale cause de ces accidents? Les cyclistes eux-mêmes! En fait, des études menées par la Régie de l'assurance automobile du Québec ont clairement établi que dans les 7/10 des cas, la cause de l'accident se trouvait dans le comportement fautif du cycliste. Ce comportement fautif peut se diviser en trois grands types d'attitudes: la distraction et la témérité; l'infraction aux lois de la circulation; la maladresse liée à l'inexpérience. Des comportements qui ne sont donc pas liés à l'ignorance, mais bien plutôt à la négligence et à l'impulsivité.

Jouet ou véhicule?

En fait, bien des gens qui entourent leur bicyclette regardent comme s'il n'y avait plus de loi de la circulation pour eux. Entant ou adulte,

jeune ou vieux, tous succombent aux charmes de leur vélo, et se laissent griser par ses manières d'indépendant. Maniable, passe-partout, léger et tonique, le vélo fait oublier qu'il est un véhicule et non un jouet. En réalité, le seul jeu auquel se prête le vélo, c'est le jeu du risque.

Ville = danger!

Les statistiques les plus récentes sur les causes, les moments, les lieux et les conséquences des accidents de vélo permettent de mieux cerner la façon dont leur nombre pourrait être réduit.

Entre autres, c'est en après-midi et en début de soirée que se produisent 70% des accidents de vélo. Et aux heures de circulation très dense, soit entre 16h00 et 18h00, le risque est à son maximum. C'est également en semaine qu'on compte le plus d'accidents, contrairement aux autres catégories de véhicules, qui auront plus d'accidents le weekend. En fait, la ville et son trafic sont un danger constant pour les cyclistes: 80% de tous les accidents de bicyclette au Québec ont lieu dans les rues des grands centres urbains. La circulation dense, le manque d'espace, le rythme de vie de la ville, tout contribue à rendre le cycliste plus exposé aux ac-

idents, et plus vulnérable aux blessures.

Mais cela n'empêche pas les cyclistes d'avoir également des accidents dans les quartiers résidentiels. La ou souvent les gens se sentent le plus en sécurité, le nombre d'accidents est étonnant. Le manque d'attention, le laisser-aller sont causes de bien des maux.

Des solutions?

Dans la plupart des cas, l'accident a eu lieu parce que l'automobiliste n'a pas vu le cycliste. S'il avait pu le voir manœuvrer, même si le cycliste était fautif, l'automobiliste aurait pu donner un coup de volant une fraction de seconde plus tôt, et éviter le choc. Il est donc important que le cycliste, en plus de prêter une attention particulière au respect des lois de la circulation, fasse le nécessaire pour être visible, avec des accessoires obligatoires comme les réflecteurs blanc à l'avant et rouge à l'arrière, les réflecteurs de rayons et les phares actifs la nuit, et des accessoires aussi essentiels que le tanton latéral de couleur rouge. Porter un casque, des vêtements de couleur vive et bien ajustés faciliteront autant la conduite du vélo que sa sécurité.

Un vélo, c'est la liberté, une sensation merveilleuse de laisser-aller... mais c'est aussi bien fragile, et c'est avant tout aux cyclistes de s'en rappeler!

DES JEUNES PASSENT À L'ACTION CONTRE L'IVRESSE AU VOLANT.

En 1981, aux États-Unis, des jeunes ont décidé de se regrouper pour lutter contre l'ivresse au volant chez les étudiants. Ils ont mis sur pied un programme qui se nomme SADD (Students Against Driving Drunk). Ce programme avait pour but de renseigner les jeunes sur les méfaits de l'alcool au volant. Mais il débouchait surtout sur des actions concrètes à la portée de tout le monde. Depuis un an, la Régie de l'assurance automobile du Québec mène une tournée dans les CEGEPs pour sensibiliser les jeunes aux problèmes de l'alcool au volant. Proposé par la Régie, le modèle SADD est appliqué depuis l'an dernier dans les CEGEPs par des jeunes qui se sont regroupés en «Comités Action», contre l'ivresse et pour la sécurité routière.



Prévention et intervention

La première activité de votre Comité Action contre la surconsommation d'alcool et pour la sécurité routière sera de faire la promotion du Comité lui-même afin de faire connaître ses buts dans le CEGEP et dans la communauté. Par la même occasion, tentez de recruter le plus de membres possible pour les impliquer dans les diverses formes d'intervention et d'action du Comité.

Votre Comité Action organisera également des séances d'information sur la sécurité routière et la conduite d'un véhicule en état d'ébriété.

Vous passerez réellement à l'action avec des activités ayant pour thème la sécurité routière et les bonnes habitudes à prendre au volant. Ce pourra être des activités de prévention comme un club jeunesse auto, une clinique moto, un rallye de sécurité routière et des tests d'alcool au volant.

Hormis l'information et la prévention, c'est l'intervention qui permettra à votre Comité Action d'être le plus efficace. Avant une fête ou un party, informez les responsables des dangers de l'alcool et suggérez-leur de prévoir des boissons non-alcoolisées. Formez également une escouade qui soit prête à agir pour contrôler la consommation d'alcool et qui prépare un test de sortie pour évaluer le taux d'alcoolémie.

Pendant la fête, votre Comité Action peut faire circuler un ivresse-mètre. Et après la fête, il peut voir à reconduire les jeunes en état d'ébriété à leur domicile, ou à organiser leur hébergement au CEGEP ou chez des volontaires.

À vous de jouer!

Parlez-en à vos amis et formez un Comité Action dans votre CEGEP. Choisissez un président honoraire: une personnalité bien en vue dans votre région pourrait parrainer votre Comité et vous aider à en faire la promotion. En 10 ans, le nombre de jeunes morts sur la route au Québec équivaut à la population étudiante d'un CEGEP, soit 2 045 victimes. Intervenez maintenant... avant qu'il ne soit trop tard! Si vous désirez obtenir de l'information pour former un Comité Action dans votre milieu, communiquez avec la Régie de l'assurance automobile du Québec.

Pour les jeunes, par les jeunes

Les Comités Action sont formés de jeunes qui s'impliquent et interviennent dans leur milieu, la plupart du temps dans leur CEGEP. Si vous fréquentez actuellement un CEGEP, vous êtes le mieux placé pour parler à d'autres jeunes comme vous.

Le mandat que vous donnez à votre Comité Action doit être clair et simple:

- Par le biais d'une lettre d'entente, vous recrutez des étudiants qui, comme vous, veulent s'impliquer dans la lutte contre l'alcool au volant chez les jeunes;
- Tous ensemble, vous vous informez sur les méfaits de l'alcool;
- Vous développez une stratégie d'action et d'intervention pour chaque occasion où il y a consommation d'alcool dans votre CEGEP;
- Vous organisez des activités de participation afin de mousser la sécurité routière.

En fait, votre Comité Action devra prendre tous les moyens nécessaires pour encourager les jeunes du CEGEP à s'entraîner afin de faire face au fléau que représente la conduite en état d'ébriété.

Des comités formés dans les CEGEPs

Depuis septembre 1985, des étudiants de divers CEGEPs, au Québec, ont mis sur pied des Comités qui sont devenus les moteurs d'une série d'activités et d'actions planifiées sur une base régulière. Et les résultats encourageants obtenus leur ont confirmé qu'ils ont fait une bonne affaire.



AVEC VOUS TOUT AU LONG DU CHEMIN

AU SERVICE DE TOUTE LA POPULATION!
Depuis plus de 27 ans, nos milliers de véhicules transportent des millions d'écoliers.

EFFICACEMENT ET SÉCURITAIREMENT!
Vous avez probablement été un de nos passagers. Vous avez grandi... et nous aussi! Nous pouvons maintenant répondre à vos besoins de déplacement... presque à tous vos desirs. Soit en groupe, soit pour la charte-partie, le transport d'adultes sur une base individuelle et le transport en commun d'appoint.

NOUS SOMMES PARTOUT! PRÊTS POUR VOUS!

Les membres de l'ASSOCIATION DU TRANSPORT ÉCOLIER DU QUÉBEC de votre région vous offrent un service sécuritaire et de qualité. Communiquez avec l'un d'entre eux.

SÉCURITÉ

UN ACCIDENT HORS DU QUÉBEC PEUT VOUS JETER À LA RUE.

Sécurité protège toute la famille tout l'été pour 30\$.



Dès que vous franchissez les frontières du Québec, vous n'êtes plus totalement couvert contre la maladie ou les accidents. Et les soins médicaux et hospitaliers coûtent très cher.

Ne prenez pas de chances. Pour 30\$ seulement Sécurité couvre toute la famille du 1er juin à la fête du travail. (Police individuelle, 15\$.)

Pour tous vos voyages, petits et grands, Sécurité, c'est la sainte paix pour tout l'été.

Sécurité est disponible auprès de Croix Bleue/Mutuelle-Vie du Québec et est également offert aux

membres du CAA par l'entremise de VOYAGES TOURING CAA, filiale à part entière de CAA Québec.

Téléphonez ou présentez-vous à la Croix Bleue:

Montréal: **286-8403**

Sans frais: **1 800 361-5139**

Les membres du CAA peuvent s'adresser à la succursale CAA la plus près.

AVEZ-VOUS LES MOYENS DE L'OUBLIER?



VOYAGES TOURING



- Anjou 354-9630
- Brossard 465-7770
- Châteauguay 545-8886
- Dollard-des-Ormeaux 684-9170
- Montréal 778-2225
- Laval 698-2240
- Montréal 286-5358
- Saint-Foy 653-8886
- Shawville 566-5132
- Trois-Rivières 378-8883

SPÉCIAL

Beau temps pour la sécurité routière

En collaboration avec votre journal et la


 Régie de l'assurance automobile du Québec

CET ÉTÉ, LA CEINTURE DE SÉCURITÉ VA FAIRE PARLER D'ELLE.

De nombreuses études ont clairement démontré comment le port de la ceinture de sécurité peut sauver des vies humaines et éviter des blessures graves, il n'en fallait pas plus pour decreter, en 1976, le port obligatoire de la ceinture de sécurité par le chauffeur et les passagers à l'avant d'un véhicule de promenade.

Cependant, malgré son efficacité prouvée et malgré qu'elle soit obligatoire, la ceinture de sécurité est toujours bouclée par un conducteur (ou passager) sur deux. Mais il existe des solutions: car des recherches ont montré qu'une campagne de sensibilisation efficace peut faire augmenter le taux d'utilisation. C'est pourquoi la Régie de l'assurance automobile du Québec, en collaboration avec des partenaires de l'entreprise privée, a décidé de lancer, cet été, une grande offensive promotionnelle en faveur du port de la ceinture de sécurité.

À la grandeur du Québec

Diffusée à l'ensemble de la population du Québec, et plus précisément aux conducteurs et passagers âgés entre 16 et 34 ans, cette grande campagne de publicité sera orchestrée autour du thème «Ceints et Sauvés» et comprendra deux volets principaux: une campagne de publicité à la radio et des «expositions» dans les centres commerciaux.

Chacun des éléments de la campagne reprendra les arguments majeurs en faveur du port de la ceinture de sécurité: réduction des pertes de vie et réduction de la gravité des blessures.

Des cas vécus à la radio

La campagne radio est axée autour de témoignages de conducteurs et de passagers, qui, grâce à leur ceinture de sécurité, ont pu se tirer sans et saufs d'accidents qui auraient pu avoir des conséquences très



graves. Ces rescapes sont tous membres du club «Ceints et Sauvés», fondé en 1983 par la Ligue de sécurité du Québec. Cette campagne de publicité invite également d'autres accidentés, qui sont sortis vivants d'un accident, à devenir membres de ce club en apportant à leur tour leur témoignage.

Des carcasses sur la place publique

Enfin, pour marquer avec force l'importance du port de la ceinture de sécurité, il y aura, tout au cours de la belle saison, dans plusieurs centres commerciaux, une exposition de carcasses de voitures ayant subi des accidents graves et dont les occupants ont pu sortir vivants grâce à leur ceinture de sécurité: des témoignages choisis, sûrs d'impressionner!

Des actions pour vous sauver la vie!

Toute cette campagne de publicité, élaborée parallèlement à des actions policières, des rappels aux écoles de conduite et des diffusions dans les médias écrits, tendra à démontrer le bien-fondé du port de la ceinture de sécurité et à prouver, noir sur blanc, que rien ne peut être plus de sécurité qu'une ceinture bien bouclée.

Ceint et sauf? Oui, avec la ceinture de sécurité!

En plus d'affirmer que le port obligatoire de la ceinture brime leur liberté, la plupart des gens qui ne veulent pas porter la ceinture de sécurité en voiture avancent toutes sortes de raisons qu'ils considèrent bien valables: «Je ne veux pas rester prisonnier de ma voiture si elle plonge à l'eau ou prend feu...», «Je préfère être éjecté de ma voiture plutôt que d'y être coincé...», «Je suis enceinte...» Toutes sortes de raisons qui n'ont pas... leur raison d'être!

L'important, c'est d'être conscient!

Tous ces gens bien intentionnés oublient que sans ceinture de sécurité, ils pourront bien ne pas s'échapper de leur voiture immergée ou en flammes s'ils se sont fracassé le crâne contre le pare-brise de l'auto. Au lieu de les emprisonner, la ceinture de sécurité va leur permettre de garder toute leur conscience, et donc leur permettre de s'échapper plus facilement de la voiture si nécessaire. Également, il faut se rappeler que le nombre d'incendies ou d'immersions de

voitures est très peu élevé en regard du nombre de collisions humaines, qui se produisent dans tous les cas d'accidents!

Plus en sécurité dans la voiture que sur la chaussée

Croire qu'en étant éjecté hors de la voiture lors d'un impact, vous aurez plus de chances de survie, c'est croire au miracle! En fait, des études sérieuses ont clairement démontré qu'une personne éjectée d'une voiture court beaucoup plus de risques d'être blessée ou tuée. Il suffit de penser aux raisons qui font qu'un accident de motocyclette soit si grave: dans presque tous les cas, les motocyclistes sont éjectés de leur véhicule, et dans presque tous les cas, les décès sont beaucoup plus fréquents que lors d'accidents de voitures.

Un quart de tous les décès suite à une collision sont causés par une éjection hors de la voiture. Et 80% de ces décès pourraient être évités si les occupants de la voiture restaient dans la voiture.



Sauver la mère, c'est sauver l'enfant

La question de savoir si une femme enceinte devrait ou non porter la ceinture de sécurité a suscité bien des débats. Mais aujourd'hui, tous les experts du monde médical sont d'accord: les femmes enceintes devraient porter la ceinture abdominale et le baudrier. C'est la meilleure façon de prévenir la mort du fœtus, souvent causé par la mort de la mère. La meilleure garantie de survie de l'enfant à naître est celle de la mère, et la

ceinture bien portée sous l'abdomen assure à tous deux une excellente protection.

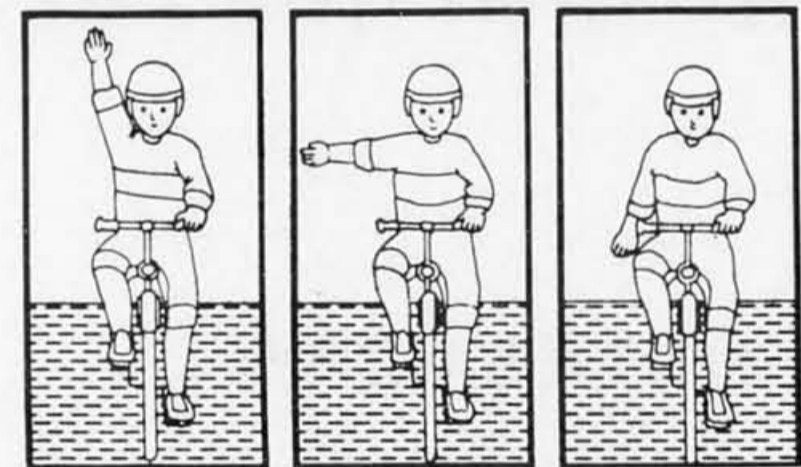
Quelle que soit la distance, quelle que soit la vitesse

La Régie de l'assurance automobile du Québec vous rappelle que la ceinture de sécurité devrait être portée dès que vous montez en voiture, que ce soit simplement pour vous rendre au prochain coin de rue ou pour un long parcours, que ce soit pour rouler à petite vitesse ou prendre les autoroutes, que la température soit belle ou qu'il pleuve à torrents... En fait, c'est souvent lors de courts déplacements, à basse vitesse, par temps clair, qu'il se produit le plus d'accidents: c'est donc le meilleur moment de porter la ceinture; et la meilleure raison, c'est sûrement de pouvoir vous rendre au but... en vie!

LES RÈGLES DE L'ANTI-FRAGILITÉ

Sur un vélo, tout le monde devient fragile. Les jeunes comme les vieux, les débutants comme les experts. En plus de circuler sur un véhicule qu'il faut constamment garder en équilibre, le cycliste doit pouvoir s'intégrer à une circulation automobile plus rapide que lui et surtout, plus dangereuse. Les automobilistes ne prêtent pas nécessairement attention aux cyclistes autour d'eux, et une seule fausse manoeuvre de leur part peut causer aux cyclistes des blessures graves.

Il est donc important que les cyclistes gardent constamment à l'esprit leur «fragilité» et réagissent en conséquence. En conduisant un vélo pourvu d'un équipement de sécurité (tels les freins, le fanion, le porte-bagages) en bon ordre de fonctionnement, et en res-



pectant les règles de sécurité inscrites au Code de la sécurité routière.

Moins fragile dans la circulation

Les rues des villes font partie des endroits les plus dangereux pour les cyclistes. La plupart des automobilistes conduisent nerveusement, les intersections sont nombreuses et les piétons ne remarquent souvent pas les vélos. Ces dangers peuvent être atténués par le cycliste qui respecte quelques règles de sécurité appropriées.

Entre autres, le cycliste doit veiller à circuler en ligne droite dans la circulation urbaine, rouler dans le même sens que les véhicules à moteur, et éviter le plus possible des mouvements brusques d'un côté ou de l'autre. Aussi, il doit porter une attention toute particulière aux portières des voitures stationnées, qui peuvent s'ouvrir tout à coup, sans crier gare. Et il doit surveiller les piétons aux intersections, qui peuvent

s'avancer dans la rue sans signaler leurs intentions.

Mais la règle de sécurité la plus simple à appliquer, et qui semble pour bon nombre de cyclistes la plus difficile, c'est le respect de la signalisation routière, comme les panneaux d'arrêt aux intersections, les feux de circulation, les sens uniques... Les cyclistes qui ignorent ces signalisations ne se rendent pas compte que leur vélo est un véhicule comme les autres. À partir du moment où les vélos empruntent les voies publiques, et spécialement dans le cas des rues des villes, il est essentiel que les cyclistes respectent les signalisations. Il y va de leur sécurité... et de leur vie!

Moins fragile si on se fait voir

Sachant que dans la plupart des cas d'accident impliquant une automobile et un cycliste, l'automobiliste dit n'avoir pas vu le cycliste, il est important que le cycliste fasse en sorte que l'automobiliste ne puisse pas avoir cette excuse! Ainsi, le

jour, le cycliste devrait porter des vêtements voyants, et signaler toutes ses intentions. S'il veut tourner à droite, il leve le bras gauche en l'air. S'il veut tourner à gauche, il pointe sa main gauche dans cette direction. Et s'il veut stopper, il baisse son bras gauche. Toutes ces signalisations sont comprises par les automobilistes, qui peuvent alors prévoir la direction que va prendre le vélo, et agir en conséquence. Prévenir les autres de ses intentions, c'est prévenir les accidents!

Pour éviter les accidents la nuit, le cycliste devrait porter des vêtements réfléchissants, et allumer le phare blanc obligatoire à l'avant de son vélo, et le feu rouge à l'arrière. Mais malgré ces précautions, il faut se rappeler qu'il est toujours dangereux de se promener à bicyclette la nuit.

Moins fragile parce que plus prudent

Les accidents sont causés plus souvent qu'autrement par des imprudences. Des imprudences comme celle de s'agripper à un véhicule en mouvement, des imprudences comme celle de ne pas circuler à la file indienne sur la route, des imprudences comme celle d'embarquer un passager sur son vélo... Toutes ces causes d'accident peuvent être facilement évitées si les cyclistes prêtent attention à leur fragilité. Les cyclistes qui connaissent leur place dans la circulation et la respectent, se font aussi respecter des autres véhicules.

Un vélo, ça ne prend pas de place sur la rue, mais ça a droit à sa place... comme n'importe quel autre véhicule.

LA MOTO: UN ÉTÉ BIEN REMPLI.

Des les chaleurs du mois d'avril, on assiste aussi aux premières sorties des motocyclistes. Rutilantes, excitantes, brillantes de tout le feu de leur puissance. Mais on assiste aussi aux expériences de motocyclistes pas toujours experts! Des débutants qui en sont à leurs premières armes, et qui doivent s'organiser pour ne pas en être à leurs dernières.

La moto, pour expert seulement

Être expert de sa moto, c'est toute la différence entre conduire une moto et la piloter. Mais l'expertise ne vient pas seule: il faut de l'entraînement, de l'apprentissage, de l'encadrement. C'est justement pour développer cette expertise que les Partenaires du monde de la moto au Québec organisent chaque année une Semaine nationale de la sécurité des motocyclistes.

Une semaine, pour motocyclistes seulement

La Semaine nationale de la sécurité des motocyclistes est l'oeuvre de plusieurs intervenants du monde de la moto au Québec: la Fédération de moto-tourisme du Québec, le Club Les Éléments, la Ligue de défense des droits des motocy-

clistes, l'Association des propriétaires des écoles de conduite du Québec, l'Association des marchands de moto du Québec, les différents corps policiers municipaux et provinciaux et, bien entendu, la Régie de l'assurance automobile du Québec.

Toutes les activités prévues dans le cadre de cette Semaine visent à développer, chez les motocyclistes, des attitudes sécuritaires, autant dans l'entretien mécanique de leur véhicule que dans la façon de le piloter. Également, cette Semaine vise à faire prendre conscience, autant aux automobilistes qu'aux motocyclistes, que la route appartient à tout le monde, et qu'il faut donc la partager.

C'est l'occasion, pour les partenaires du monde de la moto au Québec, de mettre sur pied, à l'intention des motocyclistes québécois, une série de cliniques de vérification mécanique gratuites, des cliniques de pilotage moto, où sont enseignées les diverses techniques de pilotage, et des ateliers de promotion de la sécurité en motocyclette. Ces ateliers sont l'occasion d'entrevues, de présentations, d'animation locale, et de la mise en place des diverses activités.

Cette Semaine nationale de la sécurité des motocyclistes est orchestrée à la grandeur de la province, par des comités locaux chargés de l'organisation et la mise en place des diverses activités.

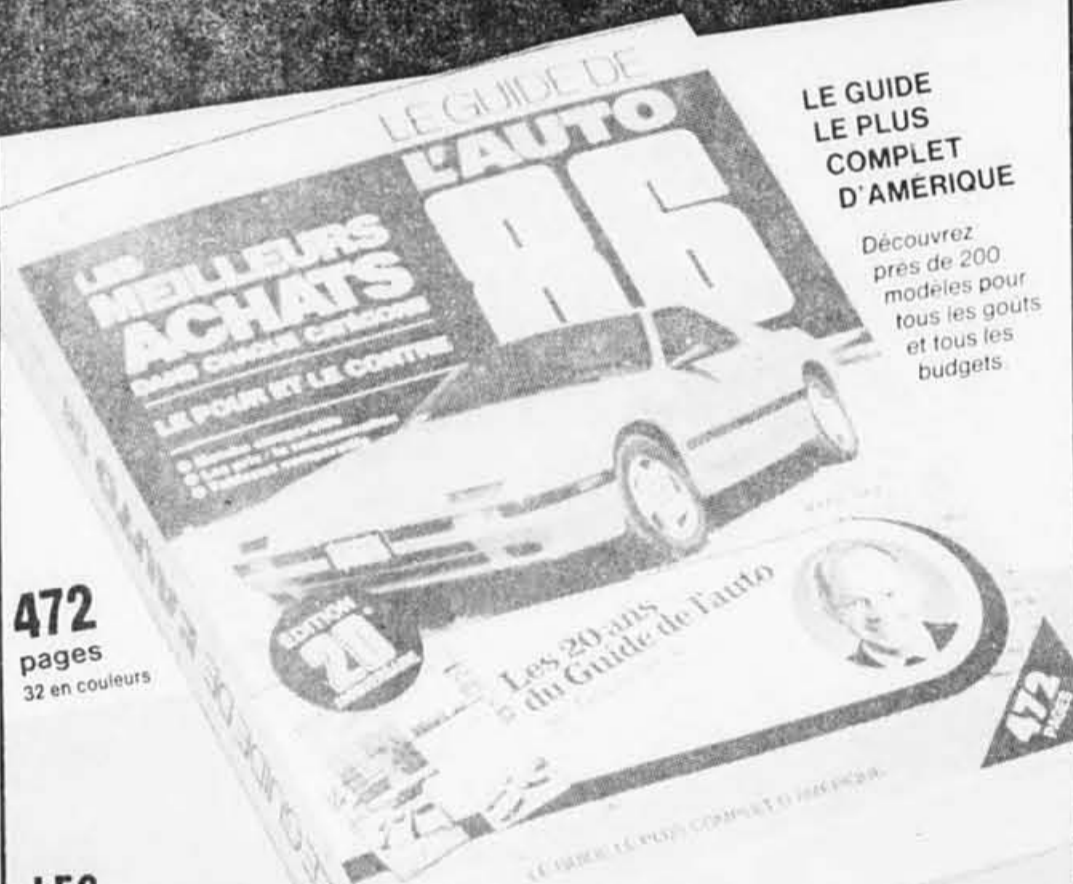
Un grand défilé de moto, dans chaque capitale régionale, clôture de façon spectaculaire cette Semaine de la sécurité des motocyclistes.

Le Concours du motocycliste de l'année

Pour encourager les motocyclistes à développer leur expertise du pilotage moto, ils sont invités à venir mettre au défi leur habileté et leurs connaissances, en participant au Concours du motocycliste de l'année. Autre manifestation organisée par les Partenaires de la moto au Québec, ce concours évalue les motocyclistes lors d'un examen écrit et d'une épreuve sur circuit. C'est là que les experts font la preuve de leur compétence en slalom, en contre-braquage, en freinage et en équilibre.

D'abord couronnées sur une base régionale, les 33 finalistes seront ensuite invitées à la grande finale qui se tiendra à Montréal, le 14 septembre prochain. À cette occasion, les organisateurs remettront un trophée au motocycliste de l'année.

Un livre indispensable!



LE GUIDE LE PLUS COMPLET D'AMÉRIQUE

Découvrez près de 200 modèles pour tous les goûts et tous les budgets.

472 pages
32 en couleurs

LES MEILLEURS ACHATS
DANS CHAQUE CATÉGORIE
LE POUR ET LE CONTRE

EN VENTE PARTOUT

- Matchs comparatifs
- Les prix/la consommation
- Tableaux comparatifs

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉS DE LA PRESSE: 20% DE RÉDUCTION

COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE
Service rapide et efficace

285-6984

Économisez temps et argent en commandant vos livres, dès maintenant, par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert de lundi au samedi de 9h à 16h.

BON DE COMMANDE

Veuillez me faire parvenir 1 exemplaire du Guide de l'auto 86+ au prix de 14,95\$ (incluant plus 15% de frais de poste et de manutention).
Je suis abonné à LA PRESSE. Veuillez me faire parvenir 1 exemplaire du Guide de l'auto 86+ au prix de 11,95\$ (incluant plus 15% de frais de poste et de manutention).
No d'abonnement:

IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse, Inc.

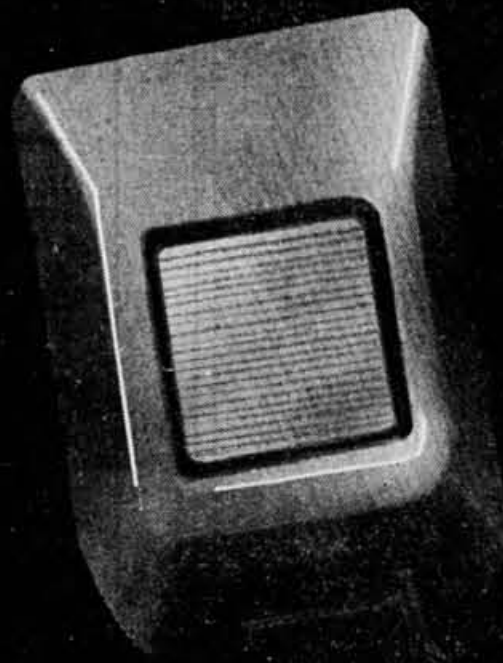
Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.
M-CARD no
VISA no

A retourner aux: Editions La Presse, Ltée
44, rue St-Antoine Ouest
Montréal (Québec) H2Y 1J5

NOM.....
ADRESSE.....
VILLE.....
PROVINCE.....
CODE POSTAL..... TEL.....
TOTAL ci-joint..... \$ (Plus 15% pour frais de poste et de manutention)
Prière de noter que les échanges et remboursements ne sont pas acceptés.



VOUS ATTACHEZ DÉJÀ
VOTRE CEINTURE DE SÉCURITÉ
SUR LA GRAND-ROUTE,
PAR PRUDENCE.
MAIS, PAR NÉGLIGENCE,
VOUS ROULEZ SANS CEINTURE
À BASSE VITESSE.



1 ACCIDENT MORTEL SUR 3
SE PRODUIT À MOINS DE
50 km/h:
ÇA VAUT LE COUP
DE S'ATTACHER
EN TOUT TEMPS!

Ceint et sauf? Oui, avec la ceinture de sécurité!



La plus large des deux plaques d'argent présentée (photo de gauche) par Michal Daigi, curatrice du Musée Israël de Jérusalem et le caveau (photo de droite) où les archéologues ont fait leur découverte. photos Reuter

Les plus vieux textes hébraïques

JÉRUSALEM. (AFP) — Deux petites plaques d'argent datant du 7^{ème} siècle avant l'ère chrétienne — donc contemporaines du premier Temple juif de Jérusalem — où figurent, en hébreu écrit en caractères cunéiformes, des versets complets de la bénédiction sacerdotale (Livre des Nombres, chapitre 6, versets 24, 25, et 26 de la Bible) ont été déchiffrées par des archéologues israéliens.

Cette équipe avait découvert en janvier 1983 ces plaques (moins de dix centimètres de longueur) parmi près d'un millier d'autres documents

dans un antique caveau situé à moins d'un kilomètre du Mont Moriah.

Les plus vieux textes hébraïques sont nettement postérieurs, notamment le Papyrus Nash du second siècle avant J-C et les fameux rouleaux de la Mer Morte, qui remontent aux 1^{er} et 2^{ème} siècles avant J-C.

Selon la tradition juive, lorsqu'un rouleau de la Torah (Loi) est détérioré et inutilisable, on procède à ses « funérailles » et à son inhumation dans une jarre. Le texte biblique complet le plus ancien disponible date de l'an 949 de l'ère chrétienne.

La bénédiction sacerdotale est lue tous les jours dans les synagogues par les Cohanim (pluriel de Cohen : prêtre). Le texte découvert et déchiffré par les archéologues israéliens est le suivant :

« Que l'Éternel te bénisse et te garde.

« Que l'Éternel fasse pour toi rayonner son visage et te fasse grâce.

« Que l'Éternel te découvre sa face et t'apporte la paix.

« Qu'ils mettent ainsi mon nom sur les juifs, et je les bénirai. »

CE BON COUPON EST UN COUPON BON POUR UN BON.

Catelli pense à votre famille... et à votre budget. Découpez le bon coupon ci-dessous et envoyez-le nous avec des preuves d'achat (symboles CUP) de boîtes de 900 g de Spaghetti, Spaghettini, Macaroni Coupés, Macaroni Courts, Linguine ou Fettuccine Catelli. En



retour, Catelli vous enverra un bon-rabais échangeable à l'achat de n'importe quel produit de la famille Catelli.

Vous pouvez recevoir jusqu'à 5,00 \$ en bons-rabais!

Mais faites vite, car ce bon coupon est bon seulement jusqu'au 31 octobre 1986.

RECEVEZ JUSQU'À 5,00\$ EN BONS-RABAIS CATELLI!

Je vous envoie:

et je recevrai

3 preuves d'achat de pâtes Catelli* 1,00 \$ en bon-rabais
6 preuves d'achat de pâtes Catelli* 2,00 \$ en bon-rabais
8 preuves d'achat de pâtes Catelli* 3,00 \$ en bon-rabais
10 preuves d'achat de pâtes Catelli* 5,00 \$ en bon-rabais

(*symboles CUP de boîtes de 900 g de Spaghetti, Spaghettini, Macaroni Courts, Macaroni Coupés, Linguine ou Fettuccine Catelli.)

NOM

ADRESSE

VILLE

PROVINCE

CODE POSTAL

Postez à: Bon coupon Catelli, Case postale 9454, Saint-Jean (Nouveau-Brunswick) E2L 4X2

L'offre ne vaut que pour le Québec et se termine le 31 octobre 1986. Allouez 4 à 6 semaines pour la réception de votre bon-rabais.

CATELLI

Pour toujours. Un membre de votre famille.

Passez votre été sur la côte!

60 kilomètres à l'heure dans les deux plus hautes glissades ondulées au monde.

25 minutes de descente en pneumatique dans deux turbulentes rivières aménagées à flanc de montagne.

Houleuses sensations de la mer dans la gigantesque piscine à vagues.

Télésiège. Aires de pique-nique panoramiques. Tennis. Volleyball. Planche à voile. Plongeon. Surf.

Spectacles tous les jours.

Hébergement en condo sur la côte. Location court séjour.



Un hommage des entreprises ayant oeuvré à la réalisation de l'extraordinaire Station d'Été du Mont-Saint-Sauveur:

Val-Mar
Mécanique Rojec ltée.
Les entreprises Landco inc.
Excavations Jean Miller inc.
Deschênes et fils,
matériaux de plomberie

Dubo Électrique
Banque Royale du Canada
Albertsson Hunter
Claude Fillion
paysagiste
Savard Assurances inc.
A. E. Greenmark Cie Ltée,
contracteur électricien,
ferblancier,
plombier

Aciers Technifab
BPL et Associés,
ingénieurs-conseils

Dainor Tramec Canada
Charlinor inc.,
gérance du projet
Colin Excavations inc.
Roch Labelle,
carpenteur géomètre
Télédiffusion
Sainte-Adèle inc.
Les Sablières
Laurentiennes inc.

Carrière Valiquette inc.
Les Aciers Ouellette inc.
Les Services de
béton Acta inc.
Paysagiste au Clin d'oeil,
poseur de pavé uni
Guénette et fils,
matériaux de construction
Groupe Tremca inc.,
parvés de béton
Boisclair et fils



AGE	JOURNÉE COMPLETE 10h à 19h	DEMI-JOURNÉE 15h à 19h
12 à 59 ans	13\$	10\$
4 à 11 ans et	9\$	8\$
60 ans et plus	9\$	8\$
3 ans et moins	gratuit	gratuit

Mont Saint-Sauveur
Rue Saint-Denis
case postale 910
Saint-Sauveur-des-Monts
J0R 1R0

Sortie 60 de l'Autoroute des Laurentides
(Autoroute 15)

Tél.: 871-0101, sans frais de Montréal; (514) 227-2616

MONT SAINT-SAUVEUR